 **SOMMET**  **ès.**

UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS

SOMMET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE 2025



CRÉDITS

PHOTOGRAPHIE :
Sylviane Robini et Jay Arsenault

DESIGN GRAPHIQUE :
MamboMambo Coop



PARTIE I INTRODUCTION ET CONTEXTE	Mot d'introduction Motion adoptée à l'Assemblée nationale Portrait du Sommet Programmation officielle du Sommet	06-23
PARTIE II LES SOMMET ACTES DU	Les plénières Les sessions Mots de clôture Déclaration finale du Sommet	24-151
PARTIE III ANNEXES DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES ET	Déclarations et manifestes Déclaration coop Manifeste jeunesse Manifeste transition Déclaration Cap Finance Déclaration sur l'alimentation Documents complémentaires	152-155

INTRODUCTION ET CONTEXTE

⋮ PARTIE I ⋮

Mot d'introduction	P. 8
Motion adoptée à l'Assemblée nationale	P. 10
Portrait du Sommet	P. 12
Programmation officielle du Sommet	P. 19





BÉATRICE ALAIN
DIRECTRICE GÉNÉRALE
CHANTIER DE L'ÉCONOMIE
SOCIALE

Lors du Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996, l'émergent mouvement de l'économie sociale avait répondu présent à l'appel à l'audace lancé par le premier ministre de l'époque, Lucien Bouchard. Des entrepreneurs collectifs ont pu bâtir des solutions ancrées dans leurs régions et adaptées aux milieux, accélérant des transformations sociales importantes, comme la création du Réseau des CPE. Vitalité territoriale, gouvernance démocratique, réinvestissement dans les communautés : ces piliers fondamentaux ont d'ailleurs été confirmés lors du Sommet de l'économie sociale de 2006 et continuent de nous inspirer aujourd'hui.

Depuis, la reconnaissance institutionnelle de l'économie sociale, la solidité de ses réseaux et la diversité de ses outils se sont considérablement renforcées. Le contexte externe a également changé : en 2006, la crise environnementale et les multiples crises sociales n'étaient pas immédiatement liées, alors qu'aujourd'hui, nous comprenons leur interdépendance. Nous voyons désormais tout le potentiel de l'économie sociale, mais aussi le besoin d'innover pour relever nos défis collectifs à travers le Québec, qu'il s'agisse du vieillissement de la population, des besoins en logement, de la préservation de nos milieux naturels ou de la vitalité culturelle.

Il y a près de trois ans, le Conseil d'administration du Chantier a reconnu la nécessité de rassembler le mouvement pour évaluer le développement de l'économie sociale et stimuler nos ambitions collectives. Face à l'ampleur et à la complexité des défis, les acteurs de l'économie sociale se devaient de revisiter leurs ambitions et leur capacité d'action. C'est pourquoi le Sommet de l'économie sociale 2025, qui s'est tenu les 14 et 15 mai à Montréal, ne s'est pas limité à deux jours de rencontres. Il a été le fruit d'une vaste mobilisation financée par et pour les acteurs de l'économie sociale, résultat de deux années de concertation, nourri par une tournée des régions et des secteurs qui a parcouru tout le Québec et par la participation de milliers de personnes aux rencontres et aux travaux préparatoires.

La Tournée des régions et des secteurs a révélé le passage vers une nouvelle génération d'entrepreneurs collectifs, innovants et inspirés par la transition sociale et écologique. Déterminés à réinventer l'économie et animés par une vision de changement profond et durable, ils privilégient la transformation du modèle économique plutôt que de simplement atténuer ses pires externalités.

Le Sommet a rassemblé une grande diversité d'acteurs, tous avec un point en commun : à leur niveau d'action – économique, culturel, communautaire, syndical, politique – ces acteurs priorisent des réponses collectives à des défis communs, et voient le potentiel transformateur de l'activité économique dirigée et gouvernée par les communautés. La présence de ces acteurs provenant de toutes les régions et de tous les secteurs de l'économie sociale est une source de grande fierté, soulignant à la fois l'ampleur du mouvement et sa capacité à se mobiliser pour des transformations sociales majeures à toutes les échelles.

Ces deux jours de mobilisation ont permis de statuer, préciser et affirmer une vision commune : une **Vision 2050**, un projet de société ambitieux qui servira de guide d'action pour le mouvement dans les décennies à venir. En réitérant la pertinence de la prise en charge collective et en affirmant la finalité de transformation de l'économie sociale, le mouvement assume un leadership clair pour transformer à moyen et long terme l'économie québécoise au bénéfice de la société et de l'environnement.

Ultimement, le succès de cette démarche reposera sur notre capacité à nous rallier autour de cette vision partagée, à poursuivre nos ambitions collectives et à mettre en œuvre les nouvelles priorités d'action définies. C'est avec une ambition décuplée, des moyens et outils à la hauteur de ces ambitions, et une confiance renouvelée dans nos capacités collectives que nous sortons de ce Sommet. Dans les années à venir, nous vous invitons donc à construire, à votre échelle, **une économie qui travaille pour nous**.

QUE l'Assemblée nationale souligne la tenue du Sommet de l'économie sociale les 14 et 15 mai 2025 à la TOHU, à Montréal, rassemblant plus de 1 000 participants issus de l'économie sociale, du milieu entrepreneurial, communautaire, municipal, gouvernemental et des Premiers Peuples;

QU'elle reconnaisse l'ampleur du travail de mobilisation et de concertation réalisé à travers tout le Québec en amont de cet événement;

QU'elle souligne que les thématiques abordées lors du Sommet, telles que la transition socioécologique, l'accès au logement, l'alimentation durable, les services aux personnes âgées, l'équité et la relève entrepreneuriale, visent à renforcer une économie centrée sur le bien commun;

QU'elle réaffirme l'importance pour le gouvernement du Québec de soutenir activement l'économie sociale par des programmes adaptés;

QU'elle rappelle que le Québec est reconnu à l'international comme un chef de file en économie sociale;

QU'enfin elle demande au gouvernement du Québec de s'engager à prendre connaissance des recommandations issues du Sommet et à les considérer dans l'élaboration de ses politiques publiques.

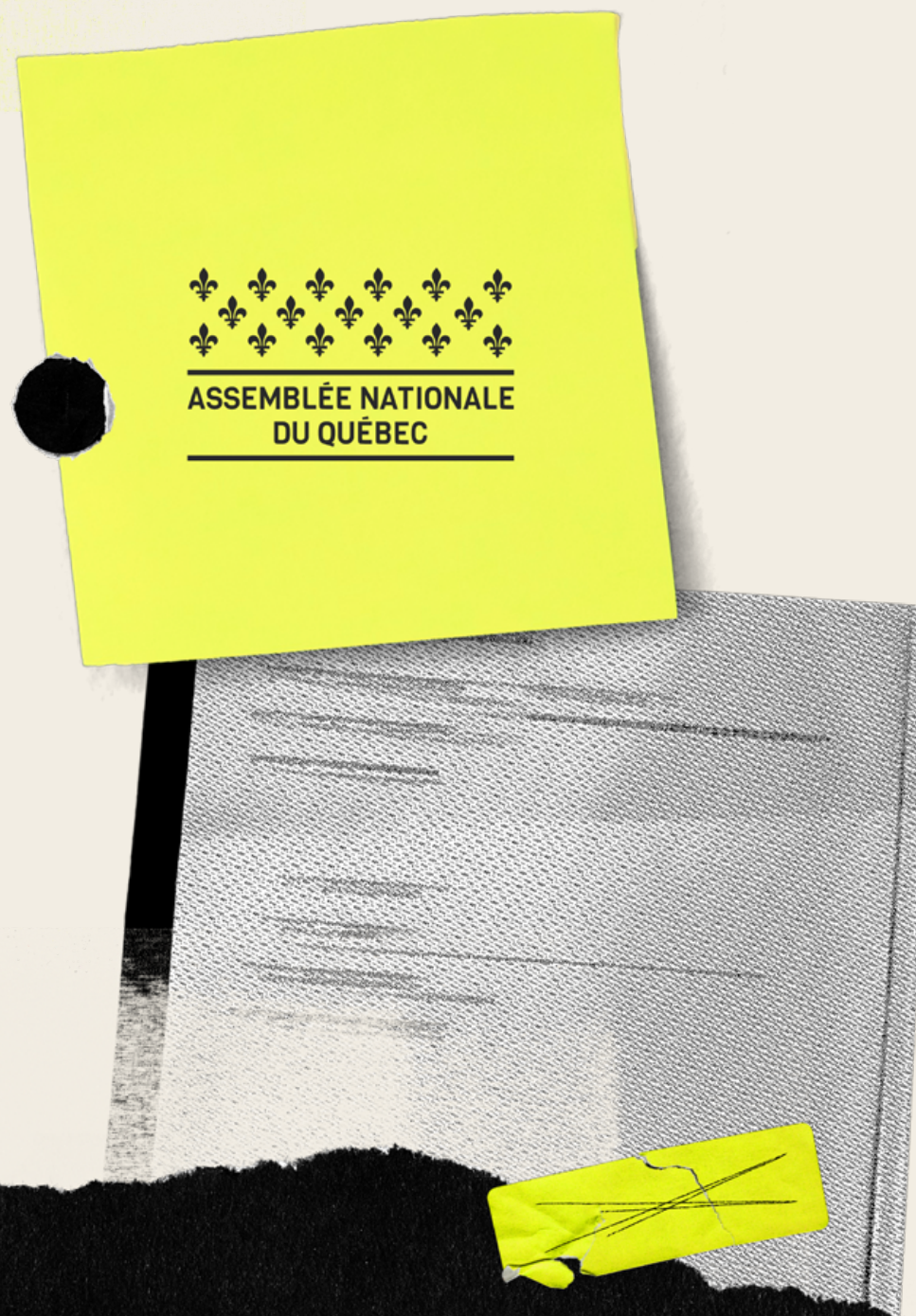
COPIE CONFORME DE LA MOTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ
PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 8 MAI 2025.

QUÉBEC, CE VINGTIÈME JOUR DE MAI 2025



ARIANE BEAUREGARD

DIRECTRICE DE LA SÉANCE ET DE LA PROCÉDURE
PARLEMENTAIRE ASSEMBLÉE NATIONALE



SOMMET ès.

PLUS EN DÉTAIL

Des personnes issues de toutes les régions, de multiples secteurs et représentant la diversité des visages de l'économie sociale se sont réunis pour ces deux journées qui marqueront les esprits : travailleurs et travailleuses, dirigeant-es, partenaires, organisations de soutien et d'accompagnement, élu-es et représentants-es politiques, organisations portées par des personnes issues de groupes sous-représentés, collaborateurs de longue dates et des personnes moins familières avec l'économie sociale.

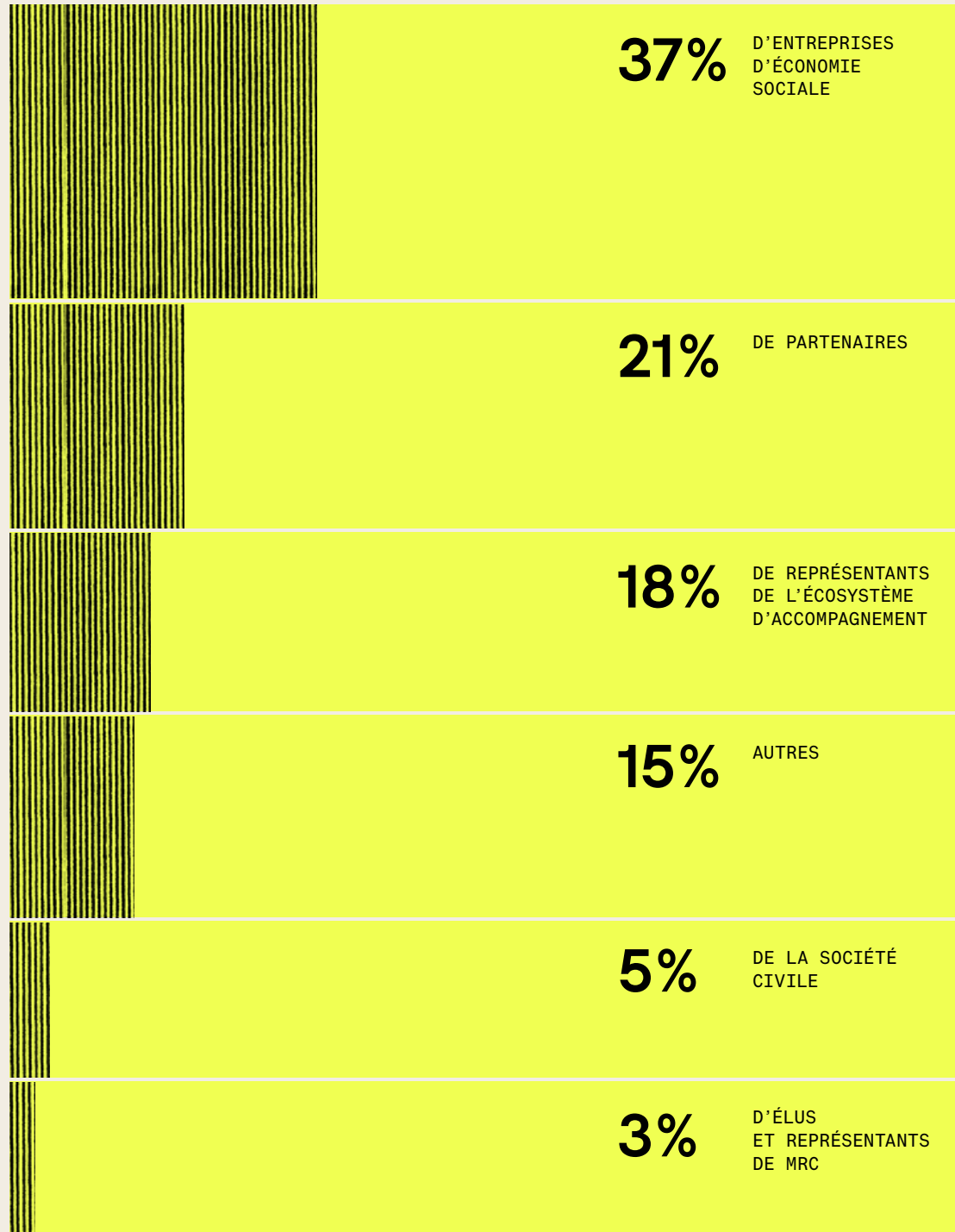


**20 DÉLÉGATIONS
RÉGIONALES ORGANISÉES PAR
LES PÔLES D'ÉCONOMIE SOCIALE**

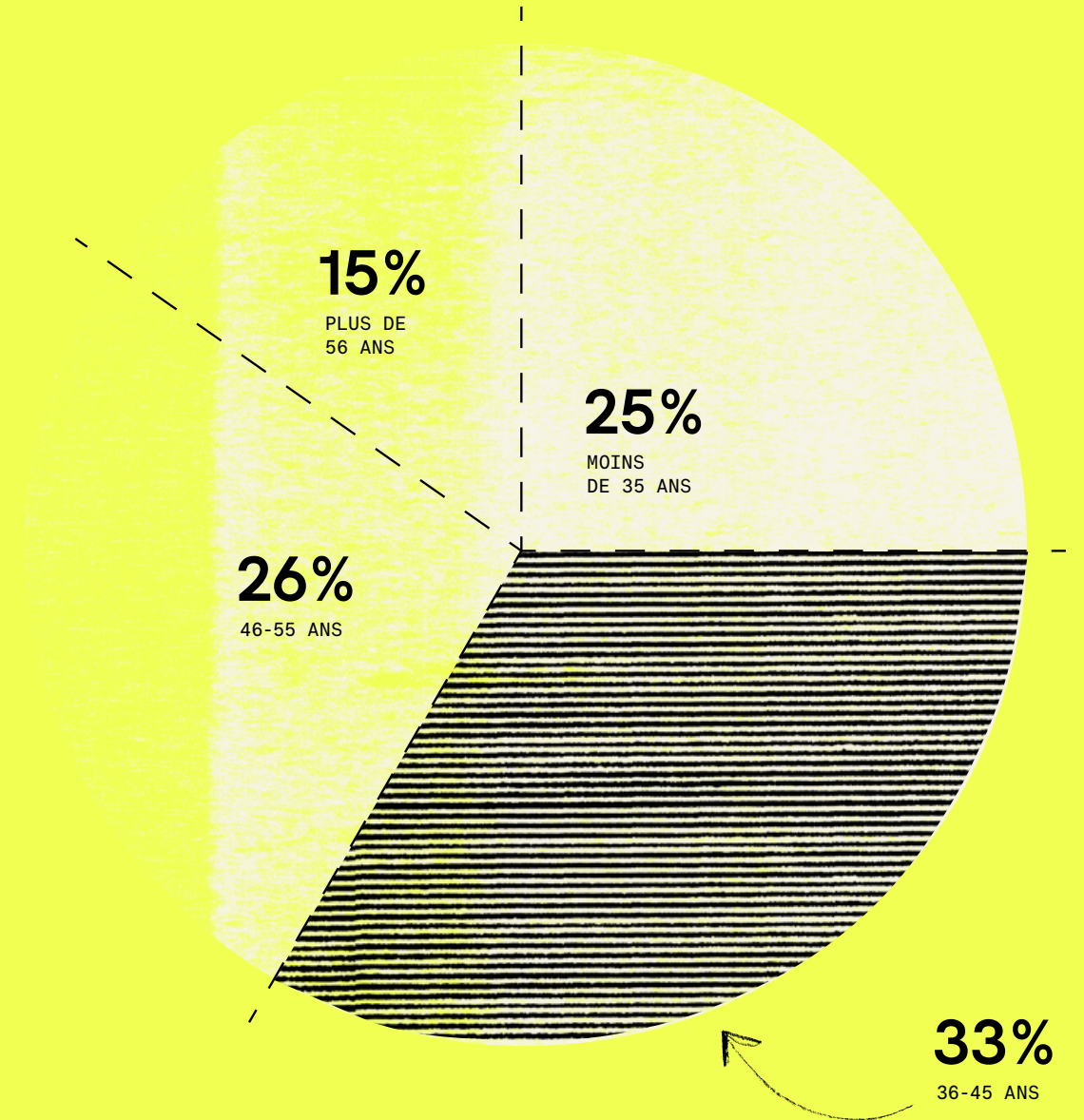


**18 DÉLÉGATIONS
SECTORIELLES ORGANISÉES AVEC
LES RÉSEAUX SECTORIELS**

CATÉGORIES DE PARTICIPANT

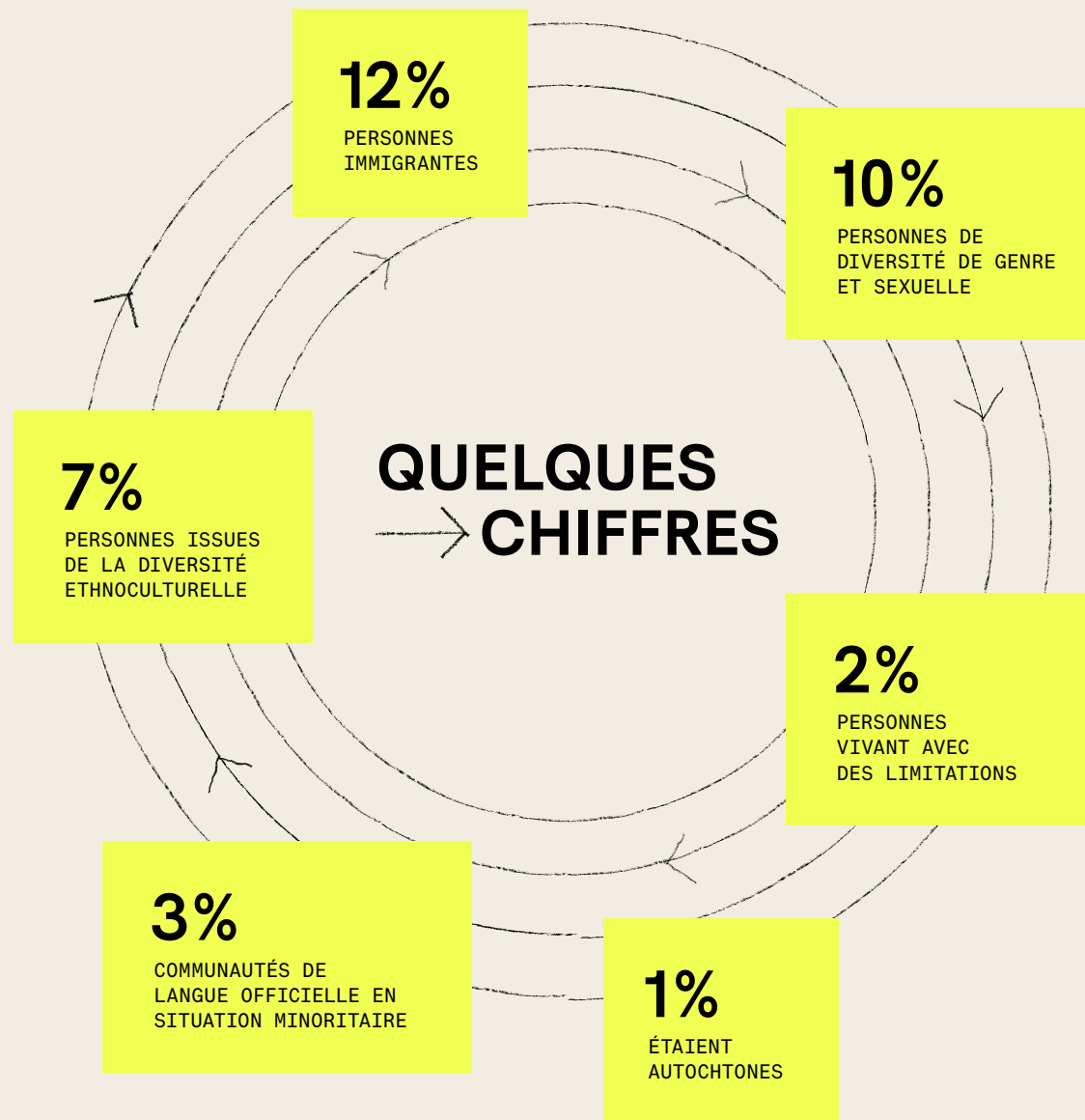


GROUPES D'ÂGE



REPRÉSENTATIVITÉ DE LA DIVERSITÉ

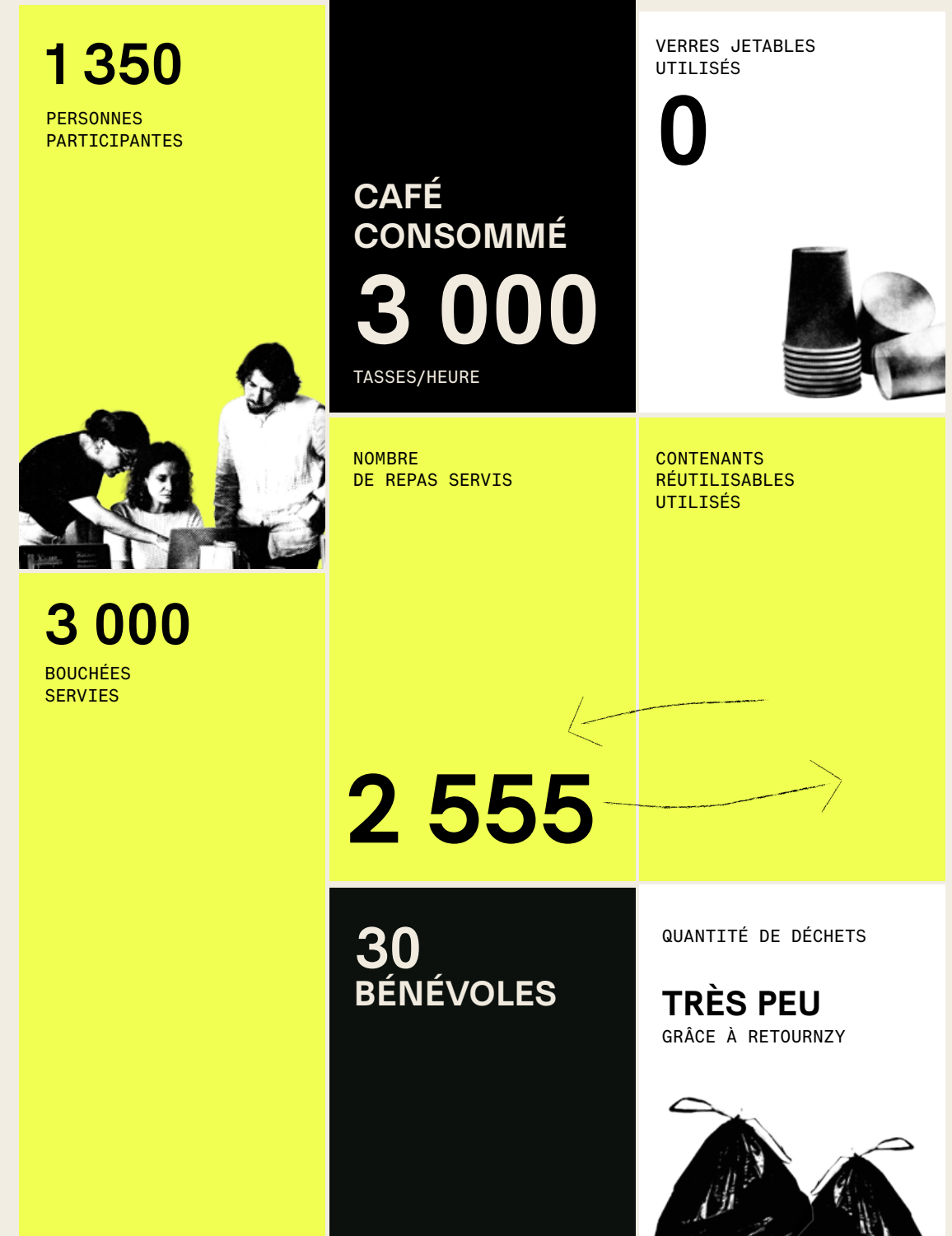
Les personnes inscrites ont été invitées à compléter un questionnaire sur la représentativité de la diversité lors du Sommet. 547 personnes y ont répondu.



54% AVEC AUCUNE DE CES RÉPONSES

2% NE SOUHAITAIENT PAS RÉPONDRE

QUELQUES DONNÉES DES DEUX JOURS À LA TOHU



QUELQUES DONNÉES DES DEUX
JOURS À LA TOHU

S’approvisionner de façon responsable en prenant en compte des critères sociaux, économiques et environnementaux, et ce, dans l’optique de réduire l’impact sur l’environnement, d’augmenter les bénéfices sociaux et de renforcer la durabilité économique des organisations étaient au cœur du Sommet de l’économie sociale. C’est pourquoi les produits et services issus d’entreprises d’économie sociale ont été priorités, ainsi que les produits et les façons de faire les plus écoresponsables.

SERVICES ET PRODUITS
EN ÉCONOMIE SOCIALE

La TOHU	Lieu pour accueillir l’événement
Festigoût Petites-Mains Le Marigot	Traiteurs pour nous restaurer et nous rafraîchir
Retournzy	Boîtes à lunch et couverts réutilisables
MamboMambo	Artiste derrière toute l’image et le visuel du Sommet
Funambules Médias	Vidéaste pour capter les moments forts de l’événement
Convergence	Soutien durant les travaux préparatoires
Table des Microbrasseries COOP	Bières lors du 5 à 7
Diffusion FAR	Animations lors du 5 à 7



MARIANNE TRENKA
DIFFUSION FAR



TASSES ÉCO-CUP

PRODUITS ET PRATIQUES
ÉCORESPONSABLES

Tous les repas dans des contenants consignés, réutilisables grâce à une brigade verte

Tous les breuvages dans des tasses et des éco-cup réutilisables

Tenir l’événement dans un lieu en économie sociale significatif et ancré dans son milieu

Réduire au maximum la production d’objets à usage unique pour l’événement, incluant les objets promotionnels et corporatifs

Favoriser le transport collectif, actif et le covoiturage

Instaurer un mécanisme de compensation carbone pour l’événement

Les émissions de carbone liées aux déplacements des personnes participant au Sommet de l’économie sociale ont été compensées en collaboration avec Arbre-Évolution Coop et son Programme de Reboisement Social™.

14 MAI

8:00 ACCUEIL

9:15 MOT D'OUVERTURE

10:15 SESSIONS

CHAPITEAU 1

Autonomie alimentaire et résilience des communautés

CHAPITEAU 2

La culture, moteur de vitalité et pilier incontournable du développement local et régional

CHAPITEAU 3

Gouvernance démocratique et engagement des acteurs de proximité

ESPACE JEUNESSE

Guide 101 : Comment débattre?

11:30 PLÉNIÈRE I

SALLE PRINCIPALE

La contribution de l'économie sociale à la vitalité territoriale

PRÉSENTÉE PAR :

MARC SÉGUIN, ARTISTE

JINNY THIBODEAU RANKIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE, COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET LABRADOR (CDEPNQL)

12:20 DÎNER

13:45 SESSIONS

CHAPITEAU 1

L'immobilier collectif comme réponse aux besoins des communautés

CHAPITEAU 2

Gérer collectivement nos ressources pour préserver notre territoire

CHAPITEAU 3

Les employeurs de l'économie sociale mobilisés pour leur équipe de travail

ESPACE JEUNESSE

La 7^{me} génération

15:15 PLÉNIÈRE II

SALLE PRINCIPALE

S'outiller pour répondre à des grands enjeux sociaux

PRÉSENTÉE PAR :

CAROLINE SENNEVILLE, PRÉSIDENTE, CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)

CATHERINE POTVIN, PROFESSEURE ÉMÉRITE, DÉPARTEMENT DE BIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ MCGILL

16:20 SESSIONS

SALLE PRINCIPALE

Valoriser notre impact en économie sociale

CHAPITEAU 1

L'innovation sociale, un tremplin vers l'avenir

CHAPITEAU 2

Déployer une économie sociale ancrée dans les territoires

CHAPITEAU 3

De l'intention à l'action; faire de la diversité une richesse de notre société

ESPACE JEUNESSE

La voix des jeunes : Tour d'horizon de différentes consultations jeunesse

17:30 COCKTAIL



15 MAI

8:30 ACCUEIL

9:30 PLÉNIÈRE III

SALLE PRINCIPALE

L'économie sociale, porteuse de transformations sociales

PRÉSENTÉE PAR :

LUC SIROIS, INNOVATEUR EN CHEF DU QUÉBEC ET DIRECTEUR GÉNÉRAL, CONSEIL DE L'INNOVATION DU QUÉBEC

ÉDOUARD STACO, PRÉSIDENT, SOMMET SOCIOÉCONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES DES COMMUNAUTÉS NOIRES, ET PRÉSIDENT, FONDS 1804 POUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

10:45 SESSIONS

CHAPITEAU 1

Un écosystème mobilisé pour l'émergence des projets collectifs

CHAPITEAU 2

S'adapter aux besoins des personnes âgées

CHAPITEAU 3

Les femmes au coeur d'une logique économique inclusive et égalitaire

ESPACE JEUNESSE

La finance au service de l'économie sociale : au-delà du « greenwashing »

12:00 DÎNER



13:30 SESSIONS

CHAPITEAU 1

Un changement de logique économique pour réussir la transition socioécologique

CHAPITEAU 2

La recherche au service de l'économie sociale et de son évolution

CHAPITEAU 3

Perspectives et ambitions de la jeunesse
(Animation bilingue)

15:00 PLÉNIÈRE IV

SALLE PRINCIPALE

Une économie qui travaille pour nous

PRÉSENTÉE PAR :

CLAIRE BOLDUC, AGRONOME ET PRÉFÈTE DE LA MRC DE TÉMISCAMINGUE

GUILLAUME HÉBERT, CHERCHEUR, INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

15:45 DÉCLARATION DE CLÔTURE

16:15 FIN DE L'ÉVÉNEMENT



LES ACTES DU SOMMET

PARTIE II

Les plénières	
Les sessions par thématique :	
Transition socioécologique	P. 46
Perspectives plurielles	P. 52
De l'intention à l'action : faire de la diversité une richesse de notre société	P. 53
Perspectives et ambitions de la jeunesse	P. 57
Gouvernance locale et démocratique	P. 68
Gouvernance démocratique et engagement des acteurs de proximité	P. 69
Déployer une économie sociale ancrée dans les territoires	P. 73
Valoriser notre impact en économie sociale	P. 77
Immobilier collectif	P. 82
Personnes âgées	P. 88
Alimentation	P. 94
Environnement	P. 100
Culture	P. 106
Équité et emploi	P. 112
Les employeurs de l'économie sociale mobilisés pour leur équipe de travail	P. 113
Les femmes au cœur d'une logique économique inclusive et égalitaire	P. 116
Relève entrepreneuriale	P. 122
Un écosystème mobilisé pour l'émergence des projets collectifs	P. 123
L'innovation sociale, un tremplin vers l'avenir	P. 130
Recherche	P. 136
Mots de clôture	P. 140
Déclaration finale du Sommet	P. 148



LA CONTRIBUTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE À LA VITALITÉ TERRITORIALE



MISE EN CONTEXTE

Partout au Québec, les entreprises d'économie sociale jouent un rôle essentiel dans la vitalité économique et sociale de toutes les régions et particulièrement dans les régions éloignées des grands centres urbains. Ayant le bien-être des communautés au cœur de leur mission, les entrepreneurs collectifs innovent et génèrent des transformations sociales par l'activité économique dans presque tous les secteurs d'activité. Gérées démocratiquement et ancrées dans leur territoire, ces entreprises renforcent les liens entre les membres des collectivités en s'assurant que les intérêts de tous soient représentés.

PRISES DE PAROLE

XAVIER-ANTOINE LALANDE

MAIRE DE SAINT-COLOMBAN ET ÉLU
RESPONSABLE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
À L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU
QUÉBEC - UMQ

GENEVIÈVE DUBOIS

MAIRESSE DE NICOLET
ET COPRÉSIDENTE DES ASSISES
DE L'UNION DES MUNICIPALITÉS
DU QUÉBEC - UMQ

HILDA SNOWBALL

PRÉSIDENTE DE KATIVIK

APPUI DE L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ) (VIDÉO)

Engagement de l'UMQ à s'allier à l'économie sociale pour cocréer des solutions innovantes qui répondent aux défis des municipalités. L'UMQ souligne les intérêts communs qu'ont les gouvernements de proximité et les acteurs de l'économie sociale pour rendre les milieux de vie plus durables, inclusifs et résilients.

RETOUR SUR LE RASSEMBLEMENT EN ÉCONOMIE SOCIALE DES PREMIERS PEUPLES

Rappel que l'économie sociale se développe dans le Nord du Québec. La façon dont les communautés du Nunavik se sont structurées – autour des valeurs de bienveillance et de solidarité – partage des caractéristiques importantes avec l'économie sociale moderne. La création de la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, un réseau de quatorze grandes coopératives, a permis de répondre aux besoins de leurs communautés. Hilda Snowball dénote les secteurs qui mériteraient d'être investis en économie sociale dans le Nord tels que le logement social, les cantines scolaires, la culture et les services aux personnes âgées.

DANY DUMONT
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE TRICENTRIS

JOEY LECKMAN
CONSEILLER MUNICIPAL
DE PRÉVOST ET PRÉSIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE TRICENTRIS

MARIE-FRANCE BRUNELLE
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE CULTURE CÔTE-NORD

Le Rassemblement en économie sociale des premiers peuples, qui a eu lieu la veille du Sommet et auquel ont participé des acteurs du Nunavik, a permis d'ouvrir le dialogue sur leurs préoccupations communes en tant que Pôles d'économie sociale autochtones. Le bien-être de leurs communautés – et surtout la contribution de l'économie sociale à ce bien-être – était au coeur des discussions.

ANNONCES DE TRICENTRIS POUR UNE MEILLEURE GESTION DES DÉCHETS

Création du nouveau programme « S'investir pour des communautés durables » par lequel sera redistribué 8,5 million \$ chez les membres de Tricentris pour les entreprises d'économie sociale et circulaire. À partir de 2030, Tricentris vise à investir plus de 20 millions \$ chaque année dans les territoires de leurs membres.

Annonce de l'ouverture du premier centre d'achat en réemploi en Amérique du Nord. Une partie de la superficie du centre d'achat sera destinée à la mutualisation des matières pour les entreprises en réemploi.

RAPPEL DE L'IMPORTANCE DE LA CULTURE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Rappel que la culture est un pilier central de l'économie et joue un rôle fondamental dans le renforcement du sentiment d'appartenance et la cohésion sociale. La culture n'est pas un luxe, mais une condition essentielle au développement de communautés durables et résilientes.

Les acteurs de la Côte-Nord s'accordent sur le fait que la culture locale est un facteur d'attraction pour la région et ont adopté un plan concerté pour la promouvoir. Ils appellent donc toutes les régions du Québec à se doter d'un programme comme Culture Côte-Nord : un service pour vitaliser le territoire, créer des liens au sein des communautés et favoriser l'engagement citoyen par la culture.

ANIMATEURS

« L'économie sociale et la culture ne sont pas deux sphères distinctes. Ils sont deux mouvements qui se croisent naturellement et qui se nourrissent l'un l'autre. La culture nous donne du sens. Elle tisse des récits, elle nourrit les imaginaires et elle nous identifie. Quand on valorise toutes les cultures de nos territoires, on fait plus que créer de la beauté, on fait une véritable réconciliation économique. »



MARC SÉGUIN
ARTISTE

Par ses interventions, Marc Séguin rappelle que la richesse d'un territoire est avant tout les liens humains qui s'y créent. Les territoires prennent vie, s'expriment et se transforment à travers les gestes et les idées des gens. Il porte un regard à la fois critique, mais rempli d'espoir sur notre capacité à nous imaginer autrement par des projets concrets, mais surtout par des récits et par la culture.

« Créer des solutions durables, c'est inclure toutes les populations y compris les Premières Nations et les Inuits. Aujourd'hui, ici, il y a de magnifiques délégations. Pour les Premières Nations, on est 22 représentants. Plus d'une vingtaine de personnes sont présentes pour le Pôle inuit et pour le Pôle Cri. Je suis heureuse et surtout très fière qu'on soit aussi nombreux avec vous pour ce Sommet. »



JINNY THIBODEAU-RANKIN
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA
COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DES PREMIÈRES
NATIONS DU QUÉBEC ET DU
LABRADOR (CDEPNQL)

Jinny Thibodeau-Rankin souligne la force de la mobilisation locale. Lorsque les initiatives sont enracinées dans les territoires et qu'elles prennent en compte les perspectives de toutes les communautés, y compris celles des Premières Nations et des Inuits, elles en ressortent plus riches et pérennes.

S'OUTILLER RÉPONDRE GRANDS SOCIAUX

POUR À DES ENJEUX



MISE EN CONTEXTE

Dans une optique de vision 2050 et pour être à la hauteur de ses ambitions, le mouvement de l'économie sociale se doit de s'outiller. Que ce soit par la création de fonds ou de réseaux, les acteurs de l'économie sociale ont la capacité de prendre un rôle de leadership en développant des solutions innovantes aux défis du Québec.

PRISES DE PAROLE

MARIE-CLAUDE LEMIEUX

DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE
DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE
DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE
(AQCPÉ)

GABRIELLE CHAMPAGNE

COORDONNATRICE À LA MOBILISATION
DE MA PLACE AU TRAVAIL

RENFORCER LES CPE, UNE INNOVATION QUÉBÉCOISE DEPUIS PRÈS DE 30 ANS

Invitation au Grand Rendez-vous de la petite enfance de l'automne 2025, organisé par l'AQCPÉ, dans le but de souligner les impacts de ce modèle innovant et de se pencher sur les enjeux du milieu et, ainsi, renforcer les capacités d'agir du réseau.

Revendication de *Ma place au travail* pour des places abordables et de qualité en CPE, au sein d'un réseau pensé avec et pour les familles, qui tient compte de leurs besoins évolutifs et de leurs multiples réalités.

LISA KERR

DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CENTRE
DE TRANSFORMATION DU LOGEMENT
COMMUNAUTAIRE (LE CENTRE)

MARC PICARD

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE
D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS

DAVID BARBAZA

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA
FÉDÉRATION DES OSBL D'HABITATION
DU BAS-SAINT-LAURENT

ANNONCE DE SOUTIEN FINANCIER POUR TRANSFORMER LE SECTEUR DE L'HABITATION SANS BUT LUCRATIF

Mobilisation pour soutenir et transformer le secteur de l'habitation – notamment par des projets de mutualisation et de mise à l'échelle – afin d'atteindre la cible de 20 % de logements sans but lucratif et ainsi contribuer à répondre à la crise du logement en exerçant une pression sur le marché.

Annonce d'une enveloppe globale de 4 millions \$ par Le Centre et la Caisse d'économie solidaire Desjardins pour soutenir le développement de solutions innovantes menées par les OBNL et les coopératives d'habitation du Québec.

GUILLAUME ROUSSEAU
CONSEILLER AUX AFFAIRES
PUBLIQUES CHEZ RENAISSANCE

ABRIELLE SIROIS COURNOYER
CO-FONDATRICE ET RESPONSABLE
DU COMITÉ GESTION CHEZ ALTE COOP

GRAHAM SINGH
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE RELÈVEN

CLAUDE FERGUSON
CONSEILLER MUNICIPAL DE
SAINT-LAMBERT ET PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU PROJET AMADEUS

BERNARD NDOUR
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CAP FINANCE

DAVE GOSSELIN
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
DU GROUPE CODERR

MARIE-FRANCE BELLEMARE
DIRECTRICE GÉNÉRALE
D'INSERTECH

ENGAGEMENT DES EMPLOYEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Engagement de huit réseaux à entreprendre ou poursuivre des pratiques inclusives, équitables et diversifiées afin d'offrir de meilleures conditions aux 47 000 travailleurs et travailleuses des 6 900 organisations qu'ils représentent.

Invitation lancée aux réseaux et entreprises du mouvement de l'économie sociale afin qu'ils se joignent à l'effort collectif et servent d'exemple à tous les employeurs québécois d'ici 2050.

ANNONCE D'UN FONDS DE TRANSITION POUR L'ACCÉLÉRATION DE PROJETS DE TRANSFORMATION DES ÉGLISES

Annonce du fonds de transition de Relèven pour l'acquisition et la requalification d'églises grâce à l'économie sociale et ainsi répondre aux enjeux de financement auxquels font face les entreprises collectives qui tentent de développer ce genre de projets.

LANCEMENT DU RÉSEAU DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET CIRCULAIRE DU QUÉBEC (REÉSCQ)

Annonce de la création du REÉSCQ, dont la mission est de promouvoir et de consolider le rôle des entreprises d'économie sociale qui œuvrent à la préservation des ressources, en tant qu'acteurs incontournables de l'économie circulaire au Québec.

Affirmation de leurs ambitions pour 2050, soit :

- Une hausse de l'indice de circularité du Québec à 6 % d'ici 2030 et atteindre 20 % en 2050.
- Que 75 % du secteur de l'économie circulaire soit opéré par des entreprises collectives, dont les missions sont à la fois sociales et environnementales.
- Une augmentation de 50 % de travailleuses et travailleurs engagés dans l'économie circulaire au sein des entreprises collectives.

ANIMATRICES

« Le travail, c'est au cœur de la dignité de la personne. Ça prend tellement une place importante dans notre vie. En plus, les jeunes travailleurs, les jeunes travailleuses cherchent beaucoup un sens à leur emploi et je crois [qu'avec l'engagement des employeurs], l'économie sociale marque certainement des points. »



CAROLINE SENNEVILLE
PRÉSIDENTE DE LA
CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS
NATIONAUX (CSN)

Les interventions de Caroline Senneville placent les engagements et annonces du mouvement comme des réponses à de nombreux enjeux sociaux auxquels le Québec fait face actuellement. Elle souligne également l'impact des innovations de l'économie sociale, telles que les CPE pour les travailleurs et travailleuses.

« La transition environnementale ne va se faire que si on a un sens de solidarité. Si on est capable de se retrouver et travailler ensemble à des solutions pour nos territoires. »



CATHERINE POTVIN
PROFESSEURE AU DÉPARTEMENT
DE BIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ
MCGILL ET TITULAIRE DE LA
CHAIRE DE RECHERCHE DU
CANADA SUR L'ATTÉNUATION
DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
ET LA FORÊT TROPICALE

L'ensemble des interventions de Catherine Potvin font valoir la contribution des solutions en économie sociale pour lutter contre les changements climatiques. Elle souligne la richesse et l'importance d'un modèle économique dont le bien commun est au cœur de ses actions.

L'ÉCONOMIE SOCIALE, PORTEUSE DE TRANSFORMATIONS SOCIALES



MISE EN CONTEXTE

L'innovation est au cœur de l'économie sociale. Elle permet de repenser nos manières de faire et de trouver des solutions innovantes aux problèmes actuels. Le Sommet de l'économie sociale était le moment pour se concerter et réfléchir à la façon dont le mouvement peut innover pour les prochaines années afin de transformer le Québec. Une société plus juste, plus durable et plus équitable passe par une économie transformée, accessible à toutes et tous, qui met les besoins avant le désir de croissance et qui innove pour y arriver.

PRISES DE PAROLE

ISABELLE GARON

PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE,
MARKETING, COMMUNICATIONS,
COOPÉRATION ET BUREAU DU
PRÉSIDENT, MOUVEMENT DESJARDINS

RAPPEL DE LA FORCE DU COLLECTIF DESJARDINS APPUI LE MOUVEMENT DEPUIS 125 ANS

Réaffirmation et positionnement du Mouvement Desjardins comme étant un acteur de changement depuis 125 ans. Isabelle Garon rappelle l'importance de continuer à utiliser la force du collectif pour soutenir les transformations sociales, notamment par l'engagement de la jeunesse.

MARC-ANDRÉ SIMARD

DIRECTEUR GÉNÉRAL
CHIC RESTO POP

MARIE-SALIMA EL KASMI

DIRECTRICE GÉNÉRALE
LES JARDINS DE LA TERRE

IMPACT DES ENTREPRISES D'INSERTION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Plaidoyer pour une approche innovante des entreprises d'insertion ainsi qu'une valorisation de la coopération inter-organisations et inter-secteurs pour développer de nouvelles manières de faire et changer notre approche à l'insertion. Rappel de l'importance des entreprises d'insertion au sein du mouvement de l'économie sociale et de leur rôle essentiel pour répondre aux besoins des groupes sous-représentés.

MARIE-JOSÉE PAQUETTE

DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CONSEIL
QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION
ET DE LA MUTUALITÉ (CQCM)

BÉATRICE ALAIN

DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

PHILIPPE BEAUDOIN

DIRECTEUR AUX PROJETS
DE FORMATION COMITÉ SECTORIEL
DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'ÉCONOMIE
SOCIALE ET DE L'ACTION
COMMUNAUTAIRE (CSMO-ÉSAC)

ISABELLE GILBERT

DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE LA CORPORATION DE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
COMMUNAUTAIRE DE QUÉBEC (CDEC)

**CHIFFRER L'IMPACT
EN ÉCONOMIE SOCIALE**

Annonce de l'engagement du Chantier de
l'économie sociale et du Conseil québécois de
la coopération et de la mutualité (CQCM) pour
valoriser la contribution spécifique des entre-
prises et les secteurs en économie sociale.

Engagement du Chantier de l'économie sociale
et du CQCM à assurer des pratiques dans l'éco-
système de soutien aux entreprises qui soient
adaptées aux besoins de promoteurs collectifs
dans toute leur diversité et d'accélérer la mise
en place de mesures qui valorisent l'équité, la
diversité et l'inclusion dans tout l'écosystème de
l'économie sociale, autant dans les organisations
que dans les conseils d'administration.

**CRÉATION DU CARREFOUR D'EXPERTISE
EN GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE**

Annonce de la création du Carrefour d'expertise
en gouvernance démocratique, en réponse
à un besoin de leadership concerté pour le
développement de projets innovants, afin
de regrouper les expertises et répondre à
des besoins de projets innovants, et ce, en
s'appuyant sur l'expertise et les mandats des
organisations de soutien existantes et renforcer
les efforts pour rappeler l'importance de la
gouvernance démocratique. Engagement des
acteurs et actrices à tenir un Sommet de la
gouvernance démocratique en 2026.

THIBAUD LINÉ

DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA CANTINE POUR TOUS

PHILIPPE HAMEL

DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE LA CAPITALE-NATIONALE

**ANNONCE DE L'EXPANSION DES
SERVICES DE LA CANTINE POUR TOUS
À TRAVERS LE QUÉBEC**

Annonce de La Cantine pour tous d'une mise
à l'échelle pour desservir jusqu'à 180 écoles
pour 56 000 élèves au Québec. Engagement à
poursuivre le travail pour que tous les enfants
aient accès à des repas sains dans les écoles.

Engagement du Pôle CN, au nom des
organisations de soutien partout au Québec,
à contribuer aux efforts pour accompagner les
entreprises qui souhaitent changer d'échelle et
pour mobiliser des nouveaux fournisseurs qui
permettront ce changement d'échelle.

CHANTAL ROULEAU

DÉPUTÉE DE POINTE-AUX-TREMBLES
ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE

**APPUI DE LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ
SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE**

Mise en valeur de l'économie sociale au
Québec et des efforts commun avec ceux des
organismes communautaires pour le bien-être
des communautés. Annonce des réflexions en
court afin que le gouvernement puisse appuyer
financièrement l'élargissement de l'Initiative
immobilière communautaire du Grand Montréal
à l'échelle nationale.



ANIMATEURS

« L'économie traditionnelle n'arrive pas à donner toutes les réponses, on a besoin de façons de faire différentes. Pour arriver à consolider le milieu de l'économie sociale, le milieu financier doit être très innovateur et s'ouvrir à de nouvelles manières de faire. »



LUC SIROIS

INNOVATEUR EN CHEF DU QUÉBEC
ET DIRECTEUR GÉNÉRAL,
CONSEIL DE L'INNOVATION
DU QUÉBEC

À travers ses interventions, Luc Sirois a souligné l'importance de l'innovation pour transformer la société. C'est grâce à des modèles qui sortent des sentiers battus que l'on peut repenser nos manières de faire et trouver des solutions aux défis de notre société.

« Je suis content d'animer cette plénière sur une économie qui se définit par comment elle transforme la vie des gens, qui se questionne à savoir si les voix de tous les jeunes et de toutes les personnes marginalisées ont une place. Une économie qui accepte que le succès ne se résume pas en croissance linéaire, mais en succès collectif. »



ÉDOUARD STACO

PRÉSIDENT, SOMMET
SOCIOÉCONOMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
DES JEUNES DES COMMUNAUTÉS
NOIRES, ET PRÉSIDENT,
FONDS 1804 POUR LA
PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

Édouard Staco a souligné l'importance d'avoir des personnes issues d'une diversité de parcours dans des contextes où l'on réfléchit aux ambitions de demain. L'essence de ses interventions rappelait la nécessité de consulter tout le monde, particulièrement les personnes que l'on entend moins souvent, pour construire une société juste et démocratique.



UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS



MISE EN CONTEXTE

Mettre l'économie au cœur de la transition socioécologique, donner une voix aux jeunes générations et montrer l'impact concret d'une économie portée par et pour les communautés illustrent comment se bâtit une économie plus juste, plus démocratique et plus équitable, une économie qui travaille pour nous.

PRISES DE PAROLE

PHILIPPE GARANT

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FIDUCIE
DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET VICE-PRÉSIDENT FINANCE
SOLIDAIRE DE CAP FINANCE

POSITIONNEMENT DE LA FINANCE SOLIDAIRE

Déclaration des acteurs de la finance solidaire qui consolide leur rôle comme partenaires de premier plan pour soutenir le développement des entreprises d'économie sociale. Ce positionnement démontre que des outils financiers diversifiés sont une réponse aux besoins des collectivités.

JEAN-PHILIPPE MÉNARD

PREMIER VICE-PRÉSIDENT,
RÉSEAU RÉGIONAL ET INNOVATION,
INVESTISSEMENT QUÉBEC

ANNONCE D'UNE NOUVELLE DIRECTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Annonce et présentation de la nouvelle direction en économie sociale chez Investissement Québec (IQ). Par cette annonce, Investissement Québec souhaite accroître sa présence dans l'écosystème de l'économie sociale, comprenant la valeur économique et sociale des interventions au sein de cet écosystème.

BERTRAND FOUSS

MULTITUDES

NADIA CARDIN

COLLECTIF DES PARTENAIRES EN
DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS

POSITIONNEMENT DES ACTEURS ET ACTRICES DE LA TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE

Positionnement du mouvement de la transition socioécologique pour une démocratisation de l'économie dans tous les secteurs de la société. L'objectif est de créer des alliances qui pourront transformer concrètement la société. Les gens ont soif de changement, le mouvement de la transition veut porter une voix forte.

MAROUANE JOUNDI

AILE JEUNESSE DU CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

AUDREY FORTIN

UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

MANIFESTE JEUNESSE

Positionnement de l'Aile Jeunesse et de l'Union étudiante pour une repolitisation de l'économie sociale et une opposition frontale et assumée à la montée de la droite et au capitalisme. Appel aux jeunes à se mobiliser pour transformer le mouvement de l'économie sociale.

TÉMOIGNAGES D'ENTREPRISES SUR LA CONTRIBUTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE À LEUR MILIEU

Annonce de la création d'un collectif créatif d'entreprises d'économie sociale. Rappel que les coopératives de travailleurs et travailleuses permettent de créer des milieux de travail à leur image.

Rappel de l'importance des partenariats public-privé-économie sociale de qualité qui sont un gage de succès des entreprises d'insertion et, également, un appel à multiplier ces partenariats. Les entreprises collectives d'insertion demeurent essentielles pour répondre aux besoins des personnes avec des limitations.

Plaidoyer affirmant qu'il est possible de développer une économie qui ne répond pas aux besoins du marché, mais aux besoins de la population. Le travail concerté encourage l'innovation et assure l'ancrage et le développement territorial.

Rappel de la force de l'économie sociale, du financement participatif et du repreneuriat pour trouver des solutions innovantes aux besoins de toute la population, y compris des personnes en situation de handicap.

CHRISTOPHER SKEETE

DÉPUTÉ DE SAINTE-ROSE ET MINISTRE
DÉLÉGUÉ À L'ÉCONOMIE

APPUI DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

Annonce de la sortie du nouveau portrait statistique de l'économie sociale au Québec et dévoilement de quelques données en primeur : 11 360 entreprises et 250 000 emplois partout au Québec et une augmentation de 30 000 emplois comparativement à 2016.

Annonce d'un travail pour intégrer une case « OBNL en économie sociale » dans le registre des entreprises du Québec dans un effort d'améliorer la connaissance de la valeur ajoutée de l'économie sociale.

Annonce d'un effort d'allègement et d'innovation réglementaire afin d'accélérer le déploiement d'initiatives innovantes en économie sociale.

Annonce d'une personne ressource au sein du MEIE dont la responsabilité est l'amélioration de l'accès des entreprises collectives aux programmes gouvernementaux, à travers tous les ministères transigeant avec des entreprises collectives.



ANIMATEURS

« La financiarisation des activités qui constituent la base de la société, on le voit, a atteint des limites qui sont insoutenables. On parle d’alliances, un nous collectif qui a été remplacé par un moi individuel depuis plusieurs décennies. La transition que l’on appelle va imposer des choix qui sont parfois difficiles, mais qui en valent la peine. »



CLAIRE BOLDUC
AGRONOME ET PRÉFÈTE DE
LA MRC DE TÉMISCAMINGUE

De sa posture d’élue municipale et de porte-parole des municipalités et des milieux ruraux, les interventions de Claire Bolduc s’orientaient largement sur le développement des communautés grâce à l’économie sociale, ainsi qu’aux objectifs communs des municipalités et des entreprises d’économie sociale. Elle a souligné la nécessité de changer de modèle économique afin de revenir vers le collectif.

« Une économie qui travaille pour nous c’est une phrase toute simple qui peut pourtant être révolutionnaire. »



GUILLAUME HÉBERT
CHERCHEUR, INSTITUT DE
RECHERCHE ET D’INFORMATIONS
SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

Par ses interventions, Guillaume Hébert a rappelé l’importance d’avoir une cohérence entre ses actions et ses revendications. L’économie sociale prône un modèle plus humain, dont les retombées dans les communautés et sur les territoires sont riches, mais on doit continuer à travailler pour faire toujours plus de place à ce modèle qui travaille pour nous toutes et tous.



TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE

THÉMATIQUE
TRANSVERSALE

P. 46

P. 47



PARTIE II LES ACTES DU SOMMET

VISION 2050

Les initiatives qui contribuent à transformer l'économie vers un modèle plus démocratique se multiplient, entraînant ainsi une augmentation du pouvoir de la société civile sur les choix collectifs et économiques. Ce faisant, l'économie sociale contribue activement à cette transition vers un monde plus juste et plus respectueux des limites planétaires.

Cette vision est détaillée dans le document « *Vers une économie du bien commun* », une vision commune sur la transformation nécessaire de notre économie élaborée par les partenaires participant aux travaux de cette thématique.

SESSION

UN CHANGEMENT DE LOGIQUE ÉCONOMIQUE POUR RÉUSSIR LA TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE

ANIMATION

MAUDE DESBOIS

MÈRES AU FRONT
ET CIBL 101,5

INTERVENTIONS

MÉLANIE BUSBY

FRONT COMMUN POUR LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

ANNE-CÉLINE GUYON

NATURE QUÉBEC

QUENTIN LEHMAN

FRONT COMMUN POUR LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

MARTIN-PIERRE NOMBRE

CAISSE D'ÉCONOMIE
SOLIDAIRE DESJARDINS

MAXIME PERRAULT

VIRAGE COLLECTIF

ALICE CHIPOT

CITOYENNE ENGAGÉE

CONTEXTE

Le système économique dominant exacerbe les crises sociales et écologiques et limite nos capacités à y faire face. Il génère des inégalités, la dégradation environnementale et l'épuisement des ressources, aggravant les tensions sociales et les problèmes écologiques. Il devient crucial que l'économie se transforme en augmentant massivement le développement d'économies collectives et démocratiques - telles que l'économie sociale. D'ailleurs, l'augmentation de la place de l'économie sociale dans un territoire ou dans un secteur d'activité contribue directement à changer la logique économique opérante et à atténuer les effets néfastes sur les populations.

Au cours des prochaines années, une série de chantiers de travail permettront de nous mettre en action collectivement pour transformer ensemble l'économie québécoise et réaliser la transition socioécologique de notre société.

ENJEUX PRIORITAIRES

Pour réaliser la Vision 2050 en matière de transition socioécologique, plusieurs freins subsistent. Plus de deux cent personnes se sont réunies lors d'une session de travail et ont identifié les principaux freins que les organisations et mouvements œuvrant à la transition socioécologique devront prendre en compte au cours des prochaines années pour permettre la réalisation de la transition. Ces freins, en ordre d'importance, sont les suivants :

- 1. Les acteurs avantagés par le système actuel et réfractaires au changement
- 2. Le temps et les ressources limités dans nos organisations et mouvements pour s'investir dans le changement des pratiques
- 3. La divergence d'opinions au sein de nos gouvernances et/ou de nos organisations sur la vision à poursuivre
- 4. La capacité de nos organisations et mouvements à arrimer nos plans d'action respectifs
- 5. L'appropriation de la Vision 2050 par nos organisations et mouvements

ENGAGEMENTS

L'économie sociale contribue à la transition sociale et écologique de notre société par son effet transformateur sur le système économique actuel. En proposant des modèles plus justes et équitables, basés sur les besoins de la population et une meilleure gestion des ressources naturelles, les entreprises d'économie sociale dessinent un avenir plus solidaire et durable pour les communautés du Québec. Plus de 250 personnes ont participé à la conversation autour d'un constat commun : le capitalisme offre un modèle de développement insoutenable qui ne tient pas compte des ressources limitées de la planète, génère une concentration du pouvoir et met en danger la qualité de vie des générations futures. Le mouvement souhaite donc poursuivre les efforts pour accélérer la transition sociale et écologique du Québec.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Poursuivre le dialogue collectif sur la démocratisation de l'économie et renforcer la complémentarité des actions pour atteindre la Vision 2050.	Construction d'une alliance d'organisations, initialement composée de Multitudes, du Chantier de l'économie sociale, de la Caisse d'économie solidaire, de Virage collectif, de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) et de Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) qui établira une feuille de route basée sur la vision commune et les priorités
Faciliter la compréhension, l'appropriation et la mise en œuvre de la Vision 2050.	Partager des exemples inspirants d'organisations ou de mouvements s'étant appropriés la Vision 2050 Former des lieux de dialogue portant sur la transformation du système économique actuel Présenter la Vision 2050 au sein de nos organisations et mouvements Créer et diffuser des outils de vulgarisation PAR L'ALLIANCE DES ORGANISATIONS IMPLIQUÉES DANS LA FEUILLE DE ROUTE

POUR UNE ÉCONOMIE
QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Un autre avenir est possible. Dans un Québec où les décisions économiques sont prises collectivement, en tenant compte de leurs répercussions sur l’environnement et la biodiversité, nous pouvons bâtir une économie qui profite réellement aux communautés.

Ce grand projet de transition sociale et écologique devra être co-construit: par la société civile, par les entrepreneurs collectifs, par tous les paliers de gouvernement. Il est possible de faciliter le développement de l’économie sociale et de soutenir ce modèle d’affaires qui favorise une véritable transition sociale et écologique en plaçant les collectivités au cœur des décisions.

Tous les acteurs de la société devront participer à cet effort collectif et, pour ce faire,nous pourrions :

Inviter les décideurs des paliers gouvernementaux de tous les niveaux à participer aux grand dialogue citoyen sur la transition sociale et écologique ;

Inciter les gouvernements à valoriser et à appuyer les initiatives qui placent la notion de gouvernance démocratique et de réinvestissement des surplus pour le développement des collectivités au coeur de leurs actions ;

Bâtir la résilience des collectivités en favorisant et valorisant la démocratie locale dans les prises de décisions et une plus grande autonomie économique des communautés.

● FAITS SAILLANTS

3 GRANDES RENCONTRES AU COURANT DE L'ANNÉE 2024 ET 2025 AVEC PRÈS D'UNE CENTAINE D'ORGANISATIONS PRÉSENTES LORS DE CES RENDEZ-VOUS.

DURANT LES TRAVAUX, DIX ORGANISATIONS SE SONT RÉUNIES POUR ÉLABORER UNE VISION 2050 ET PRÉPARER LA SESSION *UN CHANGEMENT DE LOGIQUE ÉCONOMIQUE POUR RÉUSSIR LA TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE.*

L'ENSEMBLE DES TRAVAUX DU SOMMET ONT PERMIS À UNE GRANDE DIVERSITÉ DE PARTENAIRES DE SE RASSEMBLER AUTOUR DE LA NÉCESSITÉ DE RÉUSSIR À TRANSFORMER NOTRE ÉCONOMIE POUR RÉALISER LA TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE.



« Nous devons former de nouvelles alliances plus puissantes, des alliances entre les entreprises d’économie sociale, les mouvements écologistes, les groupes citoyens, les Premiers Peuples, les jeunes, les étudiant-es, les travailleurs-euses. Ensemble nous devons affirmer notre refus de cette économie qui détruit le vivant, qui capture notre avenir, qui empêche l’essor des autres formes d’économies démocratiques comme l’économie sociale. »

- **QUENTIN LEHMAN**
FRONT COMMUN POUR
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

PERSPECTIVES PLURIELLES



VISION 2050

L'écosystème de l'économie sociale est représentatif de la diversité québécoise et continue d'être à l'avant-garde des transformations sociales en favorisant la pleine participation des individus et la mise en œuvre de pratiques exemplaires d'inclusion au sein des entreprises d'économie sociale, des réseaux et des services de soutien et d'accompagnement. Les organisations appartenant au mouvement de l'économie sociale adoptent des postures inclusives et équitables, afin qu'elles soient en mesure de répondre aux défis des prochaines générations.

L'économie sociale est connue et appréciée des jeunes, car elle permet de développer des solutions locales aux enjeux qui leurs sont prioritaires. Elle permet aux jeunes de s'impliquer auprès de leur communauté et pour l'environnement, grâce à différents mécanismes d'engagement. L'implication bénévole, les emplois en économie sociale ainsi que le parcours entrepreneurial collectif, attirent les jeunes aux profils et expertises variés, grâce à des milieux d'engagements diversifiés aux valeurs qui font écho aux leurs.

SESSION

DE L'INTENTION À L'ACTION: FAIRE DE LA DIVERSITÉ UNE RICHESSE DE NOTRE SOCIÉTÉ

ANIMATION

SODA DIACK

COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL DU QUÉBEC (CDRQ)

INTERVENTIONS

BÉATRICE ALAIN

CHANTIER DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE

LN ST-JACQUES

COLLABORATEUR
D'ENTREPRISES
D'ÉCONOMIE SOCIALE

MARIAM COULIBALY

STARTOP
NABILA GHERNATI
CONCERTATION MONTRÉAL

LÉO FRONTFRÈDE

PÔLE D'ÉCONOMIE
SOCIALE DE LA
CAPITALE-NATIONALE

MARTINE LACASSE

EVOL

BÉATRICE LAVIGNE

CONSEIL QUÉBÉCOIS
DU LOISIR (CQL)

CONTEXTE

En 2019, l'Aile jeunesse du Chantier de l'économie sociale adopte comme l'une de ses priorités de travail la question de la diversité ethnoculturelle au sein du mouvement de l'économie sociale. Les travaux réalisés permettent alors de valoriser la diversité ethnoculturelle en économie sociale et notre capacité collective à coconstruire des solutions pertinentes en réponse aux inégalités sociales. Toutefois, plusieurs enjeux subsistent au sein du mouvement et les pratiques des organisations doivent se modifier pour mieux incarner la diversité des parcours et des perspectives et les nouvelles ambitions qui apparaissent. Les travaux vers le Sommet de l'économie sociale 2025 ont donc souhaité mettre en lumière et valoriser une diversité de points de vue et d'expériences afin de nourrir la réflexion entourant les changements à mettre de l'avant pour permettre à l'économie sociale d'être inclusive et jouer son rôle transformateur au sein de la société québécoise.

ENJEUX PRIORITAIRES

Pour réaliser la Vision 2050, les partenaires participant aux travaux de cette thématique ont priorisé trois enjeux sur lesquels le mouvement de l'économie sociale devra agir :

- 1. La conscientisation sur les réalités, parcours et expériences, des personnes issues de groupes sous-représentés et l'adaptation face à l'unicité des personnes, leur vécu et leurs besoins différenciés.
- 2. Le niveau d'engagement des directions et de la gouvernance des entreprises. Il sera difficile d'adopter des changements si la culture organisationnelle demeure inchangée et qu'on ne s'ouvre pas à de nouvelles réalités, stratégies et alliances.
- 3. Les questionnements quant aux barrières à l'émergence des projets portés par des personnes issues de groupes sous-représentés en économie sociale. Qu'est-ce qui est à la portée des acteurs d'accompagnement? Quelles pratiques changer ou réaliser en collaboration avec d'autres acteurs pour répondre aux défis vécus par les porteurs de projets moins familiers avec l'économie sociale?

ENGAGEMENTS

L'adoption d'une posture inclusive requiert du temps et des efforts soutenus. Cette session visait donc à sensibiliser les entreprises d'économie sociale, les personnes qui œuvrent au sein des organisations d'accompagnement et l'ensemble du mouvement sur l'importance d'accentuer un virage inclusif au sein de l'écosystème de l'économie sociale. D'horizons variés, les personnes qui ont participé à cette session ont présenté différentes actions qui doivent être mises en oeuvre au sein du mouvement de l'économie sociale pour atteindre nos objectifs et incarner notre vision d'une société juste, équitable et inclusive.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Mieux faire connaître l'économie sociale auprès des personnes issues de groupes sous-représentés afin qu'elles aient plus de facilité à faire le choix d'entreprendre ou faire carrière en économie sociale.	Créer des liens entre les entreprises d'économie sociale, les organisations communautaires et les communautés culturelles pour rejoindre les personnes moins familières avec l'économie sociale. S'assurer de diversifier les organisations interpellées dans les concertations et oser sortir des sentiers battus. Mobiliser les organisations sur le terrain qui portent des initiatives ou des projets d'économie sociale et qui sont portés par des personnes issues de groupes sous-représentés, tels que les jeunes, les personnes racisées, les personnes immigrantes, les personnes autochtones, les personnes en situation de handicap et les personnes de la communauté LGBTQIA2S+. Valoriser et faire rayonner les initiatives mises sur pied par des communautés culturelles variées. Adapter les messages et les contenus lors des échanges avec des personnes moins familières avec l'économie sociale.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Mettre en place des moyens pour soutenir plus efficacement l'émergence de projets d'économie sociale portés par des personnes issues de groupes sous-représentés.	Repenser les critères d'évaluation des projets et adapter les outils d'évaluation afin de permettre la prise en compte de barrières à l'inclusion rencontrées par les porteurs de projets issus de groupes sous-représentés et assurer un meilleur soutien de leurs projets. Évaluer le développement de mesures de co-accompagnement : une personne accompagnatrice informée de la réalité de la personne accompagnée et une personne provenant d'une structure d'accompagnement de l'écosystème de l'économie sociale. Permettre une appropriation par des groupes sous-représentés des leviers existants dans l'écosystème de l'économie sociale afin de faciliter l'accès au financement pour leurs projets.
Favoriser une participation accrue des personnes issues des groupes sous-représentés dans les instances de gouvernance.	Mettre de l'avant les avantages d'une gouvernance inclusive. Poser des gestes concrets pour favoriser un recrutement inclusif. S'assurer d'avoir en place des processus qui favorisent des prises de parole et des décisions plus objectives et porteuses pour une diversité de personnes. Structurer du mentorat pour faciliter l'accès aux instances de gouvernance aux personnes moins familières avec l'économie sociale.
Outils le mouvement de l'économie sociale pour améliorer ses pratiques.	Faire connaître et utiliser davantage les outils en équité, diversité et inclusion, adaptés aux organisations constituant le mouvement de l'économie sociale. Favoriser le réseautage entre les organisations ayant développé des pratiques en équité, diversité et inclusion pour inspirer et aider d'autres organisations à progresser.

« Il faut plus que démontrer la valeur ajoutée des équipes ou des conseils d'administration diversifiés. Il faut des processus justes et équitables ainsi qu'une culture inclusive pour que ce ne soit pas qu'une diversité de façade. »

- **SODA DIACK**
COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL DU QUÉBEC (CDRQ)



SESSION

PERSPECTIVES ET
AMBITIONS DE
LA JEUNESSE

ANIMATION

MARIE-JEANNE BÉLANGER
AILE JEUNESSE
DU CHANTIER DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE

KARL JANELLE
AILE JEUNESSE
DU CHANTIER DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE

MALCOLM MCCLINTOCK
SEIZE - SOLIDARITY
ECONOMY

INTERVENTIONS

DÉSIRÉE DUCHESNE
ESPACE LGBTQ+

LAURENCE BLEAU
CONSEIL RÉGIONAL
DE L'ENVIRONNEMENT
LANAUDIÈRE

ZINEB ZARIADE
CITOYENNE DE 15 ANS

FRÉDÉRIQUE MOISAN
PÔLE CAPITALE-NATIONALE
ET AILE JEUNESSE
DU CHANTIER DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE

FÉLIX LÉVESQUE
FERME COOPÉRATIVE
DU MOULIN

HÉLÈNE FRANCOEUR
FÉDÉRATION
DES COOPÉRATIVES
D'ALIMENTATION
DU QUÉBEC (FCAQ)

JASON PRINCE
PME MONTRÉAL
CENTRE-VILLE

CONTEXTE

Le sentiment de communauté qui unissait autrefois les citoyennes et citoyens a été mis à mal au cours des dernières années. Résultat d'une pandémie, mais aussi d'un système économique poussant toujours plus à l'isolement et à l'individualisme. Le cynisme ambiant qui s'est installé pousse à l'apathie collective et affecte particulièrement les jeunes. Pour pouvoir se projeter dans ce monde qui est aussi le leur, les jeunes ont besoin d'espoir, d'ambitions et d'esprit de communauté. L'économie sociale représente depuis toujours une voie d'engagement intéressante pour les jeunes en tant que moyen d'entreprendre, mais aussi comme outil collectif pour répondre à une quête de sens, pour militer pour des valeurs sociétales auxquelles on tient et pour trouver sa place en communauté.

Toutefois, la société se transforme constamment et le mouvement de l'économie sociale doit en prendre acte. Le Sommet de l'économie sociale a permis à la jeunesse de convier les partenaires du mouvement de l'économie sociale à un exercice constructif d'autocritique, en prenant le temps de prendre le pouls du mouvement, mais aussi de faire émerger les bases de l'économie sociale de demain. Plusieurs thèmes font naître des tensions au sein du mouvement, comme la question de la croissance et de la mise à l'échelle des entreprises d'économie sociale, le positionnement politique des acteurs, la démocratie et l'inclusion au sein des organisations ou encore les liens avec le système économique dominant. En nommant les valeurs qui sont les fondements de l'économie sociale et en réfléchissant aux incohérences, aux angles morts et aux tensions qui existent au sein du mouvement, les jeunes souhaitent avancer vers une identité renouvelée, qui rassemble l'ensemble du mouvement et accélère les transformations sociales et la transformation du système économique dominant.

ENJEUX PRIORITAIRES

Le passage d'une génération à une autre soulève deux principaux enjeux :

1. Le besoin d'une identité renouvelée de l'économie sociale qui puisse à la fois nommer et répondre au regard critique que les jeunes portent sur l'économie sociale et sur le monde.
2. L'importance de réfléchir aux fondements de l'économie sociale et à la manière dont les valeurs sont véhiculées dans les entreprises d'économie sociale elles-mêmes, à une période où le mouvement grandit et est à risque de se figer, voire de négliger le renouvellement de ses aspirations.



ENGAGEMENTS

Changer l’identité d’un mouvement requiert du temps et des efforts soutenus. Cette session n’était qu’un jalon dans cette démarche commencée en amont du Sommet, qui vise une actualisation des positionnements et des pratiques pour mieux refléter les ambitions de la jeunesse et leurs aspirations pour le futur. Les discussions se poursuivront et devront encourager les remises en question afin de faire émerger un mouvement de l’économie sociale plus fort et plus engagé vers la transformation du système économique dominant.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Offrir aux jeunes des espaces pour poursuivre l’autocritique constructive du mouvement.	Tenir des discussions en présence et en virtuel sur le Manifeste jeunesse dans différentes régions du Québec pour entendre le plus grand nombre de jeunes et leur permettre de s’exprimer dans toute leur diversité.
Réaffirmer le rôle de l’économie sociale dans la démarchandisation de l’économie et la transformation du système économique dominant.	Assurer une présence de l’Aile jeunesse dans les événements régionaux et sectoriels post-Sommet. Promotion et vulgarisation du Manifeste jeunesse sur les réseaux sociaux de l’Aile jeunesse. PAR L’AILE JEUNESSE DU CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE
Questionner les incohérences et les tensions existantes au sein du mouvement afin de raffermir les intentions collectives et de mobiliser l’ensemble des forces vers une direction commune.	Ouvrir des lieux d’échanges et de débats entre les acteurs du mouvement de l’économie sociale pour favoriser la cohérence entre la vision collective et les actions déployées.
Incarner une actualisation de l’identité du mouvement dans la sphère publique.	Dans les communications du Chantier, ajouter à la présentation de l’économie sociale qu’elle est une alternative au système économique actuel et identifier de manière plus explicite les différentes sources des crises actuelles. PAR LE CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE
Concierter et renforcer les liens du mouvement de l’économie sociale avec les organisations jeunesse.	Élaborer un plan d’action concerté et co-signé par plus de dix organisations jeunesse.

“A divide I see constantly is the youth protesting on the street and the youth that wants to get involved and bridge the gap with organizations. We need to really drive home that the Social Economy is that alternative model they’re looking for when they’re protesting a system that is oppressive.”

- MALCOLM MCCLINTOCK
SEIZE

« [...] On ne sensibilise pas assez à l’économie sociale chez les jeunes. Ça fait une semaine que je connais l’économie sociale et là, je réalise que l’économie sociale fait partie de notre vie quotidienne et on ne le sait pas. Je suis là pour dire qu’il y a des jeunes de 18 ans et moins et que les jeunes ont envie que leur voix soit entendue et ils aimeraient s’investir. »

- ZINEB ZARIADE
CITOYENNE DE 15 ANS



POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE
QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d’imaginer un Québec où la richesse de points de vue et d’expériences différenciées au sein du mouvement de l’économie sociale permet de co-construire des solutions pertinentes face aux inégalités sociales.

En travaillant avec les partenaires gouvernementaux de tous les niveaux, il est possible de bâtir une économie à l’image de la société plurielle et diversifiée du Québec. Pour ce faire, nous pourrions :

Travailler avec le ministère de l’Économie, de l’Innovation et de l’Énergie (MEIE) pour obtenir des données sur la diversité du mouvement de l’économie sociale via le portrait statistique réalisé par l’ISQ ou d’autres mesures de collectes et de diffusion de données.

Travailler avec le MEIE pour appuyer l’adoption d’une culture de mesure d’impact au sein du mouvement de l’économie sociale afin que les réseaux et entreprises puissent adapter au mieux leurs pratiques inclusives.

Travailler avec le MEIE pour inclure des objectifs clairs et des cibles d’accompagnement d’entreprises administrées ou gérées par des personnes issues de groupes sous-représentés dans les services déployés par l’écosystème d’accompagnement et de soutien de l’économie sociale.

Travailler avec le Secrétariat à la jeunesse pour poursuivre les efforts visant à soutenir une meilleure appropriation des notions de l’économie sociale au sein de la jeunesse québécoise et le développement de projets collectifs portés par les jeunes.

● FAITS SAILLANTS

PLUS DE 30 RENCONTRES AVEC LES PARTENAIRES, PARTICIPATION DE PLUS DE 250 JEUNES AUX ACTIVITÉS PRÉPARATOIRES ET PROPOSITION ET ADOPTION D’UN MANIFESTE JEUNESSE PAR LES JEUNES MEMBRES DE L’AILE JEUNESSE DU CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE

UNE RECHERCHE-ACTION DE DEUX ANS SUR LES BARRIÈRES À L’INCLUSION DE LA DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE EN ÉCONOMIE SOCIALE MENÉE PAR L’IRIPII, LE CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE ET LE COMITÉ SECTORIEL DE LA MAIN-D’OEUVRE EN ÉCONOMIE SOCIALE ET ACTION COMMUNAUTAIRE (CSMO-ÉSAC)

UN ÉVÉNEMENT À LA BANQ LE 8 NOVEMBRE 2024 SUR LE THÈME INCLUSION EN ÉCONOMIE SOCIALE : BILAN ET PERSPECTIVES RASSEMBLANT 110 PERSONNES

UNE PARTICIPATION DIVERSIFIÉE LORS DU SOMMET DE L’ÉCONOMIE SOCIALE 2025

ESPACE JEUNESSE

ATELIER

GUIDE 101 – COMMENT DÉBATTRE ?

ANIMATION

ALEXANDRINE BEAUVAIS-
LAMOUREUX

AILE JEUNESSE
DU CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE

FÉLIX BEAUCHEMIN

ÉTUDIANT EN INNOVATION SOCIALE

OBJECTIFS

Renforcer les capacités citoyennes et encourager des débats respectueux et nuancés.

Valoriser le rôle de l’écoute et de la compréhension des récits derrière les prises de position.

Reconnaître les jeunes comme interlocuteurs légitimes.

Le débat étant un important outil de mobilisation et d’émancipation intellectuelle, cet atelier visait à explorer les différents outils de dialogue et la structure argumentative afin de permettre aux jeunes de porter leurs idées dans l’espace public. Par une analyse de manifestes politiques québécois (*Québec lucide vs Québec solidaire*) avec la structure PMI (Prémisse – Mécanisme – Impact), l’atelier a permis aux participantes et participants de tous âges de mieux comprendre les dynamiques et le potentiel transformateur des débats.



ATELIER ESPACE JEUNESSE

LA 7^E GÉNÉRATION

ANIMATION

**FLORENCE BROCHU,
MAUDE MÉNARD-CHICOINE**
FORMATRICES EN ÉCOPSYCHOLOGIE

LAURIE BOURGEOIS
AILE JEUNESSE DU CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

OBJECTIF

Favoriser l'introspection et la connexion intergénérationnelle.

Cet atelier, plus émotionnel et spirituel, était centré autour des concepts de lien au vivant et à l'avenir. Par des exercices de synthèse créative grâce au dessin, à l'écriture et à la peinture et des exercices en binômes basés sur les ressentis et la mémoire culturelle des générations futures, les participantes et participants ont pu aborder des notions de l'écopsychologie et de la spirale du Travail qui relie proposées par Joanna Macy (gratitude, souffrance, nouveau regard, action).



ATELIER

LA FINANCE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE – AU-DELÀ DU GREENWASHING

ANIMATION

ALICE CHIPOT-RIVERA
REGROUPEMENT POUR LA
RESPONSABILITÉ CIVILE
DES ENTREPRISES (RRSE)

MAROUANE JOUNDI
AILE JEUNESSE DU CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

INTERVENTIONS

NATHALIE VILLEMURE
RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL
DU QUÉBEC (RISQ)

FRANCIS PAQUETTE
CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE
DESJARDINS

MARIE-JOSÉE PARENT
RAVEN INDIGENOUS OUTCOMES FUND

MAXIME PERRAULT
VIRAGE COLLECTIF



OBJECTIFS

Dénoncer les limites du système financier actuel et proposer des alternatives en finance solidaire et responsable.

Identifier des leviers concrets pour transformer les structures économiques.

Cet atelier a permis d'aborder différentes propositions concrètes pour réformer la finance et la mettre véritablement au service de l'économie sociale. Plus technique et stratégique, ce moment de discussion a rappelé l'importance de mesurer et de valoriser l'impact des projets en économie sociale pour mieux diffuser les retombées de ce modèle économique et le pouvoir de transformation sociale, économique et environnementale des investissements réalisés en économie sociale. Toutefois, pour s'assurer d'un arrimage entre les orientations des investisseurs et les besoins du terrain, il apparaît essentiel de favoriser une gouvernance communautaire des investissements.

ATELIER ESPACE JEUNESSE

LA VOIX DES JEUNES – TOUR D’HORIZON DE DIFFÉRENTES CONSULTATIONS JEUNESSE

ANIMATION

FRÉDÉRIQUE MOISAN

AILE JEUNESSE DU CHANTIER
DE L’ÉCONOMIE SOCIALE

INTERVENTIONS

MERYEM KABBAJ

CHERCHEUSE POSTDOCTORALE
À L’UQTR

RUDY HUMBERT
ET AMANDA VEGA-LOPEZ

REGROUPEMENT DES CARREFOURS
JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC (RCJEQ)

OBJECTIF

Mettre en lumière les perceptions, aspirations et préoccupations des jeunes.

La présentation des résultats de deux grandes consultations jeunesse, Ma Voix Compte (RCJEQ) – 5 000 jeunes consultés sur plusieurs thématiques et le Sondage Léger (Chantier, UQTR, Desjardins) – Perceptions de plus de 1 000 jeunes sur l’entrepreneuriat collectif, a fait ressortir plusieurs constats concernant les enjeux de la jeunesse. Cet atelier a permis aux personnes présentes de découvrir des données récentes qui enrichissent notre compréhension collective des principales préoccupations des jeunes, mais aussi de leurs aspirations.



GOUVERNANCE LOCALE ET DÉMOCRATIQUE



P. 68

P. 69

PARTIE II LES ACTES DU SOMMET

VISION 2050

Le Québec est un modèle d'innovation sociale et de résilience territoriale, où la gouvernance locale et l'aménagement du territoire s'articulent autour de la collaboration entre acteurs publics, privés et citoyens.

Les cœurs de villes et villages sont revitalisés par des initiatives favorisant la densification, la mixité des usages et la protection des écosystèmes, répondant ainsi aux défis sociaux et environnementaux de notre territoire.

L'économie sociale joue un rôle clé en développant des solutions adaptées aux spécificités locales, renforçant la participation citoyenne et les synergies locales et régionales.

Ce modèle durable, inclusif et équitable fait du Québec un exemple de prospérité partagée et de bien-être collectif.

SESSION

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ENGAGEMENT ACTEURS DE PROXIMITÉ ET DES

ANIMATION

NANCY NEAMTAN
FONDATRICE DU CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

CLAUDINE LALONDE
CDROL ET PÔLE D'ÉCONOMIE
SOCIALE DE L'OUTAOUAIS

INTERVENTIONS

CECILIA MACEDO
VILLE DE LAVAL

CATHERINE HAMÉ
MUNICIPALITÉ DE
SAINT-ANNE-DES-LACS

JOANNIE BOURNIVAL
PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE
MAURICIE

CAROLINE GAUDREAU
GRAND DIALOGUE RÉGIONAL
POUR LA TRANSITION
SOCIO-ÉCOLOGIQUE DU
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

BERTRAND FOUSS
MULTITUDES

CONTEXTE

L’abolition de plus d’une centaine de lieux de concertation régionale et de développement local au Québec entre 2014 et 2016 a laissé un vide au niveau du dialogue social et une distance de plus en plus importante entre les préoccupations et besoins des collectivités et la réponse des pouvoirs publics.

Or, la multiplication des crises sociales, économiques et environnementales appellent – au contraire – à renforcer la complémentarité et les synergies entre les administrations publiques, les acteurs locaux issus de la société civile et les citoyennes et citoyens afin de faire émerger des solutions innovantes, ancrées dans le territoire et dont la communauté peut véritablement s’approprier.

La participation citoyenne et la gouvernance démocratique étant au cœur du mouvement de l’économie sociale, les travaux du Sommet ont placé ces caractères distinctifs comme une réponse aux enjeux des territoires et un remède contre le déficit démocratique grandissant au sein de la société.

ENJEUX PRIORITAIRES

Pour réaliser la Vision 2050, les partenaires participant aux travaux de cette thématique ont priorisé deux enjeux sur lesquels le mouvement de l’économie sociale devra agir :

- 1. La diminution des espaces de dialogue favorisant la synergie entre les gouvernements locaux et les acteurs de la société civile.
- 2. L’affaiblissement de la participation citoyenne aux décisions concernant le développement de leur territoire.

ENGAGEMENTS

Lors du Sommet de l’économie sociale, plus de 250 personnes se sont réunies pour échanger sur ce qu’elles pouvaient faire – en tant que personnes engagées à l’échelle locale, régionale, dans un réseau sectoriel ou un regroupement citoyen – pour contribuer à l’atteinte de la Vision 2050 pour la gouvernance locale et démocratique. Cet engouement collectif pour une gestion plus collaborative et démocratique des territoires a inspiré la création d’une feuille de route par les partenaires rassemblés autour de cette thématique.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Outiller les gouvernements locaux sur les leviers disponibles pour favoriser le développement de l’économie sociale sur leur territoire.	La création d’une communauté de pratique interrégionale avec des acteurs municipaux et territoriaux pour approfondir ensemble les possibilités liées à leurs besoins et enjeux. PAR LES PÔLES RÉGIONAUX D’ÉCONOMIE SOCIALE Faciliter le continuum de service en économie sociale entre le milieu municipal et les organisations de développement économique. Poursuivre la promotion de l’économie sociale et de ses solutions porteuses aux défis des communautés, notamment auprès des gouvernements locaux. Inciter la mise en place d’espaces de dialogue qui permettent la participation citoyenne aux décisions de leur territoire.
Poursuivre le dialogue et renforcer la complémentarité des actions du mouvement de l’économie sociale afin d’atteindre la Vision 2050.	La création d’espaces de dialogue culminant à l’organisation d’un événement sur la gouvernance locale et démocratique en 2026. PAR MULTITUDES, LE RÉSEAU DES PÔLES D’ÉCONOMIE SOCIALE, LA TABLE NATIONALE DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (TNCDC), LE CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE ET LE COLLECTIF DES PARTENAIRES EN DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS Renforcer la gouvernance démocratique du mouvement de l’économie sociale en favorisant la participation de perspectives plurielles (jeunes, personnes âgées, personnes issues de groupes racisés, etc.).

ACTIONS PRIORITAIRES ET
ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT

Renforcer l'écosystème de l'économie sociale dans les territoires et les collaborations entre les organisations.

MOYENS
PRIVILÉGIÉS

Favoriser le dialogue, la coopération et la mutualisation d'expertise entre les acteurs territoriaux partageant des visions communes.

La structuration du Réseau des Corporations de développement économique communautaire (CDEC)

PAR LE RÉSEAU DES CDEC

Poursuivre et accroître les collaborations avec les organisations de développement économique afin de mieux positionner les organisations du secteur du loisir comme vecteur de vitalité territoriale, participation citoyenne et cohésion sociale.

PAR LE CONSEIL QUÉBÉCOIS DU LOISIR (CQL)

« Il est temps que nous, les mangeurs, on devienne tous propriétaires des terres agricoles et des fermes, c'est ce qui assurera notre futur alimentaire. »

- CECILIA MACEDO
VILLE DE LAVAL

« Je pense que l'économie sociale offre quelque chose que personne d'autre ne peut offrir, c'est aussi une occasion de croiser le sectoriel avec le territorial. »

- ANNIE CAMUS
CONSEIL QUÉBÉCOIS DU LOISIR
ET REPRÉSENTANTE DU MILIEU
DE LA RECHERCHE

SESSION

DÉPLOYER UNE ÉCONOMIE
SOCIALE ANCRÉE
DANS LES TERRITOIRES

ANIMATION

PATRICK DUGUAY

COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONALE OUTAOUAIS-LAURENTIDES

INTERVENTIONS

OLIVIER DOYLE

PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE LA VALLÉE-DU-HAUT-
SAINT-LAURENT

BENOÎT DESHAYES

LA CANTINE POUR TOUS

PHILIPPE HAMEL

PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE LA CAPITALE-
NATIONALE

CÉDRIC GLODE

LA BARATTE

MARIE-FRANCE
BEAUDRY

ESPACE EC - PÔLE
D'ÉCONOMIE SOCIALE
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



CONTEXTE

Partout au Québec, des entreprises collectives enracinées dans leur milieu démontrent qu'il est possible de créer de la richesse autrement — une richesse durable, équitable et locale. Cet ancrage est leur force : c'est parce qu'elles sont à l'écoute de leur communauté qu'elles innovent pour le bien commun. Cependant, pour que l'économie sociale soit en mesure de répondre pleinement aux crises actuelles, elle doit changer d'échelle. Il faut donner les moyens aux meilleures initiatives de se déployer dans de nouveaux territoires. Les innovations sociales ne doivent pas rester locales : elles doivent essaimer, inspirer, transformer.

Cependant, ce changement d'échelle ne peut se faire sans tenir compte des réalités propres à chaque entreprise et à chaque secteur d'activité. Les entreprises d'économie sociale doivent composer avec des impératifs liés à leur marché, à leurs chaînes d'approvisionnement, à leurs capacités de production ou encore à la réglementation de leur secteur d'activité. Le développement de l'économie sociale ne peut pas se faire en vase clos ; au contraire, il doit s'appuyer sur une compréhension fine des écosystèmes dans lesquels ces entreprises évoluent.

ENJEUX PRIORITAIRES

Pour réaliser la Vision 2050, les 200 partenaires rassemblés lors de cette session de travail portée par les Pôles d'économie sociale ont priorisé quatre enjeux principaux sur lesquels le mouvement de l'économie sociale devra agir au cours des prochaines années :

1. Les défis grandissants sur le plan social, économique et environnemental auxquels la société est confrontée
2. La tension entre la pertinence du changement d'échelle des entreprises d'économie sociale et le besoin de préserver l'ancrage local et une saine gouvernance démocratique
3. Les difficultés rencontrées par l'écosystème de soutien à l'économie sociale dans les régions du Québec en matière de financement et de formation du personnel
4. Le défi lié à la diversité de cas de figure à considérer lors de la création d'outils et de solutions destinées aux entreprises d'économie sociale

« Si on ne veut pas scier la branche sur laquelle on repose, il faut protéger nos écosystèmes. L'économie sociale est prête à en faire plus afin de préserver plus d'espaces naturels. »

- ÉRIC PROULX
RELIEFS MAURICIENS

ENGAGEMENTS

Pour parvenir à traiter les enjeux mentionnés précédemment, les acteurs et actrices de changement qui ont contribué aux travaux lors du Sommet de l'économie sociale 2025 ont défini une feuille de route collective permettant d'orienter les actions du mouvement de l'économie sociale afin d'assurer la réalisation d'une vision ambitieuse pour 2050 dans toutes les régions du Québec.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Soutenir le changement d'échelle des entreprises d'économie sociale.	Soutenir adéquatement les projets lorsqu'ils sont mûrs à un changement d'échelle. Développer des stratégies, approches et outils qui assurent que le changement d'échelle ne se fasse pas au détriment d'un bon ancrage local et d'une saine gouvernance démocratique. Consolider les écosystèmes de soutien régionaux pour qu'ils puissent mieux répondre aux besoins des entreprises d'économie sociale, particulièrement dans un contexte de changement d'échelle. Développer des solutions adaptées à une diversité de cas de figure, notamment : • des projets qui démarrent tout de suite avec une posture de développement accéléré. • des perles plus ou moins connues dans les territoires dont le modèle mériterait de se multiplier et de se développer. • des secteurs dans lesquels l'économie sociale n'est pas présente mais devrait l'être pour atteindre nos ambitions collectives.

« Il serait intéressant de travailler au déploiement de l'économie sociale dans des secteurs dominés par le privé et générant de grands profits »

- OLIVIER LAMANQUE GALARNEAU
PRESS

SESSION

VALORISER NOTRE IMPACT EN ÉCONOMIE SOCIALE

ANIMATION

LEÏLA COPTI
G15+ ET COPTICOM

INTERVENTIONS

VANESSA GIRARD-TREMBLAY
COOPÉRATIVE ESTUAIRE

PATRICK KEARNEY
REGROUPEMENT DES FESTIVALS RÉGIONAUX ARTISTIQUES INDÉPENDANTS (REFRAIN)

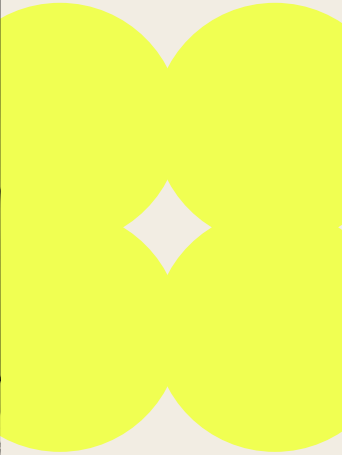
LOUIS-PHILIPPE MYRE
INTERLOGE

MAUDE BROSSARD-SABOURIN
CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

CLAUDE DORION
MCE CONSEILS

ALAIN BLANCHETTE
CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ (CQCM)

NATHALIE VILLEMURE
RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC (RISQ)



CONTEXTE

En tant que modèle de développement économique et social basé sur la réponse aux besoins des collectivités et sur le bien-être des communautés, l'économie sociale génère une diversité de retombées sociales, économiques et environnementales sur les territoires. Dans une ère où les normes et les indicateurs se multiplient, les entreprises d'économie sociale sont tributaires d'une vision principalement axée sur la contribution économique des entreprises, c'est-à-dire le chiffre d'affaires, le nombre d'emplois ou la contribution au PIB du Québec. Cependant, elles disposent de peu d'outils pour valoriser l'ensemble de leurs impacts au sein de leur communauté et leur participation directe à la société québécoise.

Les entreprises d'économie sociale possèdent une longueur d'avance en termes d'impact social et il est plus important que jamais de disposer d'indicateurs et de données qui permettront une plus grande reconnaissance de cet impact par les pouvoirs publics, les acteurs locaux et les partenaires financiers, notamment.

ENJEUX PRIORITAIRES

Afin de poursuivre la valorisation du rôle essentiel de l'économie sociale dans l'économie québécoise, le mouvement de l'économie sociale devra se pencher en priorité sur les enjeux suivants :

- 1. Une ambiguïté qui subsiste entourant le sens du mot « impact » au sein du mouvement de l'économie sociale et des compréhensions variées chez les différents acteurs concernant les éléments distinctifs des modèles d'affaires de l'économie sociale à valoriser.
- 2. L'absence d'outils propres à l'économie sociale lui permettant de refléter adéquatement les retombées de ses particularités distinctives, de valoriser les impacts de ses actions et la contribution de ses partenaires à celles-ci, notamment les partenaires financiers.
- 3. Un vaste écosystème d'accompagnement des entreprises d'économie sociale qui doit disposer des outils appropriés pour soutenir les entreprises dans l'adoption d'une culture de mesure d'impact.

ENGAGEMENTS

Cette session a permis aux participants et aux participantes d'exprimer leur désir d'aller plus loin dans la mesure et la valorisation des retombées sociales et économiques des entreprises d'économie sociale. Pour y arriver, il est apparu essentiel de poursuivre la création et l'adaptation d'outils qui permettront l'adoption d'une culture de mesure d'impact au sein du mouvement de l'économie sociale au cours des prochaines années.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Développer un cadre de mesure d'impact pour l'économie sociale.	Identifier et élaborer des indicateurs pour permettre la mesure et la valorisation des retombées sociales, environnementales et économiques des entreprises d'économie sociale. PAR LE RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC (RISQ)
Outiller les accompagnateurs et les analystes financiers à la mesure d'impact en économie sociale.	Publier la 3 ^{ème} édition du Guide d'accompagnement des entreprises d'économie sociale dès 2026, qui inclura le résultats des travaux sur le cadre de mesure d'impact propre à l'économie sociale au Québec. PAR LE RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC (RISQ), CAP FINANCE ET MCE CONSEILS
Outiller les entreprises d'économie sociale pour mesurer et mieux communiquer leur impact.	En collaboration avec les acteurs territoriaux et sectoriels, promouvoir et encourager la culture de la mesure d'impact auprès des entreprises d'économie sociale, à assurer la diffusion du cadre de mesure d'impact produit par le RISQ et à soutenir les entreprises d'économie sociale dans l'utilisation de celui-ci. PAR LE CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET LE CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ (CQCM)

POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE
QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d’imaginer un Québec où la démocratie est renforcée et dynamisée grâce à une gestion collaborative des territoires et dans lesquelles les entreprises collectives sont parties prenantes aux côtés des gouvernements de tous les niveaux, de la planification, du développement et de la mise en œuvre de solutions qui répondent aux défis des communautés, permettant la transformation de notre société.

Pour accélérer le déploiement des engagements du mouvement, il serait souhaitable de :

Travailler avec le ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (MAMH) pour financer la formation des élus et employés municipaux en économie sociale;

Travailler avec le MAMH afin que les équipes locales et régionales de Réseau Accès PME reçoivent un bloc de formation sur l’économie sociale;

Travailler avec les Tables régionales des préfets afin de faciliter la réalisation de projets intermunicipaux avec les partenaires de l’économie sociale;

Travailler avec l’ensemble des partenaires régionaux pour faciliter et inciter les lieux de dialogue entre les municipalités, l’économie sociale, le communautaire et les citoyens et citoyennes.

Travailler avec le ministère de l’Économie, de l’Innovation et de l’Énergie (MEIE) pour appuyer l’adoption d’une culture de mesure d’impact chez les entreprises d’économie sociale.

● FAITS SAILLANTS

EN MARS 2025, UN ÉVÉNEMENT PRÉPARATOIRE RASSEMBLANT PLUS DE 100 PERSONNES

Une quinzaine de rencontres de travail comptant 25 organisations partenaires afin de préparer les 3 sessions de cette thématique.

LORS DU SOMMET, 17 ORGANISATIONS ONT PRIS LA PAROLE SUR LA SCÈNE ET 30 PERSONNES DU PUBLIC SE SONT PRONONCÉES AU MICRO LORS DE CES SESSIONS.

74 personnes se sont engagées à collaborer pour une gestion plus collaborative et démocratique des territoires partout au Québec.

Plus de 140 personnes participantes ont voté sur les propositions avancées lors de la session *Déployer une économie sociale ancrée dans les territoires.*



« Il faut se mettre de l’avant en économie sociale. La modestie, elle n’a pas sa place ; vantez-vous de vos bons coups, vantez-vous de l’impact que vous avez. Si on ne le fait pas, les autres ne le feront pas pour nous. Il y a des gens qui le font super bien dans le privé : pourquoi, nous, en économie sociale, on serait modeste ? On n’a pas à l’être : vous avez un impact réel et donc mettez-le de l’avant. »

- **PATRICK KEARNEY**
REFRAIN

IMMOBILIER
COLLECTIF



VISION 2050

Les organisations à but non lucratif détiennent 20 % du parc de logements locatifs afin d’assurer le maintien de l’abordabilité des loyers, notamment pour les ménages les plus vulnérables, et d’exercer une pression à la baisse sur les loyers pour l’ensemble du marché résidentiel.

Grâce à des synergies au sein de l’écosystème d’économie sociale, les gestionnaires de projets d’immobilier collectif sont outillés adéquatement pour saisir les opportunités de développement tout en maintenant une offre adaptée aux besoins des collectivités.

La valorisation de l’utilisation du patrimoine bâti est assurée par les projets de requalification collectifs durables qui répondent aux besoins des communautés.

Les acteurs du secteur de l’immobilier collectif disposent des leviers nécessaires pour contribuer activement au développement des communautés et assurer la création de milieux de vie sains et dynamiques, respectueux des milieux naturels et de la biodiversité.

SESSION

L’IMMOBILIER COLLECTIF
COMME RÉPONSE AUX
BESOINS DES COMMUNAUTÉS

ANIMATION

TAÏKA BAILLARGEON
HÉRITAGE MONTRÉAL

INTERVENTIONS

MÉLANIE COURTOIS
CONSEIL DES ARTS DE
MONTRÉAL (CAM)

NANCY CROUSSETTE
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES
OSBL D’HABITATION
(RQOH)

TOMMY THÉBERGE
ASSOCIATION DES
GROUPES DE RESSOURCES
TECHNIQUES DU QUÉBEC
(AGRTQ)

STÉPHAN RICHARD
CENTRE DE
TRANSFORMATION
DU LOGEMENT
COMMUNAUTAIRE
(LE CENTRE)

SANDRA TURGEON
CONFÉDÉRATION
QUÉBÉCOISE DES
COOPÉRATIVES
D’HABITATION (CQCH)

GESSICA GROPP
COALITION
MONTRÉALAISE DES
TABLES DE QUARTIER
(CMTQ)

CHANTAL BISSON
TABLE NATIONALE
DES CORPORATIONS
DE DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE (TNCDC)

FRÉDÉRIC LÉVEILLÉ
GUILLEMETTE
ESSA

PHILÉMON GRAVEL
ENTREMISE

SÉBASTIEN
PARENT-DURAND
ALLIANCE DES
CORPORATIONS
D’HABITATIONS
ABORDABLES DU
TERRITOIRE DU QUÉBEC
(ACHAT)

ÉMILIE THERRIEN
HOCHELAB

GUILLAUME BRIEN
FÉDÉRATION
DES COOPÉRATIVES
D’HABITATION DE
L’ESTRIE (FCHE)

CONTEXTE

La crise du logement est d’abord et avant tout une crise de l’abordabilité. La situation est catastrophique dans l’immobilier résidentiel et à peine plus réjouissante pour le secteur non-résidentiel. Partout au Québec, la dévitalisation des cœurs de villes et de villages préoccupe les communautés. Ici aussi, le manque d’abordabilité est un enjeu qui met en danger la création de milieux de vie complets, où les services de proximité, l’animation sociale et culturelle des milieux et les espaces collectifs, disparaissent faute de locaux adéquats et abordables.

Les entreprises d’économie sociale qui œuvrent dans le secteur de l’immobilier collectif sont expertes dans le développement et la gestion de logements, mais aussi de locaux abordables, d’infrastructures communautaires, sportives et culturelles qui répondent aux besoins des communautés. Ces entreprises souhaitent maintenant poursuivre leur action en déployant de nouveaux leviers pour accélérer le développement de l’immobilier à but non lucratif, afin d’offrir une réponse à la crise de l’abordabilité et agir sur le marché immobilier pour assurer des conditions propices au développement de la société québécoise.

ENJEUX PRIORITAIRES

Pour réaliser la Vision 2050, les partenaires participant aux travaux de cette thématique ont priorisé quatre enjeux sur lesquels le mouvement de l’économie sociale devra agir :

- 1. Le manque de ressources et d’outils permettant aux acteurs de l’immobilier collectif de réagir rapidement pour sauver ou acquérir des logements abordables.
- 2. Le besoin de lieux de concertation sur des enjeux spécifiques dans des régions spécifiques tout comme au niveau national sur des enjeux globaux.
- 3. Les multiples blocages réglementaires nuisent à la préservation et à l’occupation des bâtiments existant.
- 4. L’éparpillement des ressources et des outils existants et le dédoublement des efforts.

ENGAGEMENTS

L’immobilier collectif est générateur de transformation sociale et économique sur les territoires. Le mouvement de l’économie sociale souhaite accélérer le développement de l’immobilier collectif partout au Québec afin de mieux répondre aux besoins des communautés.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Améliorer l’agilité des entreprises d’économie sociale en immobilier collectif et accélérer le développement des projets.	La création de sociétés immobilières communautaires ou collectives comme celles en cours d’implantation. PAR LA COALITION MONTRÉLAISE DES TABLES DE QUARTIER (CMTQ), ENTREMISE ET HOCHELAB
Favoriser l’atteinte de la cible de 20 % en renforçant les capacités des gestionnaires d’entreprises d’économie sociale en immobilier collectif de sorte à ce qu’ils et elles puissent changer d’échelle et livrer des projets de grande qualité plus rapidement.	La mise en place de parcours de formation et de divers programmes éducatifs. PAR LE PARCOURS ÉLAN ET L’ALLIANCE DES CORPORATIONS D’HABITATIONS ABORDABLES DU TERRITOIRE DU QUÉBEC (ACHAT)
Faire émerger des innovations et faciliter la mutualisation au sein du secteur du logement.	La création de tables de travail thématiques sur des enjeux prioritaires comme le financement et les synergies inter-organisations. PAR LE RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES OSBL D’HABITATION (RQOH), L’ASSOCIATION DES GROUPES DE RESSOURCES TECHNIQUES DU QUÉBEC (AGRTQ) ET LA CONFÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES COOPÉRATIVES D’HABITATION (CQCH)
Assurer le soutien financier dans la phase de prédémarrage des projets d’immobilier collectif.	Développer de nouveaux outils financiers pour faciliter le prédémarrage des projets de logements à but non lucratif. PAR LA CAISSE D’ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS ET LE CENTRE DE TRANSFORMATION DU LOGEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE (LE CENTRE)

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT

MOYENS PRIVILÉGIÉS

Appuyer les innovations réglementaires afin de faciliter le maintien et l’occupation des actifs en immobilier collectif.

Poursuivre la création de projets d’occupation transitoire.

PAR ENTREMISE

Poursuivre les actions favorisant la préservation du patrimoine et les projets de requalification immobilière portés par les communautés.

PAR LES PÔLES D’ÉCONOMIE SOCIALE, PAR HÉRITAGE MONTRÉAL, PAR L’ESSA

Stimuler les synergies locales et les maillages territoriaux afin de renforcer le développement immobilier régional.

Susciter des occasions de dialogue et de rencontres sur les territoires.

PAR LES PÔLES D’ÉCONOMIE SOCIALE, PAR LES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES DES OSBL D’HABITATION, LES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES DES COOPÉRATIVES D’HABITATION

« La cible de 20 % sans but lucratif, ça représente d’ajouter à notre parc actuel plus de 300 000 nouvelles unités, c’est gargantuesque et il faut prendre la mesure de ce que ça représente. »

- **SÉBASTIEN PARENT-DURAND**
ALLIANCE DES CORPORATIONS D’HABITATIONS
ABORDABLES DU TERRITOIRE DU QUÉBEC (ACHAT)

POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d’imaginer un Québec où, grâce à l’immobilier collectif, l’abordabilité des loyers est maintenue et assurée à tous les citoyens et les citoyennes. Les bâtiments vacants sont utilisés pour répondre aux besoins des communautés et les actifs immobiliers détenus par les collectivités agissent comme levier de développement sur les territoires. En travaillant avec les partenaires gouvernementaux à tous les niveaux, il est possible d’accélérer la transformation du secteur de l’immobilier et en faire une meilleure réponse à la crise actuelle.

Pour ce faire nous pouvons :

S’assurer que les investissements gouvernementaux pour le développement de l’immobilier résidentiel soient dirigés uniquement vers les entreprises collectives afin d’assurer la pérennité de l’abordabilité et les retombées à long terme des investissements publics et réduire l’impact de l’injection de capitaux sur la hausse des coûts dans le secteur de l’immobilier ;

Lever les barrières réglementaires à la Société d’habitation du Québec (SHQ), la Société canadienne d’habitation et de logement (SCHL), le ministère de la Famille et les différents programmes de financement qui limitent l’utilisation de l’équité accumulée par les propriétaires collectifs pour le maintien de leurs actifs et le développement de nouveaux projets immobiliers ;

Travailler avec le ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (MAMH) pour accélérer la mise à l’échelle des entreprises collectives en habitation et assurer l’utilisation des investissements disponibles ;

Appuyer la mise en place de sociétés immobilières à but non lucratif afin de développer une offre de locaux communautaires et commerciaux abordables et assurer la vitalité des communautés partout au Québec ;

S’assurer, conjointement avec le MAMH, la SHQ et le ministère de l’Économie, de l’Innovation et de l’Énergie (MEIE) que les programmes et fonds dédiés à l’immobilier non lucratif ne soient investis dans des OBNL sans véritable gouvernance démocratique et sans les mesures appropriées pour empêcher l’aliénation des actifs financés et assurer la pérennité de l’offre de logements abordables.

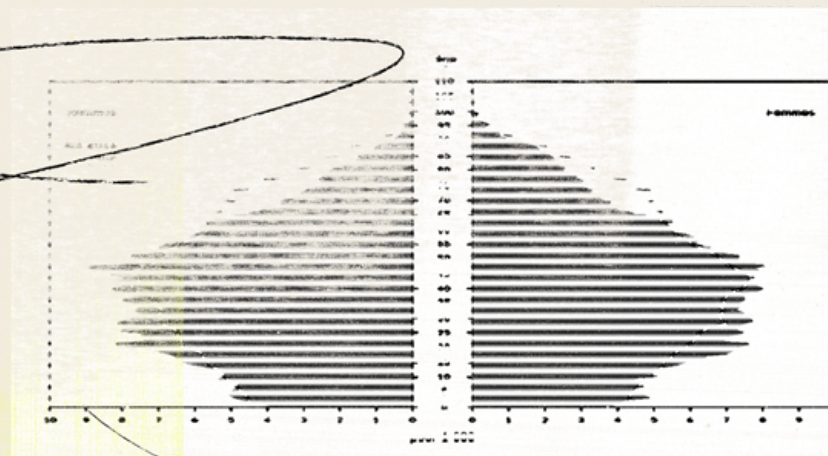
● FAITS SAILLANTS

AUTOMNE 2024, 2 RENCONTRES VIRTUELLES POUR IDENTIFIER LES PRINCIPAUX ENJEUX AVEC PLUS DE 40 ORGANISATIONS PARTICIPANTES

HIVER 2025, 7 RENCONTRES DE TRAVAIL POUR EXPLORER LES PISTES DE SOLUTIONS AVEC UNE DIZAINE D’ORGANISATIONS PARTENAIRES

24 ET 25 FÉVRIER 2025: FORUM DE L’IMMOBILIER COLLECTIF

13 MAI 2025: JOURNÉE DU DÉVELOPPEMENT DE L’HABITATION COMMUNAUTAIRE ET SOCIALE DE L’AGRTQ QUI PERMET L’ADOPTION D’UNE DÉCLARATION COMMUNE PAR 10 ORGANISMES DEVANT PLUS DE 260 PERSONNES PARTICIPANTES



VISION 2050

Les personnes âgées vieillissent dignement, dans le milieu de vie de leur choix et leur participation active dans une communauté soucieuse de leurs besoins et de leurs intérêts est assurée grâce aux solutions porteuses d'avenir déployées par l'économie sociale, contribuant ainsi à la vitalité des territoires et à une plus grande cohésion sociale partout au Québec.

Les nombreux partenaires qui déploient des solutions de qualité au service des personnes âgées bénéficient d'une grande synergie entre eux grâce à des programmes et mesures qui encouragent et favorisent les maillages pour une approche globale et intégrée du vieillissement.

SESSION

S'ADAPTER AUX BESOINS DES PERSONNES ÂÎNÉES

ANIMATION

DAVID CARPENTIER
FORCE JEUNESSE

INTERVENTIONS

J.BENOIT CARON
RÉSEAU DE COOPÉRATION
DES ENTREPRISES
D'ÉCONOMIE SOCIALE EN
AIDE À DOMICILE (EÉSAD)

CHANTAL DUBUC
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE
DES COOPÉRATIVES DE
SANTÉ (FQCF)

MARIE-PIER LANGFORD
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE
DES COOPÉRATIVES DE
SANTÉ (FQCF)

SONIA VAILLANCOURT
CONSEIL QUÉBÉCOIS
DU LOISIR (CQL)

NANCY CROUSSETTE
RÉSEAU QUÉBÉCOIS
DES OSBL D'HABITATION
(RQOH)

ÉLIE BELLEY-PELLETIER
FONDATION AGES

CONTEXTE

D’ici 2050, plus de 27 % de la population du Québec sera âgée de 65 ans ou plus. La demande pour du soutien à domicile est appelée à bondir de 69 % d’ici 2040 et les options résidentielles actuellement dédiées aux personnes âgées ne suffiront pas à la demande. Les défis sont donc criants. Actuellement, le système de soins public et universel ne répond qu’à 10 % des besoins alors que 49,2 % des personnes âgées n’ont pas accès à un revenu viable et sont donc dans l’impossibilité d’assumer les frais reliés à leur maintien à domicile. La situation actuelle laisse des milliers de personnes en situation de précarité, particulièrement celles qui résident en milieu rural et qui disposent d’un accès limité aux services et ressources de proximité.

Face à la financiarisation croissante du secteur des services aux personnes âgées et à l’explosion des besoins, il devient essentiel d’allier les forces de l’économie sociale pour développer des modèles financièrement accessibles et disponibles partout sur les territoires.

ENJEUX PRIORITAIRES

Afin de permettre la réalisation de la Vision 2050 élaborée par les partenaires dans le cadre des travaux du Sommet de l’économie sociale 2025, le mouvement de l’économie sociale devra orienter ses actions autour des enjeux suivants :

- 1. L’accessibilité à des services de proximité et à des soins de santé pour maintenir les personnes âgées dans leur domicile, peu importe où elles résident.
- 2. L’existence de mécanismes, lieux et initiatives qui facilitent et favorisent la participation sociale des personnes âgées et leur inclusion à la société québécoise.
- 3. Le développement de milieux de vie bien adaptés aux besoins et aspirations des personnes âgées, qui valorisent les liens entre les générations, la qualité de l’environnement et de son aménagement, afin de prévenir les déménagements successifs et une détérioration des conditions de vie des personnes âgées.

ENGAGEMENTS

Les changements démographiques importants qui attendent le Québec au cours des prochaines années exigent une réponse collective concertée. Afin de développer de véritables milieux de vie adaptés aux besoins des personnes âgées, il est essentiel de poursuivre la création de synergies locales et des collaborations entre différents secteurs d’activité. Face à l’urgence d’agir, les partenaires souhaitent accélérer le déploiement des services existants sur l’ensemble du territoire tout en appuyant la mise en place de solutions innovantes. Pour y arriver, le mouvement de l’économie sociale s’engage à :

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Élargir et développer de nouveaux services en économie sociale dans le secteur de la santé.	Développer, au sein des coopératives de santé, un modèle d’offre de soins infirmiers à domicile et le déployer dans toutes les régions du Québec pour permettre aux personnes âgées vulnérables de demeurer dans le domicile de leur choix aussi longtemps que possible. PAR LA FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DE SANTÉ DU QUÉBEC (FQCF) Développer de nouveaux créneaux dans le secteur des soins de santé par le biais des entreprises d’économie sociale grâce à des opportunités permises par le nouveau Code des professions.
Développer des partenariats entre les acteurs territoriaux et sectoriels de l’économie sociale, du communautaire et du secteur public de la santé afin de favoriser l’émergence de projets et d’initiatives qui répondent aux besoins des personnes âgées	Créer, au sein des entreprises et organismes de loisir, des équipes mobiles d’animation qui seront responsables d’offrir des activités pour briser l’isolement en favorisant la participation sociale des personnes âgées grâce à des outils créés par et pour les personnes âgées. PAR LE CONSEIL QUÉBÉCOIS DU LOISIR Étendre la gériatrie sociale dans toutes les régions du Québec en misant sur les synergies entre les acteurs de l’économie sociale, du secteur communautaire et du secteur public de la santé. PAR LA FONDATION AGES Participer aux initiatives de développement de transport collectif pour s’assurer que l’offre est bien adaptée aux besoins des personnes âgées.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT

MOYENS PRIVILÉGIÉS

Développer des nouveaux leviers financiers pour appuyer le développement de l'économie sociale dans le secteur des soins et services pour les personnes aînées.

Développer et faire émerger des innovations sociales et technologiques qui permettront une réduction des coûts d'opérations et amélioreront la prestation des services.

Accélérer les initiatives de mutualisation et les partenariats entre les acteurs nationaux.

Poursuivre le développement de logements à but non lucratif adaptés aux besoins et aspirations des personnes aînées.

Renforcer les capacités des organismes et coopératives d'habitation, notamment les RPA de petites tailles, dans les régions éloignées.

Appuyer la répliquabilité du modèle résidentiel de PAX Habitat.

« L'économie sociale se déploie en complémentarité du système public. En favorisant l'impact plutôt que le profit, les entreprises d'économie sociale peuvent offrir des services abordables; adapter en continu leurs offres aux besoins réels; impliquer les bénéficiaires dans la prise de décision; réinvestir les excédents dans le développement local. Cette logique permet non seulement de combler le vide laissé par un système public à bout de souffle, mais également de limiter la création d'un marché à deux vitesses. En garantissant l'accès aux soins et au soutien, sans exclusion financière, l'économie sociale protège la dignité des personnes aînées, quel que soit leur revenu ou leur lieu de résidence. »

- J. BENOÎT CARON
RÉSEAU DE COOPÉRATION DES EÉSAD

POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d'imaginer un Québec où l'accès à des services abordables et de proximité favorisent la participation active et l'épanouissement des personnes aînées. En travaillant avec les partenaires gouvernementaux à tous les niveaux, il est possible de transformer les milieux de vie pour mieux répondre aux besoins des personnes aînées. Pour ce faire nous pouvons :

Travailler avec le MEIE afin de favoriser le dialogue interministériel et l'innovation règlementaire qui facilitera l'émergence et la pérennité des projets d'habitation intergénérationnels et multi-usages qui répondent aux aspirations des communautés ;

Travailler avec le MSSS pour faire reconnaître les entreprises collectives comme partenaires privilégiés du gouvernement provincial dans la livraison de services de santé à la population ;

Continuer les collaborations avec les employeurs en économie sociale et les syndicats représentants les travailleuses et travailleurs de la santé afin d'assurer que le développement de l'économie sociale en santé se fasse en respect des conditions de travail ;

Travailler avec les MRC afin de réinventer le transport collectif et adapté dans toutes les régions du Québec pour générer une offre qui répond aux besoins des collectivités.

Travailler conjointement avec la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, la ministre responsable des aînés, et les municipalités afin de bonifier les programmes favorisant l'accès aux loisirs dans les communautés pour les personnes aînées.

● FAITS SAILLANTS

5 ÉVÉNEMENTS PRÉPARATOIRES AVEC PLUS DE 70 ORGANISATIONS PARTICIPANTES

4 GRANDES RENCONTRES VIRTUELLES À L'AUTOMNE 2024

1 ÉVÉNEMENT EN PRÉSENCE À MONTRÉAL LE 10 DÉCEMBRE 2024

VISION 2050

Le secteur bioalimentaire du Québec bénéficie de la contribution significative des entreprises d'économie sociale pour assurer l'accès à une alimentation saine, durable et locale à l'ensemble de la population québécoise. Des fermes coopératives et OBNL jusqu'aux épiceries de solidarité en passant par les coopératives d'alimentation, l'économie sociale se démarque par sa résilience et ses services de qualité tout au long de la chaîne de valeur. En collaborant entre elles au sein de systèmes alimentaires territorialisés agiles et inclusifs, elles contribuent à l'autonomie alimentaire du Québec tout en favorisant leur propre croissance et pérennité.

Des coopératives et des OBNL soutiennent les agriculteurs par un meilleur accès aux intrants, un meilleur accès aux marchés et un meilleur accès à la terre. Les terres agricoles sont cultivées dans le respect de leurs capacités de régénération et les agriculteurs et agricultrices qui y travaillent reçoivent un salaire respectable et se sentent soutenus pour faire face aux répercussions des changements climatiques.

Grâce à l'économie sociale, des repas sains sont offerts dans les écoles du Québec à tous les enfants d'âge scolaire, ainsi qu'à domicile pour des citoyens et citoyennes qui ont des besoins particuliers, telles que les personnes âgées et les personnes avec des limitations fonctionnelles.

SESSION

AUTONOMIE ALIMENTAIRE
ET RÉSILIENCE DES
COMMUNAUTÉS

ANIMATION

ANDRÉANNE SABOURIN
MRC DE PAPINEAU

INTERVENTIONS

THIBAUT RENOUF
ARRIVAGES - CIRCUITS
COURTS

VÉRONIQUE BOUCHARD
FERME AUX PETITS
OIGNONS, COOPÉRATIVE
DE SOLIDARITÉ

HÉLÈNE FRANCOEUR
FÉDÉRATION DES
COOPÉRATIVES
D'ALIMENTATION DU
QUÉBEC (FCAQ)

BIANKA DUPAUL
COOP CSUR

LOUIS BÉCHARD
PROTEC-TERRE

FLORENCE ROY-ALLARD
FORUM SAT

CONTEXTE

Entre 2001 et 2021, le nombre d’agriculteurs et d’agricultrices au Canada est passé de 346 000 à 262 000, soit une baisse de 30 %. De récentes études de l’INSPQ mettent en lumière que 45 % de la population québécoise a un accès physique limité aux commerces alimentaires et que 5,7 % de la population vit dans un désert alimentaire. Dans certaines régions, cette proportion dépasse même les 19 %. Le Bilan-Faim 2023 démontre que l’insécurité alimentaire au Québec est inquiétante. Plus du tiers des bénéficiaires des banques alimentaires sont maintenant des enfants. Un constat est clair : il existe différents enjeux dans le secteur alimentaire et l’économie sociale est mobilisée pour offrir des solutions qui permettront d’accroître la résilience des communautés. L’écosystème de l’économie sociale se positionne comme un allié clé pour développer des initiatives ancrées sur les territoires. Bien que le chemin sera encore long avant d’atteindre un système alimentaire québécois parfaitement durable et inclusif, l’économie sociale se positionne collectivement dans la bonne direction pour nourrir nos communautés.

ENJEUX PRIORITAIRES

Pour réaliser la Vision 2050, les partenaires participant aux travaux de cette thématique ont priorisé quatre enjeux sur lesquels le mouvement de l’économie sociale devra agir :

- 1. L’insécurité alimentaire
- 2. Les impacts des changements climatiques
- 3. La pérennité des entreprises bioalimentaires
- 4. Un accès difficile aux terres agricoles

ENGAGEMENTS

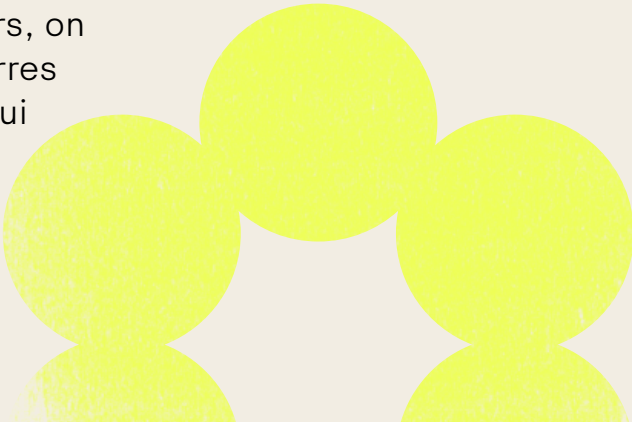
Issu d’un large consensus des partenaires du secteur de l’alimentation, les actions prioritaires identifiées ont permis aux 250 personnes présentes de réfléchir aux moyens qui permettront d’atteindre les objectifs contenus dans la Déclaration des acteurs en alimentation. Plus de 150 moyens ont été proposés lors de cette session, ce qui démontre le fort engagement des organisations sur cette thématique incontournable. La feuille de route propose un résumé de toutes les actions qui seront mises en œuvre par le mouvement de l’économie sociale au cours des prochaines années.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Appuyer les initiatives locales, collectives et solidaires en alimentation.	Création d’épiceries solidaires, jardins collectifs, marchés publics. Mutualisation de services alimentaires. Soutien bénévole aux projets communautaires.
Renforcer la gouvernance territoriale et la concertation entre les acteurs du système alimentaire.	Outils de concertation pour éviter le dédoublement. Intégration de l’alimentation et de la contribution des entreprises d’économie sociale dans les plans des MRC et des municipalités. Inclusion de voix citoyennes, jeunes, autochtones dans les lieux de concertation. Une synergie marquée entre l’écosystème d’accompagnement en économie sociale et celui du secteur bioalimentaire, afin de mieux diffuser les stratégies innovantes et leur appropriation par les entrepreneurs collectifs.
Offrir un soutien administratif, organisationnel et financier.	Développement de fonds alimentaires ou sociaux. Un financement accessible pour les entreprises d’économie sociale en alimentation, agriculture et pêcheries et adapté aux spécificités de leur secteur d’activité. Révision des politiques de financement agricole.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Développer l’accessibilité alimentaire et une plus grande justice sociale.	Projets pour améliorer l’accès physique/ économique à des aliments sains. Lutte contre l’insécurité alimentaire (paniers, cuisines collectives).
Soutenir la relève et la transition agroécologique.	Programmes d’exploration du métier d’agriculteur. Mutualisation des équipements, terres, infrastructures. Soutien aux organismes d’accompagnement à la relève agricole.
Faire progresser la recherche et sensibiliser les acteurs.	Études sur la gouvernance en alimentation, sur les modèles innovants. Sensibilisation des élus, citoyens, jeunes, producteurs. Diffusion d’initiatives inspirantes.
Améliorer la commercialisation et la logistique dans le secteur bioalimentaire.	Soutien aux marchés de proximité, coopératives de ventes. Regroupements d’achats et de transformation. Soutien à la commercialisation pour les entreprises d’économie sociale.

« Il est temps que nous, les mangeurs, on devienne tous propriétaires des terres agricoles et des fermes, c’est ce qui assurera notre futur alimentaire. »

- VÉRONIQUE BOUCHARD
FERME AUX PETITS OIGNONS



POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d’imaginer un système alimentaire québécois résilient, équitable et accessible, qui permet des communautés en santé. Le mouvement est mobilisé pour agir et, en travaillant avec les partenaires gouvernementaux à tous les niveaux, il est possible de transformer le secteur agroalimentaire. Pour ce faire il est possible de:

Travailler avec le ministère de l’Éducation afin que le déploiement du programme d’alimentation scolaire privilégie les entreprises collectives au-delà des autres modèles.

Travailler avec le ministère de l’agriculture et la Financière agricole afin que les OBNL puissent avoir accès aux programmes, afin de favoriser l’accès à la terre pour les entreprises collectives ;

S’assurer que les MRC et les municipalités intègrent des actions dans leurs plans de développement pour améliorer l’accès à l’alimentation sur leur territoire ;

Développer avec les ministères et organismes des gabarits de soumission pour l’approvisionnement en services alimentaires qui prévoient des marges préférentielles pour les entreprises collectives en cohérence avec la *Loi sur les contrats des organismes publics* (art. 14.07 et 14.11)

Travailler avec les différents partenaires gouvernementaux afin de s’assurer que la concertation intersectorielle rendue possible grâce à des systèmes alimentaires territoriaux soit soutenue par des financements adaptés aux spécificités de chaque territoire.

● FAITS SAILLANTS



AU COURS DE L'AUTOMNE 2024, PLUS DE 75 ORGANISATIONS SE SONT RÉUNIES LORS DE 3 RENCONTRES VIRTUELLES.

- 30 septembre : Rencontre informative - Pôles d’économie sociale/Forum SAT/CQCM
- 5 novembre : Atelier sur la Gouvernance avec les pôles logistiques alimentaires
- 12 décembre : Webinaire pôles logistiques alimentaire

La 2^e édition de l’événement national du Forum SAT les 24 et 25 février 2025 a permis l’avancement des travaux en préparation du Sommet de l’économie sociale. Plus de 400 personnes ont assisté à ces deux journées de travail autour de l’alimentation, permettant d’entamer l’élaboration d’une déclaration appuyant la mise en œuvre d’une vision pour l’alimentation au Québec.

VISION 2050

L'économie sociale est reconnue comme étant un modèle incontournable pour la réussite d'objectifs environnementaux, tant du côté de la préservation des écosystèmes, de l'utilisation des ressources que de la gestion des matières post-consommation.

Les communautés, les citoyennes et citoyens et les municipalités qui souhaitent protéger la biodiversité en préservant des milieux importants pour la faune et la flore grâce à des projets d'économie sociale ont accès à des outils financiers et à de l'accompagnement pour faciliter la mise en place de leur projet.

L'indice de circularité de l'économie du Québec est passé de 3,5% à 10% et se situe maintenant au-dessus de la moyenne mondiale grâce à une véritable priorisation de la hiérarchie des 3RV-E dans les politiques publiques et programmes de responsabilités élargies des producteurs (REP).

SESSION

GÉRER COLLECTIVEMENT
NOS RESSOURCES POUR
PRÉSERVER NOTRE
TERRITOIRE

ANIMATION

SOLENN MARTIN-DÉRY

TERRITOIRES INNOVANTS EN ÉCONOMIE
SOCIALE ET SOLIDAIRE (TIESS)

INTERVENTIONS

DANY DUMONT

TRICENTRIS, LA COOP

PAULINE ROBERT

COOP CARBONE

GUILLAUME CANTIN

LA TRANSFORMERIE

MARIE-FRANCE
BELLEMARE

RÉSEAU DES ENTREPRISES
D'ÉCONOMIE SOCIALE ET
CIRCULAIRE DU QUÉBEC
(REÉSCQ), INSERTECH

ALEXANDRA GAGNÉ

RECYCLO-CENTRE

LORRAINE SIMARD

COMITÉ 21

CONTEXTE

Le Québec affiche un taux de circularité évalué à 3,5 %, soit bien en deçà de la moyenne mondiale de 7,2 %, ce qui signifie qu’une très grande majorité des biens consommés proviennent d’une extraction de matières premières et sont jetés après leur utilisation. L’économie circulaire nous permet de réduire notre consommation de matières premières, donc de réduire l’extraction, de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et de protéger nos milieux naturels, notre eau et notre biodiversité. Le maillage naturel entre économie sociale et économie circulaire repose sur des valeurs communes inscrites au cœur de leur raison d’être.

D’ailleurs, on répertorie plusieurs centaines d’entreprises d’économie sociale dont le modèle d’affaires repose sur l’économie circulaire. Elles sont majoritairement présentes dans les stratégies qui visent à optimiser les matières déjà en circulation, soit le réemploi, la réparation, l’économie collaborative ou de fonctionnalité, le recyclage et l’écologie industrielle. Pour soutenir cette optimisation, il est impératif de transformer la perception actuelle de nos matières résiduelles. Les acteurs s’entendent : il est temps de passer à l’ère du réemploi.

ENJEUX PRIORITAIRES

Pour réaliser la Vision 2050, les partenaires participant aux travaux de cette thématique ont priorisé trois enjeux sur lesquels le mouvement de l’économie sociale devra agir :

- 1. Le manque d’accessibilité aux gisements de qualité pour les entreprises d’économie sociale.
- 2. La quasi-absence de financement dédié à la structuration d’activités visant à allonger la durée de vie utile des produits.
- 3. Les difficultés pour les entreprises de gérer et de rentabiliser les opérations de collecte, d’entreposage, de transport et de tri, particulièrement lorsque les volumes sont faibles.

ENGAGEMENTS

Lors du Sommet de l’économie sociale, plus de 250 personnes ont priorisé les actions qui seront au cœur des priorités du mouvement de l’économie sociale dans les prochaines années afin d’optimiser la circularité de l’économie du Québec et d’agir sur la préservation des milieux. Enthousiastes et intéressées à faire avancer les choses, les partenaires mobilisés sur cette thématique sont ressortis de cette discussion collective avec une volonté forte d’engager leurs organisations vers l’atteinte de la Vision 2050.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Transformer notre perception des matières résiduelles et les considérer comme des ressources qui représentent un énorme potentiel économique.	Prioriser le développement de nouvelles filières qui répondent à des enjeux d’actualité dans des régions spécifiques. Mener des projets de sensibilisation auprès des québécois-es pour faire évoluer les perceptions. PAR L’ASSOCIATION DES RESSOURCERIES DU QUÉBEC (ARQ)
Structurer l’écosystème afin que les ressources soient destinées aux entreprises d’économie sociale d’un même territoire afin d’augmenter la résilience des communautés.	Miser sur des consortiums régionaux pour assurer des volumes de matières traités suffisants pour permettre un ancrage local des opérations. Continuer à positionner l’économie sociale dans le système de Responsabilité élargie des producteurs (REP). Produire des analyses d’impact pour faire ressortir la valeur ajoutée des entreprises d’économie sociale et circulaire. PAR LE RÉSEAU DES ENTREPRISES D’ÉCONOMIE SOCIALE ET CIRCULAIRE DU QUÉBEC (REÉSCQ)
Démontrer une réelle priorisation des 3RV-E, adaptée au rythme de chacune des régions.	Soutenir la réalisation de grands projets structurants de mutualisation en réemploi qui permettrait à plusieurs de changer d’échelle. Encourager la réalisation de projets, notamment dans le secteur du textile, des minéraux critiques et stratégiques, dans diverses régions. Évaluer la pertinence de mettre sur pied un organisme de R&D en réemploi et réduction visant à documenter et faire financer les modèles porteurs.

POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE
QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d’imaginer un Québec qui est chef de file en économie circulaire, tout en multipliant les impacts positifs sur les communautés grâce aux missions sociales des ressourceries et des entreprises en réemploi. Le mouvement est prêt et, en travaillant avec les partenaires gouvernementaux de tous les niveaux, il est possible de transformer le secteur de la gestion des matières résiduelles et créer une réponse à la hauteur des besoins pour cet enjeu de taille pour le Québec.

Travailler avec le ministère de l’Économie, de l’Innovation et de l’Énergie (MEIE) et le ministère de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) afin d’accélérer le financement des entreprises collectives pour les activités de recherche et développement visant à allonger la vie utile des matières et des produits selon la hiérarchie des 3RV-E (réduction à la source, réemploi, recyclage, valorisation et élimination);

Travailler avec le MELCCFP pour créer de la réglementation afin que les entreprises opérant aux Québec cèdent ou vendent leurs invendus aux ressourceries en interdisant l’enfouissement de biens neufs;

Travailler avec le MELCCFP afin de modifier le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises (RRVPE) pour intégrer des cibles de réemploi dans le programme de responsabilité élargie des producteurs;

En collaboration avec le ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (MAMH) et le MELCCFP, créer des mesures incitatives au sein des municipalités afin que les citoyens puissent allonger la durée de vie de leurs produits par des incitatif au réemploi, à la réparation, au partage et au reconditionnement;

Inciter le ministère de la Justice à créer un fonds de développement et d’écoconception à l’intention des entreprises collectives spécialisées en 3RV-E à même les amendes perçus dans le cadre de la *Loi protégeant les consommateurs contre l’obsolescence programmée et favorisant la durabilité, la réparabilité et l’entretien des biens*;

Soutenir financièrement le travail de collaboration nécessaire au développement de symbioses industrielles au niveau local afin d’augmenter le niveau de circularité de l’économie québécoise.



« Pour faire des projets d’économie circulaire ça prend des ressources, mais ça prend aussi des humains. »

- **ELISABETH BEAULNE MORIN**
CÉSIM

« Le réemploi, la réduction à la source, ce sont des manières de lier l’économie sociale à l’environnement. À toutes les fois qu’on réduit notre consommation, on impacte moins les écosystèmes. »

- **MARTIN VAILLANCOURT**
REGROUPEMENT NATIONAL DES CONSEILS RÉGIONAUX DE L’ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (RNCREQ)

● FAITS SAILLANTS



PLUS DE 140 PERSONNES SE SONT RÉUNIES EN AMONT DU SOMMET DE L’ÉCONOMIE SOCIALE LORS DE 4 GRANDES RENCONTRES ORGANISÉES AVEC LES PARTENAIRES EN 2024-2025.

6 PERSONNES ONT PRIS LA PAROLE SUR LA SCÈNE ET 11 PERSONNES DU PUBLIC ONT CONTRIBUÉ AUX ÉCHANGES LORS DE LA PÉRIODE DE DISCUSSION.

VISION 2050

En 2050, les organismes et entreprises d'économie sociale en culture, loisir et tourisme sont reconnus comme des piliers incontournables du développement local et régional au Québec. Leur présence dynamique dans toutes les régions renforce l'identité culturelle des communautés, tout en favorisant l'inclusion, l'accessibilité et la participation citoyenne.

Grâce à leur engagement, le patrimoine culturel est préservé, les lieux de création et de diffusion artistiques prospèrent, et les espaces de médiation culturelle permettent à chacun de s'épanouir et de contribuer à la richesse collective.

Le Québec rayonne par une culture vivante et diversifiée, ancrée dans ses territoires et ouverte sur le monde. Cette vitalité culturelle nourrit un profond sentiment d'appartenance et de fierté, tout en stimulant l'innovation et la créativité au cœur de la société québécoise.

SESSION

LA CULTURE, MOTEUR DE VITALITÉ ET PILIER INCONTOURNABLE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL

ANIMATION**MÉLANIE COURTOIS**

CONSEIL DES ARTS
DE MONTRÉAL (CAM)

INTERVENTIONS**ROSALIE CHARTIER
LACOMBE**

PETIT THÉÂTRE DU VIEUX
NORANDA

DOMINIQUE RHEAULT

RÉSEAU CULTURE 360°
ET CRC DU BAS-SAINT-
LAURENT

PATRICK KEARNEY

REGROUPEMENT DES
FESTIVALS RÉGIONAUX
ARTISTIQUES
INDÉPENDANTS (REFRAIN)

BÉATRICE LAVIGNE

CONSEIL QUÉBÉCOIS
DU LOISIR (CQL)



CONTEXTE

Les organismes et entreprises d'économie sociale en culture, loisir et tourisme jouent un rôle fondamental dans la société en contribuant à la cohésion sociale et en étant des vecteurs essentiels de bien-être et de vitalité sur les territoires. Ces entreprises sont ancrées dans leur milieu et répondent à des besoins spécifiques de leurs communautés. Au Québec, la vitalité culturelle des communautés étant un élément majeur dans le dynamisme territorial et la création d'un sentiment d'appartenance fort, le soutien aux organisations culturelles est essentiel pour assurer leur pérennité.

De plus, la valorisation de leurs impacts économiques, sociaux et identitaires apparaît essentielle pour renforcer leur solidité financière et leur capacité d'agir. Au cours des dernières années, le mouvement de l'économie sociale et le milieu culturel ont porté des visions qui présentaient plusieurs similitudes, notamment sur l'importance de valoriser les retombées sociales et économiques de leurs actions sur le bien-être des communautés. Ainsi, le Sommet de l'économie sociale est apparu comme une opportunité exceptionnelle de rapprochement entre les deux écosystèmes.

ENJEUX PRIORITAIRES

Afin de permettre la réalisation de la Vision 2050 élaborée dans le cadre des travaux ayant menés au Sommet de l'économie sociale 2025, le mouvement de l'économie sociale devra orienter ses actions autour des enjeux suivants :

- 1. Un besoin de diversification des revenus et des modèles d'affaires au sein des entreprises d'économie sociale du secteur de la culture.
- 2. Un manque d'outils et de stratégies de financement innovants pour faciliter la résilience des organisations culturelles.
- 3. Un intérêt marqué des acteurs culturels pour des mécanismes de mutualisation équilibrés (infrastructures, financements, gouvernance) permettant de générer des économies d'échelle avec une participation active et structurante des collectivités territoriales.
- 4. Un manque de valorisation de la contribution des acteurs culturels locaux au développement territorial.

ENGAGEMENTS

Le Sommet de l'économie sociale a permis de préciser certaines actions communes au mouvement de l'économie sociale et le milieu culturel. Les inquiétudes soulevées par les participants et participantes ont laissé place à l'espoir de réussir à changer les choses au cours des prochaines années afin de permettre aux organismes culturels de poursuivre leur contribution essentielle à la société québécoise.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Renforcer les fonctions entrepreneuriales des entreprises culturelles en économie sociale de manière à consolider la diversification des modèles économiques et la résilience des organisations artistiques.	Éduquer et outiller sur la pertinence des modèles économiques hybrides en culture. S’inspirer d’initiatives comme le projet Entrepreneuriat Artistique et le reproduire dans d’autres régions. Développer un outil de socio financement spécifiquement dédié à la culture.
Professionaliser la posture philanthropique des organismes culturels afin d'appuyer la diversification de leurs sources de revenus.	Développer les connaissances et compétences professionnelles des organisations sur la philanthropie par des formations et la diffusion d'études de cas. Établir des collaborations avec des partenaires philanthropiques de proximité.
Sensibiliser, informer et éduquer à la mutualisation et aux impacts positifs qui en découlent pour les organismes culturels.	Répertorier les mécanismes et occasions de mutualisation en culture. Faire la démonstration des impacts positifs : économie d'échelle, participation active des parties prenantes. Développer un argumentaire solide sur la mutualisation afin de mieux informer les bailleurs de fonds. S’inspirer de projets de mutualisation comme Avantage numérique, un hub virtuel qui réunit les milieux d'affaires, de la culture et des savoirs (Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec et Ontario francophone).

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Participer à bâtir une culture vivante pour les collectivités afin de renforcer la vitalité territoriale et la démocratie locale.	Poursuivre le développement de salles de diffusion multi-usage en économie sociale, comme la construction du nouveau Théâtre de la Vieille Forge, à Petite-Vallée.
Renforcer le loisir culturel comme vecteur d'accès et de participation à la culture et de bien-être des communautés.	Développer un discours qui reconnaît et valorise le rôle incontournable du loisir culturel dans l'écosystème de la culture et le diffuser auprès des publics pertinents.
Renforcer la synergie entre la culture, le loisir et le tourisme.	S'inspirer de la démarche PASTEL pour poursuivre la mise en place d'actions collectives et concertées dans les secteurs de la culture, du tourisme et du loisir au Québec.

« Le loisir culturel est un acteur essentiel dans la vitalité des communautés et de l'écosystème de la culture, parce qu'il permet d'accroître le bien-être, de procurer du plaisir et de soutenir la créativité en répondant à une diversité de goûts, de besoins, d'aspirations qui transforment le rapport à soi, le rapport aux autres et à l'environnement. »

- **BÉATRICE LAVIGNE**
CONSEIL QUÉBÉCOIS DU LOISIR (CQL)

● FAITS SAILLANTS

2 GRANDS RENDEZ-VOUS VIRTUELS CO-ORGANISÉS AVEC LES PARTENAIRES CULTURELS À L'HIVER 2025 : LES MODÈLES D'AFFAIRES EN ÉCONOMIE SOCIALE DANS LE SECTEUR DE LA CULTURE ET LA DIVERSIFICATION DES REVENUS ET IDENTITÉ ET ANCRAGE TERRITORIAL. PLUS DE 55 ORGANISATIONS ONT PARTICIPÉ AUX ÉCHANGES.

PRÈS DE 200 PERSONNES ONT PARTICIPÉ À LA SESSION PLUS DE 125 PERSONNES ONT VOTÉ SUR LES PRIORITÉS IDENTIFIÉES 9 PERSONNES DU PUBLIC ONT PRIS LA PAROLE AU MICRO

POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d'imaginer un Québec où la culture solidifie le tissu social, nous permet de décrire d'où nous venons, identifier qui nous sommes et imaginer qui nous pourrions devenir. Le mouvement est mobilisé pour agir et, en travaillant avec les partenaires gouvernementaux à tous les niveaux, l'apport de la culture pourra s'amplifier, contribuer à renforcer la démocratie locale et participer à bâtir une économie qui travaille pour nous. Pour ce faire, il est possible de :

Poursuivre les collaborations avec les organisations culturelles et leurs réseaux afin de soutenir les efforts de diversification des revenus et le développement des initiatives de mutualisation visant à pérenniser leurs activités ;

Poursuivre la collaboration avec le ministère du Tourisme du Québec afin de renforcer l'offre culturelle en économie sociale, dans toutes les régions ;

Travailler avec le ministère de la Culture et des Communications, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et le Conseil des arts du Québec (CALQ) afin de garantir un accès équitable au financement et une valorisation de l'impact social et économique des entreprises culturelles de l'économie sociale dans leurs programmes ;

Offrir des formations sur les modèles et particularités de l'entrepreneuriat collectif, en partenariat avec les gouvernements municipaux et provinciaux, afin de mieux faire connaître le potentiel de levier économique et de transformation sociale qu'ils représentent pour les régions du Québec ;

De concert avec la FQM, l'UMQ, le Réseau accès PME et l'APDEQ, offrir des outils aux acteurs de proximité afin que ceux-ci puissent appuyer les initiatives de mutualisation intersectorielles sur leur territoire afin de desservir les populations du Québec ;

Faciliter les collaborations entre l'écosystème de financement dédié à l'économie sociale et les organisations de financement du secteur de la culture ;

Travailler avec le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) pour un meilleur accès aux programmes pour les entreprises culturelles de l'économie sociale.

« Les premiers qui ont cru en nous sont les gens en économie sociale au MEIE, ce sont eux qui nous ont donné la première aide financière.[...] On est convaincu que l'économie sociale et la culture, c'est le mariage parfait pour nous, surtout pour la vitalité des régions, la vitalité des petites municipalités. »

- **PATRICK KEARNEY**
REFRAIN



P.112

P.113



PARTIE II LES ACTES DU SOMMET

VISION 2050

Le mouvement de l'économie sociale contribue aux efforts sociétaux pour accroître l'équité socioéconomique au sein de la population du Québec, notamment pour les femmes, les personnes avec incapacité, les personnes autochtones, les personnes immigrantes, les personnes racisées, les jeunes et les personnes LGBTQ+.

La qualité des emplois offerts dans les entreprises d'économie sociale assurent l'épanouissement et l'amélioration du bien-être des travailleurs et travailleuses au cours de leur participation à la vie active ainsi qu'au moment de leur retraite.

Le travail invisible des femmes et leur contribution essentielle à la société québécoise est reconnue, valorisée et soutenue par la mise en place de services adaptés à leurs besoins et par des mesures visant à diminuer significativement les impacts financiers défavorables de la maternité.

SESSION

LES EMPLOYEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE MOBILISÉS POUR LEUR ÉQUIPE DE TRAVAIL

ANIMATION

BRINTHA KONESHACHANDRA

INSTITUT DE RECHERCHE SUR
L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE
DES IMMIGRANTS (IRIPII)

INTERVENTIONS

PAULINE PICOTIN

AXIA SERVICES

**BENOIST
DE PEYRELONGUE**

LES CUISINES
COLLECTIVES HOCHELAGA-
MAISONNEUVE (CCHM)

RUBEN JIMENEZ

PROPRET

GUILLAUME ROUSSEAU

RENAISSANCE

**ARIANE MARCHAND
LABELLE**

COMITÉ SECTORIEL DE
MAIN D'OEUVRE ÉCONOMIE
SOCIALE ET ACTION DE
L'ACTION COMMUNAUTAIRE
(CSMO-ÉSAC)

CONTEXTE

Les travaux du Sommet sur cette thématique ont fait ressortir les aspirations des personnes qui travaillent en économie sociale ou qui souhaitent y travailler, des représentant.es des jeunes ainsi que des personnes issues de groupes sous-représentés, au regard des conditions de travail en économie sociale.

La primauté des personnes est une valeur fondatrice de l'économie sociale et de ce modèle entrepreneurial et s'exprime tant dans les biens et services offerts que dans la gouvernance.

Dans un contexte où les changements démographiques s'accélèrent et où les entreprises collectives cherchent à se démarquer comme employeurs de choix, il importe de questionner nos pratiques. La primauté des personnes se reflète-t-elle dans les efforts consentis par les employeurs pour la recherche du bien-être et l'épanouissement des membres de leurs équipes de travail? Dans une volonté de transformation du modèle économique, quels gestes concrets devraient être posés pour élever nos pratiques et faire du mouvement de l'économie sociale un modèle à suivre pour toutes les entreprises?

ENJEUX PRIORITAIRES

Différentes études et échanges ont démontré que des barrières à l'inclusion et des freins à l'épanouissement persistent pour la main-d'œuvre de nos organisations. Ces barrières ou freins entraînent des répercussions sur le bien-être des travailleurs, des travailleuses et de leurs familles. Elles vont même jusqu'à créer des iniquités affectant les équipes.

- 1. Les personnes au parcours atypique et les nouveaux citoyens ont encore de la difficulté à entrer sur le marché du travail et progresser en emploi.
- 2. Les personnes issues de groupes sous-représentées peinent parfois à demeurer dans des milieux d'emploi où les enjeux d'inclusion ne sont pas suffisamment ou correctement pris en compte.
- 3. Les travailleurs et travailleuses n'ont pas accès à des véhicules d'épargne pour leur retraite affectant ainsi leur trajectoire financière.

ENGAGEMENTS

Afin de poursuivre leur engagement vers une société plus juste et inclusive, plusieurs entreprises et organisations de l'économie sociale se sont engagées à améliorer leurs pratiques de gestion pour avoir des milieux de travail accueillants et vecteurs de changement dans la transformation de la société québécoise. Ainsi, malgré les nombreux défis et les inégalités persistantes, les 250 personnes qui ont participé aux échanges lors du Sommet de l'économie sociale ont partagé leurs espoirs et leur envie de mettre leurs forces à contribution pour mettre en œuvre les actions prioritaires.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Améliorer les pratiques de gestion et les politiques internes des organisations pour favoriser l'inclusion.	Réaliser des diagnostics organisationnels et des activités de sensibilisation sur les biais inconscients et les pratiques de communication inclusive.
Offrir un appui pour la progression professionnelle des employées et employés.	Offrir du mentorat.
Intégrer des personnes ayant un peu plus de difficulté à accéder au marché du travail.	Créer des partenariats avec les entreprises d'insertion et les entreprises adaptées qui ont déjà une expertise dans l'intégration de personnes sous-représentées ou éloignées du marché du travail. Développer des opportunités de stage et permettre des aménagements pour le travail en fonction des besoins spécifiques de chaque personne.
Développer des moyens autres que le salaire pour améliorer les conditions de travail et la sécurité financière des travailleuses et travailleurs.	Offrir un véhicule d'épargne-retraite, de la formation en littératie financière, des avantages sociaux flexibles pour mieux prendre en compte la diversité des réalités personnelles et familiales. Établir des partenariats avec d'autres organisations afin de faire bénéficier les travailleurs et travailleuses de services à moindre coûts.

« C’est par de petits gestes au quotidien qu’on réussit à créer un sentiment d’inclusion dans nos organisations et c’est donc à la portée de tous de pouvoir faire la différence dans la vie des gens. »

- **GUILLAUME ROUSSEAU**
RENAISSANCE

« Diversifier, ce n’est pas juste recruter (..) L’inclusion de la diversité, ça permet d’élargir les perspectives, d’innover et d’être plus créatif dans les entreprises. Il faut donc mettre en place des processus dans toutes les sphères des organisations : dans les directions, les CA, à l’interne, autant pour l’accueil, les premiers mois mais également pour soutenir la gestion de la progression de carrière »

- **BRINTHA KONESHACHANDRA**
IRIPII

SESSION

LES FEMMES AU CŒUR D’UNE LOGIQUE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE ET ÉGALITAIRE

ANIMATION

ANDRÉA RENAUD
SOLLIO GROUPE COOPÉRATIF

INTERVENTIONS

MAUDE BROSSARD-SABOURIN
CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE

ASTRID HÉDOU
COMITÉ SECTORIEL DE MAIN D’OEUVRE ÉCONOMIE SOCIALE ET ACTION DE L’ACTION COMMUNAUTAIRE (CSMO-ÉSAC)

ÉMILIE BOUCHARD
TABLE DE CONCERTATION DES ORGANISATIONS AU SERVICE DES PERSONNES RÉFUGIÉES ET IMMIGRANTES (TCRI)

ÉLIZABETH BROSSEAU
LIGNE D’ARRIVÉE

CONTEXTE

À la suite du Sommet de l’économie et l’emploi, en 1996, sont nées plusieurs grandes politiques publiques qui ont permis d’améliorer la situation économique des femmes, dont la création d’un réseau de centres de la petite enfance, subventionné et accessible. Le déploiement de ce réseau d’entreprises d’économie sociale a représenté un point marquant dans le retour au travail des femmes québécoises. Trente ans plus tard, groupes de défense des droits et groupes de femmes, centrales syndicales, chercheuses et mouvement de l’économie sociale se questionnent sur l’état de la situation en matière d’égalité des genres au Québec.

La trajectoire économique des femmes mise en lumière par les partenaires documente quatre événements de vie susceptibles d’affecter la situation économique des femmes québécoises : l’entrée sur le marché du travail, la parentalité, la proche aidance et la retraite. Cette trajectoire permet également de faire ressortir les réalités du travail visible et invisible réalisé par les femmes au sein de la société québécoise et leur apport important à l’économie.

ENJEUX PRIORITAIRES

Les femmes vivent plusieurs situations d’iniquités économiques au cours de leur vie. Celles-ci se cumulent et créent des écarts de revenus significatifs en fin de carrière et à la retraite. Ces iniquités sont encore plus significatives lorsque la personne appartient à un groupe sous-représenté. Certains enjeux bien documentés contribuent à ces iniquités qui subsistent toujours entre les hommes et les femmes au Québec :

1. Bien que plus diplômées, les femmes sont contraintes à occuper des postes parmi les métiers et professions les moins rémunérés ;
2. Le poids de la parentalité, notamment la grossesse et l’interruption de carrière à la naissance des enfants, affectent significativement le revenu des femmes ;
3. La proche aidance engendre des réductions voire des interruptions de revenus qui pénalisent le capital économique des femmes ;
4. Le système économique actuel est à la source d’inégalités qui affectent plusieurs groupes, notamment les femmes.

ENGAGEMENTS

Le Sommet a été une occasion de rappeler les engagements du mouvement de l'économie sociale à contribuer à une société plus juste, plus équitable. Malgré le chemin parcouru au cours des dernières décennies, la trajectoire économique des femmes demeure ponctuée d'événements susceptibles d'engendrer des inégalités économiques qui perdureront dans le temps. Les 200 participantes et participants rassemblés autour de cette grande réflexion ont permis de renouveler l'engagement du mouvement sur la question des inégalités économiques au sein de la société québécoise et de rétablir des collaborations actives avec les groupes de défense de droits et les groupes de femmes.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Poursuivre les travaux sur la trajectoire économique des femmes, de manière à faire la démonstration de son impact sur l'augmentation des iniquités socioéconomiques.	Élargir la concertation qui a mené à la mise en lumière de la trajectoire économique des femmes. Bonifier les données de la trajectoire économique des femmes : élargir à d'autres événements de vie, créer des trajectoires spécifiques à divers groupes de femmes sous-représentées.
Sensibiliser un plus grand nombre d'acteurs en économie sociale et hors économie sociale à la trajectoire économique des femmes.	Élaborer une stratégie de diffusion concertée afin de rejoindre différents réseaux et milieux, notamment lors d'événements ou de rassemblements.
Poursuivre le travail sur les facteurs qui affectent l'autonomie et l'appauvrissement des femmes. Documenter les meilleures pratiques pour alléger la charge mentale des femmes. Documenter les solutions portées par l'économie sociale qui soutiennent l'autonomie économique des femmes.	Établir une stratégie de concertation et de maillage entre l'économie sociale et les mouvements et organisations féministes. Collaborer avec les organisations ayant une expertise en la matière pour identifier des moyens à prioriser et à développer pour réduire l'appauvrissement des femmes.
Développer une politique basée sur les principes de la trajectoire économique des femmes.	Se doter d'un plan d'action pour concrétiser le développement de cette politique.

POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d’imaginer un Québec où les entreprises d’économie sociale participent pleinement à réduire les inégalités économiques grâce à la propriété collective, au réinvestissement des surplus au sein des collectivités et à une gouvernance démocratique qui appuie l’inclusion de perspectives diversifiées, à l’image de notre société et des communautés qui la composent. Par le fait même, les entreprises d’économie sociale génèrent des emplois dans des milieux de travail sécuritaires qui permettent l’épanouissement de toutes et tous.

Pour accélérer le déploiement des engagements du mouvement, il serait souhaitable de :	Pour améliorer la trajectoire économique des femmes, il devient essentiel de :
Travailler avec le ministère du Travail afin d'accroître le financement du Fonds de développement du marché du travail pour appuyer le développement des entreprises adaptées et des entreprises d'insertion en réponse aux besoins des communautés partout au Québec.	Collaborer avec une diversité d'acteurs pour exiger une réflexion en profondeur par Retraite Québec, Revenu Québec et Revenu Canada des mesures et programmes gouvernementaux susceptibles d'accroître les inégalités socioéconomiques.
Travailler avec Services Québec afin de garantir le financement de la formation au sein des entreprises d'économie sociale dans l'objectif d'améliorer les pratiques d'affaires et le développement d'expertises au sein du mouvement de l'économie sociale.	Poursuivre le développement des services permettant de contribuer à une réduction des inégalités socioéconomiques entre les hommes et les femmes par des investissements accrus du ministère de la Famille et du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le réseau des CPE, le soutien à la proche aideance, l'adaptation des milieux de vie pour personnes âgées et l'offre de services destinés aux personnes en situation de handicap et leur famille.
Travailler avec le ministère du Travail et Emploi-Québec pour l'amélioration des conditions d'intégration des personnes immigrantes et des personnes plus éloignées du marché du travail.	

« Cette trajectoire est basée sur des données moyennes au Québec qui intègrent des réalités qui touchent différemment les femmes selon leur appartenance ou non à un ou des groupes sous-représentés (...) Ces données moyennes ne reflètent pas la trajectoire économique de toutes les femmes. Dépendamment de leur appartenance à un ou plusieurs groupes sous-représentés, les personnes peuvent vivre des réalités différentes des moyennes présentées dans cette trajectoire. »

- ÉLIZABETH BROUSSEAU
LIGNE D'ARRIVÉE



● FAITS SAILLANTS

3 ÉVÉNEMENTS VIRTUELS ONT RÉUNI
UNE CINQUANTAINES D'ORGANISATIONS
EN PRÉPARATION DU SOMMET DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE

PLUS DE 20 PERSONNES ONT PRIS
LA PAROLE DANS LE PUBLIC LORS DE
LA SESSION LES FEMMES AU CŒUR
D'UNE LOGIQUE ÉCONOMIQUE
INCLUSIVE ET ÉGALITAIRE

LORS DES 2 SESSIONS, LES
PARTICIPANTS SONT RESSORTIS AVEC
FORCE ET ESPOIR MALGRÉ LES DÉFIS
ET LES INÉGALITÉS PERSISTANTES



P. 122

P. 123

PARTIE II LES ACTES DU SOMMET

VISION 2050

L'entrepreneuriat collectif est largement reconnu par la population et par l'administration publique comme véhicule privilégié pour répondre à des besoins dans les communautés.

Les personnes désireuses de se lancer en affaires sont plus nombreuses à considérer l'entrepreneuriat collectif puisque les spécificités de l'économie sociale sont intégrées aux cursus scolaires et académiques et facilement accessibles dans les services d'accompagnement spécialisé partout au Québec.

Les entreprises collectives ont les outils nécessaires pour leur permettre d'innover et de répondre davantage aux besoins des collectivités dans toutes les régions du Québec et de réinvestir démocratiquement les surplus dans les communautés.

L'économie québécoise est plus résiliente grâce à la forte présence d'entreprises d'économie sociale partout sur le territoire, qui contribuent au maintien des emplois dans les collectivités et à la création de richesses dans les communautés en renforçant le contrôle collectif par les acteurs locaux.

SESSION

UN ÉCOSYSTÈME MOBILISÉ
POUR L'ÉMERGENCE
DES PROJETS COLLECTIFS

ANIMATION

MARIE-PIER GARNEAU
ET GABRIELLE B. LE SCLEUR

CONVERGENCE COOP

INTERVENTIONS

JOHANNE LAVOIE
CONSEIL QUÉBÉCOIS
DE LA COOPÉRATION
ET DE LA MUTUALITÉ
(CQCM)

PHILIPPE BEAUDOIN
COMITÉ SECTORIEL
DE MAIN D'OEUVRE
ÉCONOMIE SOCIALE ET
ACTION COMMUNAUTAIRE
(CSMO-ESAC)

**DIDIER KAZADI
MUAMBA**
RÉSEAU
D'INVESTISSEMENT
SOCIAL DU QUÉBEC
(RISQ)

DAVID MILJOUR
RÉSEAU DES PÔLES
D'ÉCONOMIE SOCIALE

EVAN MURRAY
COOPÉRATIVE DE
DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL DU QUÉBEC
(CDRQ)

BÉATRICE ALAIN
CHANTIER DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE

GENEVIÈVE HUOT
TERRITOIRES
INNOVANTS EN
ÉCONOMIE SOCIALE ET
SOLIDAIRE (TIESS)

CLAIRE BOLDUC
FÉDÉRATION
QUÉBÉCOISE DES
MUNICIPALITÉS (FQM)

JULIEN GAGNON
LA SEICHE

**JEAN-PHILIPPE
VERMETTE**
FONCIER SOLIDAIRE
BROME-MISSISQUOI

CONTEXTE

Au cours des dix prochaines années, le Québec sera témoin d’une vague très importante de fermetures d’entreprises. Cette pression sur notre économie, couplée à une baisse de la proportion de Québécoises et de Québécois désirant de se lancer en affaires, pourrait mener à d’importantes pertes d’emploi et avoir des répercussions financières majeures dans l’économie du Québec. Il est donc crucial que la relève entrepreneuriale ainsi que les entreprises existantes soient préparées à se développer, à reprendre ces entreprises et à en créer de nouvelles.

Par ailleurs, l’idée de faire croître la proportion d’entreprises québécoises qui appartiennent à l’économie sociale (environ 6 % actuellement) est une stratégie gagnante et dans l’intérêt commun, en particulier dans un contexte de vieillissement de la population, de croissance des inégalités sociales et d’accélération des effets des changements climatiques.

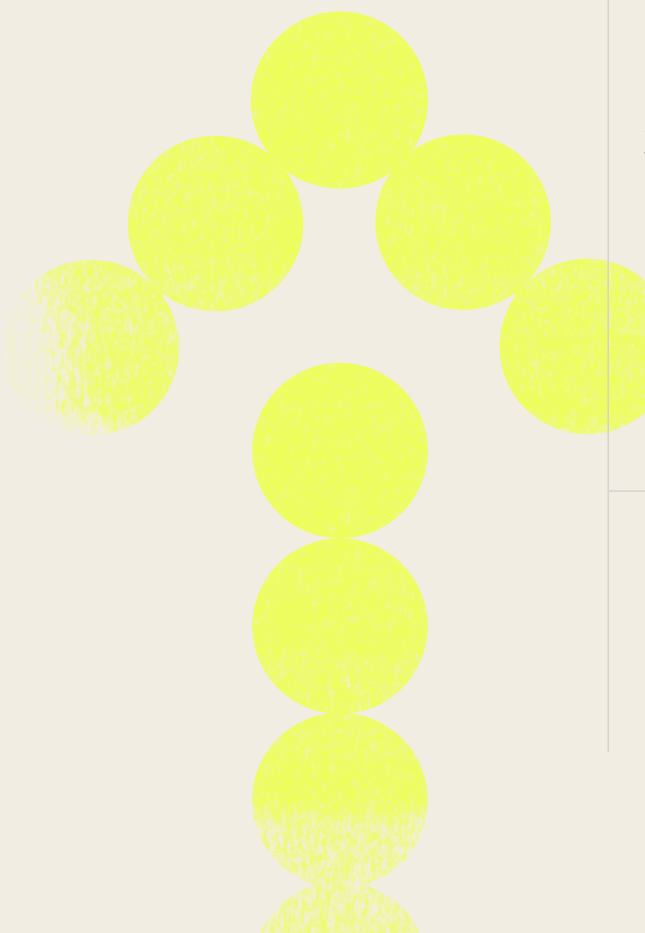
ENJEUX PRIORITAIRES

Pour réaliser la Vision 2050, l’écosystème de soutien et d’accompagnement en économie sociale du Québec ont priorisé quatre enjeux sur lesquels agir :

- 1. La stimulation de la relève entrepreneuriale par le développement de connaissances et de compétences chez les jeunes, les acteurs locaux et les nouveaux gestionnaires d’entreprises d’économie sociale.
- 2. Le renforcement de l’écosystème d’accompagnement.
- 3. Le développement de mesures financières adaptées, notamment pour l’accélération des phases de développement de projets jusqu’au démarrage.
- 4. Le développement de stratégies axées sur le repreneuriat collectif comme accélérateur d’émergence ou de développement des entreprises d’économie sociale.

ENGAGEMENTS

Lors du Sommet de l’économie sociale, plus de 250 personnes étaient réunies pour prioriser les engagements du mouvement pour stimuler, favoriser et faciliter la relève entrepreneuriale. L’ensemble des partenaires présents ont démontré une volonté partagée de déployer une diversité de moyens pour résoudre les enjeux identifiés par le mouvement de l’économie sociale.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
 Stimuler la relève via le développement de connaissances et de compétences.	Actuellement composé de participants et de participantes provenant de différents secteurs du mouvement coopératif et mutualiste ainsi que des secteurs privé et académique, élargir l’accès au groupe de travail en éducation à l’ensemble de l’économie sociale. PAR LE CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ (CQCM)
	Renforcer la formation et le développement des compétences en économie sociale dans les territoires, en misant sur des collaborations structurantes. Appuyer le partage des savoirs sur des thématiques clés : telles le repreneuriat collectif, la commercialisation, la mutualisation, etc. Favoriser l’émergence et la diffusion des savoirs issus des territoires, en soutenant les dynamiques locales de partage d’expertise et en outillant les communautés pour qu’elles deviennent actrices de leur propre développement.
	PAR LES PÔLES RÉGIONAUX D’ÉCONOMIE SOCIALE
	Développer une escouade d’appropriation de connaissances, un ensemble d’activités basées sur les champs d’expertise, les outils déjà produits et à développer du TIESS. PAR TERRITOIRE INNOVANT EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (TIESS)

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Stimuler la relève via le développement de connaissances et de compétences.	Développer une escouade d’appropriation de connaissances, un ensemble d’activités basées sur les champs d’expertise, les outils déjà produits et à développer du TIESS. PAR TERRITOIRE INNOVANT EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (TIESS)
	Développer une suite de la formation « Accompagnement spécialisé en économie sociale », destiné aux acteurs d’accompagnement. PAR LE CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE, LE CQCM ET LE COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D’OEUVRE EN ÉCONOMIE SOCIALE ET ACTION COMMUNAUTAIRE (CSMO-ÉSAC)
	Mettre à la disposition du Chantier de l’économie sociale le contenu de la formation « Gestion des coopératives et des mutuelles : au cœur d’un mouvement » afin de l’adapter pour l’ensemble de l’écosystème de l’économie sociale. PAR LE CQCM, LE REGROUPEMENT INTERUNIVERSITAIRE DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ, LE CSMO-ÉSAC ET LE CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE
	Parfaire la connaissance de l’écosystème de l’économie sociale auprès de ses 1 060 municipalités et MRC membres, incluant les organismes délégataires, renforçant ainsi les relations partenariales entre le milieu municipal et les acteurs de soutien de l’économie sociale. PAR LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM)

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Renforcer l’écosystème d’accompagnement.	Promouvoir un écosystème d’accompagnement en économie sociale visible, accessible et mobilisé, à l’écoute des territoires. Encourager l’engagement actif des partenaires dans l’accompagnement de projets structurants, en soutenant des démarches d’innovation territoriale. Définir des objectifs communs et adaptables, pour aligner les interventions, partager les apprentissages et maximiser l’impact sur l’ensemble des régions. Offrir un accompagnement fluide et cohérent aux entrepreneurs collectifs, en s’appuyant sur la complémentarité des expertises. PAR LES PÔLES RÉGIONAUX D’ÉCONOMIE SOCIALE ET LA COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU QUÉBEC (CDRQ)
	Développer un fonds d’appui non-remboursable destiné à un.e des membres de l’équipe afin que cette personne puisse s’investir sans contrainte à l’accélération du projet vers le démarrage de l’entreprise. PAR LE RÉSEAU D’INVESTISSEMENT SOCIALE DU QUÉBEC (RISQ) ET LE CHANTIER DE L’ÉCONOMIE SOCIALE



ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT

MOYENS PRIVILÉGIÉS

Miser sur le repreunariat collectif comme accélérateur d'émergence ou de développement des entreprises.

Structurer une offre d'accompagnement cohérente et complète en matière de entrepreneuriat collectif en :

- Misant sur la complémentarité des expertises, la réduction des ruptures de parcours et le renforcement des capacités d'intervention locales pour accélérer les transferts en mode collectif.
- Faisant de la sensibilisation auprès des intervenants et des décideurs pour valoriser le repreunariat par la communauté, les travailleurs et les fournisseurs.

PAR LA COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU QUÉBEC (CDRQ)

Faire la promotion de l'entrepreneuriat et du repreunariat collectif dans les activités de la Fédération des municipalités du Québec, notamment dans leur programmation annuelle de formations et de conférences, incluant le Rendez-vous national du développement local.

PAR LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM)



« La relève en entrepreneuriat est là. Pas de patron, co-crée ensemble, c'est exactement ce qu'ils [les potentiels entrepreneurs] rêvent de faire. Il faut leur offrir les ressources pour qu'ils puissent se lancer dans ces rêves-là. »

- JULIEN GAGNON
ENTREPRENEUR, LA SEICHE

SESSION

L'INNOVATION SOCIALE,
UN TREMLIN VERS
L'AVENIR

ANIMATION

LYNN O'CAIN

VILLE DE SHAWINIGAN

INTERVENTIONS

SONIA TELLO ROZAS

CENTRE DE RECHERCHE
SUR LES INNOVATIONS
SOCIALES (CRISES)

PASCAL GRENIER

SILLONS

ÉLISE TANGUAY

UTILE

JEAN ROBITAILLE

PAX HABITAT

ÉLIOT BARBERGER

THERRIEN COUTURE
JOLICOEUR (TCJ)

CAMILLE BEAUDOIN

AUTORITÉ DES MARCHÉS
FINANCIERS (AMF)

CATHERINE AUCLAIR

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE
DES COOPÉRATIVES
FUNÉRAIRES (FQCF)

THOMAS BASTIEN

ASSOCIATION POUR LA
SANTÉ PUBLIQUE DU
QUÉBEC (ASPO)

GENEVIÈVE HUOT

TERRITOIRES INNOVANTS
EN ÉCONOMIE SOCIALE ET
SOLIDAIRE (TIESS)

CONTEXTE

L'innovation sociale désigne des initiatives transformant les relations sociales et les cadres d'action pour répondre à des besoins émergents. Ancrée dans les rapports sociaux, elle génère parfois des tensions, mais favorise des changements sociétaux profonds.

Face aux crises multiples, l'innovation sociale propose des solutions durables et inclusives, testées localement avant d'être déployées plus largement. Elle permet donc des réponses nouvelles à des enjeux collectifs, mais aussi la transformation de pratiques établies dans des secteurs tels que le logement, l'alimentation ou la mobilité, en intégrant des principes de justice sociale et d'écologie.

L'économie sociale est un moteur clé de l'innovation sociale. Combinant démocratie économique, finalité sociale et ancrage territorial, elle permet aux communautés de développer des réponses appropriées à leurs besoins et à leurs aspirations et, ainsi, renforcer la résilience des territoires. Ensemble, l'économie sociale et l'innovation sociale participent à une transition sociale et écologique indispensable. Pourtant, l'écosystème d'accompagnement dédié à l'économie sociale est peu aux faits des freins à l'innovation sociale et des mesures susceptibles de soutenir les citoyens et citoyennes, les entreprises d'économie sociale et les réseaux d'entreprises dans leurs innovations. De la même manière, les pouvoirs publics saisissent encore mal les retombées positives de l'innovation sociale sur les collectivités locales et la société québécoise.

ENJEUX
PRIORITAIRES

Pour améliorer la situation et générer de nouveaux leviers pour l'innovation sociale, certains enjeux prioritaires ressortent :

1. La multiplicité des perspectives et compréhensions divergentes sur les fondements de l'innovation sociale parmi les acteurs et partenaires de l'économie sociale.
2. Le manque d'intégration et de cohésion des ressources de soutien à l'innovation sociale et les arrimages insuffisants avec le mouvement de l'économie sociale.
3. La nécessité de recourir aux innovations sociales pour réaliser la transition sociale et écologique au cours des prochaines années.

ENGAGEMENTS

Poussés par la curiosité, plus d’une centaine de partenaires se sont joints à la conversation sur l’innovation sociale afin d’en apprendre davantage sur les formes de l’innovation sociale et les liens étroits qu’elle entretient avec l’économie sociale.

ACTIONS PRIORITAIRES ET ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT	MOYENS PRIVILÉGIÉS
Soutenir l’innovation sociale et les enjeux de financement pour la pérennisation et la mise à l’échelle des innovations sociales.	Améliorer les conditions de financement des innovations sociales telles que : le manque de financement, la reddition de compte mal adaptée au contexte de l’innovation sociale, la temporalité des sources de financement qui est trop restreinte.
Renforcer les capacités de l’écosystème d’accompagnement et de soutien à l’innovation sociale ainsi que celles des entreprises d’économie sociale désireuses d’innover.	Développer de la formation et d’autres types de contenu éducatifs destinés à ces publics.
Valoriser davantage l’innovation sociale.	Mettre en place de meilleurs mécanismes d’évaluation, de mesure d’impact, ainsi qu’en créant des liens entre les organisations qui œuvrent au sein de l’écosystème de soutien à l’innovation sociale pour favoriser les synergies et éviter les doublons d’efforts.
Faciliter l’émergence d’innovations sociales.	Développer les relations avec les pouvoirs publics pour permettre des changements législatifs, réglementaires et fiscaux dans le but de créer des leviers et retirer des freins pour les entreprises d’économie sociale innovantes.

POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Il est possible d’imaginer un Québec où l’entrepreneuriat collectif est florissant : des entreprises collectives émergent pour répondre aux besoins des territoires et des nouvelles générations et le repreunariat collectif est une solution priorisée par les entrepreneurs pour éviter la fermeture des entreprises québécoises.

Après plusieurs décennies de développement, l’écosystème de l’économie sociale québécois atteint maintenant sa maturité. Plusieurs expertises se sont développées afin de soutenir l’émergence des entreprises d’économie sociale, mais aussi leur croissance. En travaillant avec les partenaires gouvernementaux de tous les niveaux, nous avons les moyens d’assurer la vitalité des milieux en favorisant une culture d’innovation et d’entrepreneuriat collectif au sein de communautés locales.

Pour ce faire, il est possible de :

Créer des fonds d’acquisition sectoriel pour accélérer et faciliter la reprise d’entreprise, en collaboration avec des bailleurs de fonds privés, le ministère de l’Économie, de l’Innovation et de l’Énergie (MEIE) et les ministères concernés.	Assurer, en accord avec les engagements du ministre responsable de l’économie sociale lors du Sommet, une meilleure cohésion entre la direction de l’économie sociale et la direction en innovation du MEIE.
Créer, en collaboration avec le MEIE, des formations à la préparation d’acquisition pour les entreprises collectives intéressées à faire de l’acquisition et la consolidation de secteurs d’activités.	Travailler avec le MEIE afin qu’il finance l’innovation sociale à la hauteur des impacts économiques et sociaux générés, dans une mesure équivalente au soutien déployé à l’innovation technologique.

« Ce qui fait le succès de l'innovation sociale, c'est son adoption, et cela peut prendre du temps avant que l'on puisse observer une transformation sociale. Il faut que la reddition de compte des financements y soit adaptée. »

- **PASCAL GRENIER**
SILLONS

« L'innovation sociale était la posture adoptée par les Complices alimentaires. 5 MRC ont décidé de travailler ensemble. Cela prend des agents de changement capables de se remettre en question. On part d'une posture traditionnelle à une posture d'innovation et cela exige de prendre le temps d'avoir une rétroaction et de former les gens, le milieu. »

- **NATHALIE COLIN**
COMPLICES ALIMENTAIRES

● FAITS SAILLANTS

PLUS DE 25 ORGANISATIONS IMPLIQUÉES DANS L'ORGANISATION DE CES SESSIONS

PLUS DE 15 RENCONTRES PRÉPARATOIRES EN VUE DE CES 2 SESSIONS SUR LA THÉMATIQUE DE LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE

17 RENCONTRES DANS 8 RÉGIONS DANS LE CADRE D'UNE TOURNÉE D'ÉCOUTE SUR L'INNOVATION SOCIALE PORTÉE PAR SILLONS

AU SOMMET, 19 PERSONNES ONT PRIS LA PAROLE SUR LA SCÈNE

24 PERSONNES DU PUBLIC SE SONT PRONONCÉES AU MICRO ET PLUS DE 150 PERSONNES PARTICIPANTES ONT VOTÉ EN LIGNE SUR LES PROPOSITIONS AVANCÉES



SESSION

LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE SON ÉVOLUTION

ANIMATION

SONIA TELLA ROZAS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
À MONTRÉAL

MARIE-LAURE DIOH
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
EN OUTAOUAIS

INTERVENTIONS

ANNIE CAMUS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
À MONTRÉAL

**DAN FURUKAWA
MARQUES**
UNIVERSITÉ LAVAL

**MOUHAMADOU
SANNI YAYA**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
À RIMOUSKI

ISABELLE MARCHAND
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
EN OUTAOUAIS

CONTEXTE

L'économie sociale est une réponse aux besoins des communautés et porte les aspirations de transformation des citoyennes et citoyens. Elle favorise l'émergence de l'innovation et offre aux chercheurs et aux chercheuses une diversité de sujets d'études et de réflexions. De la même manière, la recherche fait partie intégrante d'une économie sociale forte et transformatrice, dont les retombées sociales sont mesurées et valorisées.

CONTEXTE

Les entreprises collectives bénéficient de la recherche-action pour innover et améliorer leurs pratiques en continu. Ainsi, l'arrimage entre le mouvement de l'économie sociale et le milieu de la recherche est incontournable et a permis à un nouveau réseau de recherche de voir le jour en 2024. Le Réseau de recherche en économie sociale et solidaire (RRESS) accueille notamment 32 cochercheurs et cochercheuses provenant de 10 institutions universitaires et de 3 établissements collégiaux du Québec et s'intéresse aux enjeux de l'économie sociale et solidaire.

Le RRESS vise à améliorer les retombées de l'économie sociale par la documentation des meilleures pratiques, mais aussi l'arrimage entre les recherches et les besoins de connaissances des milieux. Par le biais de quatre grands axes de recherche, le RRESS poursuivra les collaborations entre le milieu de la recherche et les acteurs du milieu de l'économie sociale. Le Sommet de l'économie sociale, dont les travaux portaient sur huit thématiques principales et deux axes transversaux, était une occasion unique d'échanger autour des enjeux et des défis rencontrés sur le terrain, mais aussi sur les pistes de solution et les orientations de travail pour les prochaines années.

Ainsi, les chercheurs et chercheuses partenaires ont été conviés à l'organisation d'une session de travail sur le thème de la recherche afin de rappeler aux participants et aux participantes du Sommet les liens étroits qui se sont créés au fil des décennies entre la recherche et l'économie sociale.



QUELQUES EXEMPLES DU RÔLE DE LA RECHERCHE

« **La recherche peut nous permettre de se comparer et de s’inspirer.** Par exemple, à Barcelone, il y a un réseau d’espaces communautaires qui ressemble au Bâtiment 7. Il regroupe 85 initiatives qui comprennent : un centre d’accueil pour immigrants, des coops de travail, des écoles, des jardins communautaires, des logements sociaux, etc. Ce projet a été rendu possible grâce à des politiques publiques qui ont permis l’essor de ces initiatives et qui sont ancrées dans une volonté de décentraliser. »

- **DAN FURUKAWA MARQUES**

« **La recherche permet de défendre et légitimer une gouvernance incarnée plutôt que legaliste.** Par exemple, les travaux que nous menons nous ont permis d’aider des partenaires en loisir à se doter d’un code de gouvernance, d’orienter d’autres acteurs dans le design de leur gouvernance et participation citoyenne ou encore de favoriser une vie associative qui permet aux milieux de pratique d’agir sur leurs freins et la mobilisation. »

- **ANNIE CAMUS**

« **Les travaux de recherche favorisent l’inclusion** des personnes âgées en tant que citoyennes à part entière. Il faut pallier à l’invisibilité des personnes âgées dans les différentes sphères, dispositifs, territoires, communautés locales. C’est ce que nous essayons de faire avec le laboratoire vivant Maillage. »

- **ISABELLE MARCHAND**

L’équité, la diversité et l’inclusion (ÉDI) fait généralement référence aux communautés historiquement défavorisées alors que **les recherches démontrent que l’ÉDI concerne tout le monde.** Un exemple précis : on vieillit tous. Tout le monde est susceptible d’avoir des besoins particuliers d’accessibilité. Donc l’ÉDI nous permet d’être inclusif en permettant à chaque personne de vivre sa singularité.

- **MOUHAMADOU SANI YAYA**

COMMENT AUGMENTER LES RETOMBÉES DE L’ÉCONOMIE SOCIALE GRÂCE À LA RECHERCHE ?

Comment applique-t-on la recherche à la réalité du nord du Québec ?

- **AUDE ROKOSZ**
PÔLE JAMÉSIEEN D’ÉCONOMIE SOCIALE

L’économie sociale, c’est théorique, intellectuel. Comment fait-on pour transférer de l’intellectuel au plus concret ?

- **MARIE-GABRIELLE LAVOIE**
CONSEIL D’ÉCONOMIE SOCIALE
DE L’ÎLE DE MONTRÉAL (CÉSIM)

Il faut démystifier quels sont les impacts de l’économie sociale, car c’est la meilleure façon de répondre à des enjeux d’actualité auxquels sont confrontés les villes.

- **CATHERINE DROUIN**
VILLE DE MONT-TREMBLANT

DES PERSPECTIVES D’AVENIR POUR L’ÉCONOMIE SOCIALE

« La question des luttes sociales et conflits est souvent écartée au Québec. Le rapport à l’État est différent ailleurs. C’est une lutte politique d’abord et avant tout. Il faut proposer un modèle différent... il faut vraiment prendre la place, gruger les capitaux qui sont alloués, aller chercher des parts de marché du privé. Aller conquérir l’économie dominante... au Québec on a un peu peur de cette confrontation-là »

- **DAN FURUKAWA MARQUES**

« Tous les travaux de recherche viennent nourrir la pratique. Il faut se donner un langage commun. Ne pas parler entre convertis, mais plus largement. (...) On aura tout intérêt à investir en alliance avec la recherche et à s’outiller sur la gouvernance démocratique dans tout ce qu’elle peut déployer d’inclusion, de participation, de reprise de pouvoir »

- **ANNIE CAMUS**

« Il faut continuer à renforcer le pouvoir d’action des entreprises d’économie sociale et d’agir sur les réalités locales et territoriales. Se doter de politiques, de moyens et de ressources pour aider les porteurs de projets. Ils sont débordés, saturés, leur financement est précaire, il faut sortir de ces logiques pour développer et ensuite on pourra assurer une mise à l’échelle »

- **ISABELLE MARCHAND**

« Pour qu’un plan en équité, diversité et inclusion puisse fonctionner efficacement il faut inclure tout le monde et que les idées proposées viennent de l’organisation. Le 1^{er} pas est de faire un diagnostic organisationnel, car les réalités ne sont pas les mêmes d’une organisation à l’autre. Si on veut un résultat positif, il faut que la haute direction soit impliquée et avoir des indicateurs pour mesurer si ça fonctionne. »

- **MOUHAMADOU SANI YAYA**

● FAITS SAILLANTS



AOÛT 2024: UNE QUARANTAINE DE CHERCHEURS ASSISTENT À UNE RENCONTRE VIRTUELLE SUR LES TRAVAUX DU SOMMET DE L’ÉCONOMIE SOCIALE

13 MAI 2025: ÉVÉNEMENT RÉUNISSANT LES MEMBRES DU RÉSEAU DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE À MONTRÉAL

Au Sommet, une cinquantaine de chercheurs et chercheuses ont participé aux échanges sur les différentes thématiques ; 8 projets retenus pour le colloque international du CRISES sont également illustrés sur le site pour faire le lien entre les communications scientifiques et les thématiques du Sommet.



Bonjour tout le monde, je m'appelle Lylou Sehili, je suis co-présidente de l'Aile jeunesse du Chantier de l'économie sociale depuis maintenant 2 ans. On en a tellement parlé de ce Sommet et ça y est, il tire déjà à sa fin ! Les deux ans de travaux préparatoires auront été, pour moi, l'occasion de creuser certaines réflexions sur le mouvement.

Le mouvement de l'économie sociale, c'est plus que juste la somme des entreprises qui adoptent ce modèle. C'est ce petit quelque chose en plus, le liant, le truc qui anime l'écosystème, qui lui donne du rythme, qui lui offre une direction. La consistance du mouvement ne vient pas de la similarité entre nos structures juridiques, mais de la conviction qu'il faut démarchandiser les besoins essentiels.

LYLOU SEHILI

COPRÉSIDENTE DE L'AILE
JEUNESSE DU CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

CE QUI NOUS LIE, C'EST LE PROJET POLITIQUE QU'ON PORTE ENSEMBLE.

La cible de 20 % de logements hors marché, ce n'est pas une fin en soi. C'est une prise de position qui vient dire que c'est absurde de devoir s'endetter pour avoir le droit de se loger, de se nourrir, de se chauffer, de se soigner ; et encore plus absurde que des gens s'enrichissent là-dessus.

NOTRE PROJET POLITIQUE EN EST UN DE DÉMARCHAN- DISATION DE LA VIE.

Ça a toujours été ça, il est simplement venu le temps de l'assumer. Parce qu'il est beau, il est terriblement beau ce projet et que c'est le seul horizon vraiment désirable. Hier, en plénière, Caroline Senneville nous disait que les jeunes cherchent un sens à leur travail, j'ai envie de dire oui, mais pas que ça. Je l'ai dit à l'assemblée générale du Chantier, mais je le redis ici : on est surtout à la recherche d'une contre-tendance forte, assumée, inspirante et ambitieuse.

Pendant le Sommet, je ne sais pas combien de fois j'ai entendu parler de « logique économique dominante » pour désigner le capitalisme, ou combien de personnes ont parlé d'un « vent de droite » en faisant référence au fascisme qui s'installe, sans jamais mentionner ni l'un ni l'autre. On n'ose pas dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas. On a de la difficulté à nommer clairement nos ambitions sans faire de détour. Notre vision, notre projet, c'est la démarchandisation. On n'est ni les seul·e·s, ni les premiers·ères à lutter pour ça. On a énormément d'allié·e·s qui ont le même projet que nous au sein des mouvements sociaux et il faut qu'on commence ou qu'on recommence à se voir comme faisant partie du même mouvement, avec des ambitions communes.

Plus concrètement, je suis allée à la session sur l'environnement, et c'est génial tout ce qu'on fait déjà : recyclage, réemploi, réinsertion. C'est génial tout ce qu'on a annoncé qu'on allait faire aussi. Mais si on souhaite réaliser la transition socioécologique dont on a besoin, il faut savoir contre qui on se bat.

Qu'est-ce qu'on fait quand des entreprises comme Stablex débarquent ? Qu'est-ce qu'on fait d'une fonderie Horne ou d'un Ray-Mont Logistiques qui s'installe dans notre quartier et s'attaque à notre santé publique ? Qu'est-ce qu'on fait quand on se rend compte que les lois ne sont en réalité pas faites pour nous, mais pour eux ; qu'on ne joue pas avec les mêmes règles du jeu ? Qu'est-ce qu'on fait en attendant que tout le monde ait une place en coop et que le pourcentage moyen des augmentations de loyer continue d'augmenter ? On doit se demander si implanter une nouvelle pratique en *Équité diversité et inclusion* c'est suffisant, quand la communauté de la nouvelle personne qu'on a embauchée est en deuil, parce que la police a tué l'un des leurs ou parce qu'il y a un génocide dans son pays.

Je pense que c'est utopique, et peut-être même un peu privilégié, de se dire qu'on peut continuer à faire nos trucs en parallèle et que le reste, au final, on ne peut pas vraiment y faire grand-chose. **S'opposer à ce qui détruit nos milieux de vie et nos communautés et construire le monde de demain une alternative à la fois, c'est les deux faces d'une même pièce.**

On le sait, le mouvement de l'économie sociale est composé de personnes qui ne se sont pas retrouvées là par hasard. Et, pourtant, on a été rapide à tracer une ligne entre ce qui se passe dans la rue et dans nos organisations. Je pense que c'est beaucoup moins hermétique que ce que l'on pense et qu'on doit entretenir cette frontière poreuse entre les deux. Si vous avez déjà eu l'occasion d'entendre Nancy Neamtan vous raconter le Sommet de '96, vous savez qu'elle n'oublie jamais de mentionner que pendant qu'elle était à l'intérieur, son conjoint et ses enfants étaient dans une manif à l'extérieur du Sommet.

Le cynisme n'est pas une fatalité. Je me considère comme une personne extrêmement optimiste face aux choses, mais faut pas confondre ça avec de la naïveté. Il y a un momentum certes, mais j'ai aussi besoin qu'on soit honnête sur ce qui nous attend sur le chemin d'ici 2050. Si on se dit que notre objectif c'est d'augmenter les parts de marché de l'économie sociale, ça suppose nécessairement que les parts d'un autre secteur doivent diminuer, *right*? Et le propre d'une logique économique dominante, c'est justement qu'elle s'attaque à tout ce qui cherche à la rendre moins dominante. Faut qu'on s'attende à ce que ce ne soit pas toujours facile, à ce qu'on nous mette des bâtons dans les roues - comme c'est parfois déjà le cas - et il faut qu'on soit prêt·e·s à ça. Il y a des moments où on n'aura pas le choix de la confronter, la fameuse logique économique dominante, de lui tenir tête, de savoir où tracer la ligne et d'assumer nos positions.

On nous reproche parfois, au mouvement de l'économie sociale, d'être les éboueurs du capital, dans le sens où on prend ce qui reste, ce que personne ne veut, on rattrape les balles que l'État a échappé, on passe derrière le capitalisme pour nettoyer les dégâts et, ce faisant, on contribue à le faire tenir plus longtemps. Mais plutôt que de toujours réparer les pots cassés, jasons de pourquoi y'a des pots qui se cassent.

Ayons une réflexion constante sur comment les gestes qu'on pose contribuent à accroître notre rapport de force. Et, pour ça, il va falloir qu'on ose, qu'on se trompe, qu'on prenne des risques. Ça veut aussi dire qu'on va devoir déranger et c'est seulement comme ça qu'on saura qu'on fait quelque chose de bien.

Dans le fond, c'est peut-être juste une invitation à être un peu plus tannante avec nous. Sur ce, il ne me reste plus qu'à vous dire, au plaisir de vous croiser dans la rue.



LAURENT LEVESQUE

PRÉSIDENT DU CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

COMMENT ON FERME ÇA, UN SOMMET ?

Je ne le sais pas.

Pour accélérer la démarchandisation de l'économie, on a besoin de toutes les énergies, dans vos réseaux, et aussi de gens qui ne sont pas ici, pas dans notre réseau. Pour toute la force du mouvement réuni ici à la TOHU, combien de personnes autant engagées que nous sont restées au front, dans leur bureau, dans leur territoire? Vous avez été plusieurs à me demander: quelles seront les suites du Sommet? Comment va-t-on faire durer l'énergie, l'ambition qui sont réunies ici?

En vérité, je ne le sais pas.

En fait, je pense que c'est à chacun, chacune d'entre vous de me le dire : comment allez-vous faire vivre les idées et l'énergie qu'on a ressenties ici ?

Un Sommet, ce n'est pas juste un festival pour passer du bon temps ensemble sous des chapiteaux et sous un soleil radieux. Cela dit, on a passé du bon temps ensemble et je remercie l'équipe du Chantier et de la TOHU qui nous ont organisé un événement exceptionnel.

Mais, un Sommet, c'est un événement qui est supposé avoir un avant et un après. Et pour que le *après* soit à la hauteur de nos ambitions, soyons honnêtes : on n'est pas assez nombreux dans cette salle.

J'espère donc que vous allez parler autour de vous de ce qui s'est passé ici. Il faut que l'énergie et le bouillonnement d'idées réunis dans cette salle et ces chapiteaux débordent de la marmite et se répande partout sur le comptoir !

JE VAIS RÉPONDRE À UNE AUTRE QUESTION QUE VOUS M'AVEZ POSÉE : QUAND ON REFAIT ÇA ?

D'abord, pour rassurer l'équipe du Chantier qui travaille depuis plus de deux ans pour nous mener ici : pas tout de suite !

Si on a réussi notre pari collectif, on en a pour plusieurs années à mettre en œuvre tous ces projets. Et si on vient à bout rapidement de tout ça, on fera un autre Sommet plus vite !

Je peux vous dire, quand même ce que le Chantier va faire pour faire vivre tous les échanges ici.

D'abord, on va publier et diffuser des Actes du Sommet à l'automne. Combinés à la Déclaration, ça constitue une feuille de route pour les 10 prochaines années qui - je l'espère - nous permettra de sentir qu'on sort du Sommet avec un fil conducteur et pas juste une addition de projets ou de mesures.

Ensuite, on va faire un suivi de tous ces projets, des engagements pris ici, et valoriser tous nos accomplissements collectifs.

Parce que, on va se le dire, on a du pain sur la planche. Ce que j'ai vu durant le Sommet, c'est une série de mesures et d'engagements qui témoignent d'un changement d'échelle de l'économie sociale.

On a des réseaux à déployer, des carrefours d'expertise et des fonds d'investissement à mettre en place, des modèles d'affaires à réinventer ou faire évoluer, des entreprises à faire grandir ou à multiplier, un leadership territorial partagé à rebâtir, et bien plus.

Pour y arriver, il va falloir continuer de se réinventer. Comme l'a dit Diane Lemieux en ouverture, si on prend le même chemin, on arrive au même résultat. Et pour faire ça, je nous souhaite une bonne dose de courage.

DU COURAGE POUR REMETTRE EN QUESTION LES STATU QUO, LES ÉVIDENCES, POUR ASSUMER NOTRE IDENTITÉ.

DU COURAGE POUR TENIR TÊTE AUX VENTS DE FACE GÉOPOLITIQUES QUI SOUFFLENT SUR L'AMÉRIQUE ET LE MONDE ET RALLIER NOS ALLIÉ·E·S AUTOUR D'UNE ALTERNATIVE INSPIRANTE.

DU COURAGE AUSSI POUR TROUVER DES SOLUTIONS CRÉATIVES AUX VRAIS DÉFIS DE NOS FINANCES PUBLIQUES, ICI, AU QUÉBEC.

DU COURAGE POUR TRIOMPHER DE NOTRE PROPRE RÉSISTANCE AUX CHANGEMENTS ET POUR DÉPASSER NOS INTÉRÊTS CORPORATISTES POUR TRAVAILLER ENSEMBLE À NOS OBJECTIFS PARTAGÉS.

Je veux revenir sur une phrase de mon mot d'ouverture. C'est sûr qu'on va devoir, dans les prochaines années, se donner les moyens de nos ambitions. Mais c'est au moins aussi important qu'on se donne des ambitions à la hauteur de nos moyens.

Parce que le mouvement de l'économie sociale n'a jamais été aussi puissant. On a des fonds d'investissement avec une expertise reconnue à travers le monde. On a un écosystème de soutien et d'accompagnement qui permet de déployer des solutions et des modèles adaptés aux réalités de chaque territoire. On a des entreprises qui font preuves de résilience, se réinventent, se mutualisent, pour atteindre de nouveaux sommets en matière d'impact et de parts de marché. On a des milliards en actifs, comme on a entendu dans la session sur l'immobilier collectif. On a une reconnaissance croissante de l'économie sociale et de ses particularités dans les ministères.

Un seul exemple, sans vouloir avoir l'air d'avoir de préféré (ou de « chouchou ») : l'économie circulaire. Parce qu'elle ne vise pas l'extraction de valeur, l'économie sociale est la porteuse naturelle. Que le nouveau Réseau des entreprises d'économie sociale et circulaire du Québec vise à ce que le modèle collectif ait 75% de parts de marché, ça c'est de l'ambition !

Bref, ça va prendre du courage, de l'ambition et des moyens.

Mais je pense qu'on va y arriver.

POURQUOI ?

Parce que je crois réellement en la capacité d'action et l'intelligence collective qui sont regroupées ici.

Parce que je constate que cette salle est remplie de gens et d'organisations qui sont en mouvement et trouvent des solutions même dans des périodes de crise et des périodes où les gouvernements ont des moyens limités.

Et parce que j'ai confiance que vous allez faire vivre l'après-Sommet autour de vous, chacun à votre manière.

On a une vision pour 2050. J'espère que, comme moi, vous vous sentez d'attaque pour les prochaines 25 années !

J'aimerais terminer avec deux remerciements.

D'abord, je tiens à vous remercier vous, chacun et chacune, pour avoir apporté vos idées, votre énergie et vos visions à ce grand exercice. Je suis honnêtement ému de faire partie de ce mouvement et j'ai eu des frissons à plusieurs moments, pas juste le spectacle d'ouverture.

Ensuite, je veux remercier toute l'équipe du Chantier qui a mené à la fois l'organisation de l'événement et tous les travaux préparatoires. Et offrir un merci tout particulier à sa directrice, Béatrice : une visionnaire, une super ambassadrice, qui incarne la posture du Chantier qui est d'être au service du mouvement. On est chanceux de t'avoir, merci.



VISION 2050

VERS UNE ÉCONOMIE QUI TRAVAILLE POUR NOUS

Les défis de la société québécoise en 2025 peuvent sembler immuables. Les crises se multiplient, l'environnement se détériore à une vitesse effarante, les inégalités se creusent. Le système économique prédominant - loin d'apporter des solutions - contribue à exacerber et accélérer cette dégradation. À d'autres époques, dans d'autres crises, l'économie sociale a contribué à démontrer que d'autres logiques économiques, basées sur la solidarité et qui contribuent au bien-être collectif, sont possibles. Encore aujourd'hui, des solutions concrètes existent déjà, des solutions qu'il est urgent de propulser. L'histoire nous montre que lorsque l'économie sociale atteint une certaine envergure, l'impact des entreprises qui en font partie ne se limite pas à améliorer la vie de leurs clients mais contribue également au bien-être de tout le Québec. L'avenir ressemblera à ce que nous en ferons et, par cette déclaration, nous affirmons que nous exercerons notre leadership afin que, d'ici 2050, nous puissions, à l'aide de nouveaux outils dont nous nous doterons, contribuer au changement de logique économique au bénéfice des aspirations de toutes les communautés dans toutes les régions.

Rassemblée à Montréal les 14 et 15 mai 2025, une grande diversité d'acteurs économiques, culturels, environnementaux, politiques, communautaires et de la recherche affirment d'une seule voix que face à un statu quo économique qui mène à des dégradations sociales et environnementales, l'économie sociale, ancrée dans les communautés et au service du bien-être collectif, représente une solution incontournable pour construire une économie au bénéfice de la société et dans le respect de la planète, une économie qui travaille pour nous.

En s'inspirant des grands chantiers du passé qui ont façonné le Québec contemporain, les personnes présentes au Sommet invitent tout le Québec à contribuer à ce mouvement de l'économie sociale afin non seulement de répondre aux enjeux et réalités variés du territoire, mais aussi de contribuer à la transformation de nouveaux secteurs de l'économie en se dotant d'objectifs pour les 25 prochaines années. En 2050, l'économie sociale sera un des piliers d'un Québec plus résilient, inclusif, juste et durable. Pour ce faire, nous voulons :

AFFIRMER LE RÔLE INCONTOURNABLE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE COMME MOTEUR DE LA VITALITÉ TERRITORIALE ET L'IMPORTANCE DE RENFORCER NOS CAPACITÉS DE COCONSTRUCTION POUR DES DÉCISIONS PERTINENTES, STRUCTURANTES ET DURABLES.

En collaborant à la transformation des milieux par la mise en place et le renforcement d'options résidentielles adaptées aux besoins changeants de la population vieillissante, l'économie sociale permet aux personnes âgées de vieillir dans leur milieu, tout en protégeant les cœurs villageois.

En favorisant et générant des outils pour l'émergence de réponses aux besoins locaux, incluant la reprise collective d'entreprises, le développement de nouveaux produits et services par les entreprises existantes et l'expression de la culture locale, l'économie sociale soutient la vitalité de nos régions.

ASSURER UN LEADERSHIP STRUCTURANT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS DAVANTAGE DE SECTEURS ÉCONOMIQUES POUR CHANGER LA LOGIQUE DOMINANTE INSOUTENABLE SUR LES PLANS SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX ET ÉCONOMIQUES, EN DÉVELOPPANT DES PRATIQUES INNOVANTES, ET EN SE DOTANT D'OUTILS ADAPTÉS ET DE NOUVEAUX CAPITAUX POUR LES SOUTENIR.

Nos matières sont moins enfouies, plus réemployées et les capitaux générés par l'économie linéaire sont utilisés pour bâtir une économie circulaire.

Des entreprises d'économie sociale contribuent significativement à assurer l'accessibilité à une alimentation saine, durable et locale à l'ensemble de la population québécoise.

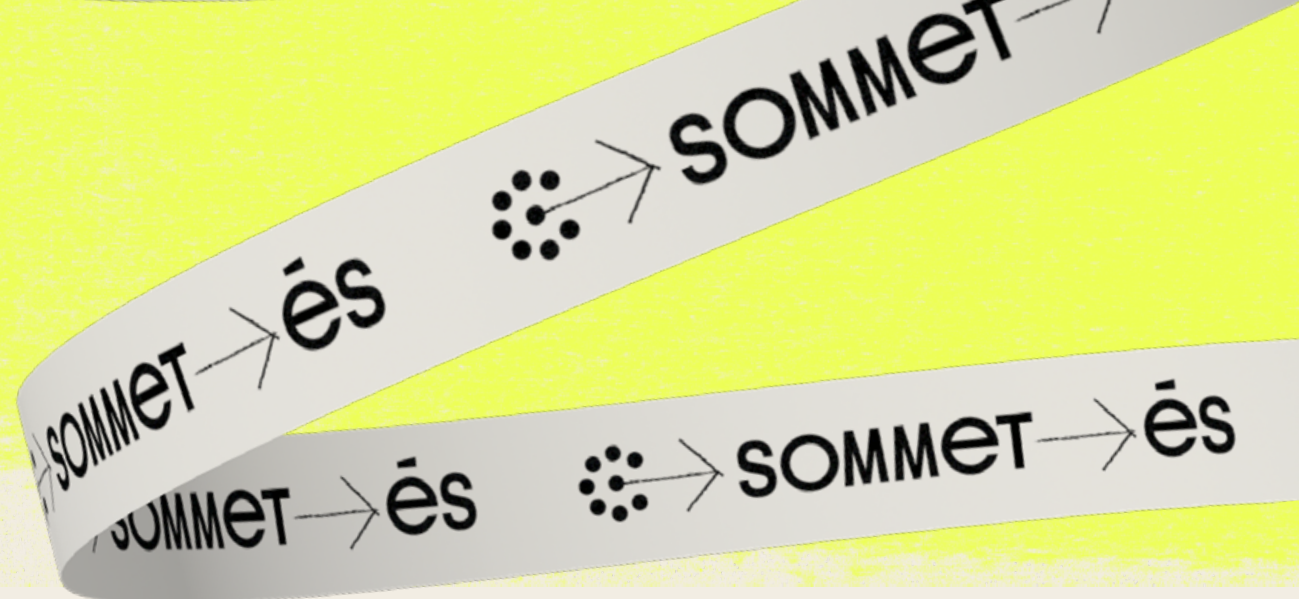
DEVENIR UN MOTEUR DE LA TRANSITION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE EN COLLABORANT AVEC DES ACTEURS DE TOUS LES HORIZONS POUR FAVORISER LA DÉMOCRATISATION DE NOTRE ÉCONOMIE ET UNE TRANSITION VERS DES MODÈLES D’AFFAIRES AUX RETOMBÉES DURABLES ET ÉQUITABLES.

Nos matières sont moins enfouies, plus réemployées et les capitaux générés par l’économie linéaire sont utilisés pour bâtir une économie circulaire.

Des entreprises d’économie sociale contribuent significativement à assurer l’accessibilité à une alimentation saine, durable et locale à l’ensemble de la population québécoise.

CRÉER UN MOUVEMENT ET UNE SOCIÉTÉ EMPREINTE DE SOLIDARITÉ À TRAVERS NOS ACTIONS EN FAVEUR DE L’INSERTION ET DE L’INCLUSION ET PAR LE RÔLE DES ENTREPRISES AFIN QU’ELLES DEVIENNENT DES EMPLOYEURS EXEMPLAIRES, PAR LEURS PRATIQUES FAVORISANT L’ÉQUITÉ ET L’ÉGALITÉ DES GENRES, PAR LEUR SOUCI D’INTÉGRER, RENFORCER, ÉLEVER ET INCLURE LES PERSONNES QUI APPORTENT DES PERSPECTIVES DIVERSIFIÉES À L’IMAGE DE NOTRE SOCIÉTÉ.

En assurant des modèles entrepreneuriaux collectifs qui génèrent des emplois durables et pertinents, ainsi que des milieux de travail empreints de justice, l’économie sociale suscite des changements sociétaux profonds.



C’est avec une profonde conviction pour cette vision que près de 1 500 personnes se sont déplacées de partout au Québec pour s’inspirer, se coordonner et renforcer leurs ambitions et leurs capacités d’action collective dans toutes les régions.

La jeunesse se mobilise également et se saisit de l’économie sociale afin de trouver des solutions à la hauteur des défis et qui changent nos perspectives de développement futur. Le message des jeunes au Sommet est clair : le Québec doit changer de logique économique et privilégier l’autonomie des communautés, l’entraide, la solidarité et l’adoption d’une vision non lucrative pour répondre aux besoins essentiels. La jeunesse présente au Sommet en appelle à une transformation du système économique et à ce que le mouvement québécois de l’économie sociale, tout en étant non partisan, s’affirme comme un acteur politique.

L’économie sociale participe à démocratiser l’économie en renforçant le dialogue social dans les entreprises et dans les territoires et contribue ainsi à la construction d’une société plus résiliente. L’économie sociale n’est pas qu’un modèle de développement, c’est aussi une façon de rendre notre société capable de faire face aux chocs et d’innover pour bâtir des solutions collectives à nos défis communs. En s’appuyant sur une propriété collective et une gouvernance démocratique, l’économie sociale construit un modèle qui nous rassemble et qui nous ressemble. Une économie qui travaille pour nous.

Les personnes réunies au Sommet de l’économie sociale déclarent avec confiance et fierté que la mise en œuvre de cette vision est possible et réaliste d’ici 2050. Ensemble, nous invitons les acteurs de changement, les groupes sociaux et les partis politiques à se joindre à ce chantier qui vise la construction d’une véritable économie inclusive, démocratique, écologique et transformatrice. Cette économie existe déjà et nous allons la mener plus loin. Collectivement, nous nous engageons en faveur d’une économie qui travaille pour nous.

ANNEXES ET DOCUMENTS COMPLÉMEN- TAIRES

PARTIE III

Déclarations et manifestes
Déclaration coop
Manifeste jeunesse
Manifeste transition
Déclaration Cap Finance
Déclaration sur l'alimentation
Documents complémentaires

P. 154



LISTE DES DÉCLARATIONS ET MANIFESTES

- a. Déclaration coop
- b. Manifeste jeunesse
- c. Manifeste transition
- d. Déclaration Cap Finance
- e. Déclaration sur l'alimentation

POUR LIRE L'INTÉGRAL DE CES DÉCLARATIONS



DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

Cahiers thématiques



La trajectoire économique des femmes



PARTENAIRES FINANCIERS

La force de notre Sommet, c'est la concertation. Le mouvement de l'économie sociale et ses partenaires offrent des solutions collectives aux défis communs auxquels font face les Québécoises et Québécois.

PARTENAIRE PRINCIPAL	PARTENAIRE MAJEUR

PARTENAIRES PRIVILÉGIÉS		

PARTENAIRES DE SOUTIEN						

PARTENAIRES DE VISIBILITÉ							



→ SOMMET → ès.





Le **Chantier de l'économie sociale** est une organisation autonome et non partisane qui a pour principal mandat la concertation pour la promotion et le développement de l'entrepreneuriat collectif au Québec. Organisation à but non lucratif, le Chantier réunit des promoteurs d'entreprises d'économie sociale (coopératives et organismes sans but lucratif) œuvrant dans de multiples secteurs d'activité, des représentants des grands mouvements sociaux et des acteurs du développement local en milieux urbain et rural.

UNE INITIATIVE DU

